



# L'Écrin 98

BULLETIN DE LIAISON DE L'AIACE SECTION BELGIQUE | AVRIL • MAI • JUIN 2022

## La guerre en Europe



## LE COMITÉ DE RÉDACTION

### LA RÉDACTRICE EN CHEF - MONIQUE THÉÂTRE

Née à Bruxelles. Entre à la Commission en 1981 au SCIC, ensuite DG II, puis DG XXII. En 1991, détachée de la DG Administration pour diriger le secrétariat international de l'AIACE. S'occupe notamment de la rédaction de « Vox ». En 2004, réintègre l'administration au sein des services sociaux, en charge des pensionnés. Devient ensuite chef



du nouveau secteur « Support social et Relations avec les anciens ». Lance l'Info Senior et l'initiative Active senior (valorisation de l'expertise). Pensionnée depuis 2018. Membre du Conseil d'administration de la section Belgique depuis mars 2020. Aime le piano, les soirées entre amis et la Lettonie, terre natale de sa mère.

### GABRIELLE CLOTUCHE

Belge, née à Vielsalm. Mathématicienne, ancien directeur général de la sécurité sociale en Belgique. Représente la Belgique à la Commission, au Conseil de l'Europe et à l'OCDE et mène de nombreuses négociations avec la Turquie, le Chili, la Norvège, les Philippines, l'Algérie. Rejoint la Commission en 1997 (DG V), directeur en charge de l'action et de la

politique sociale puis, à Eurostat, directeur des statistiques sociales. Détachée à la Confédération européenne des syndicats, adjointe au secrétaire général John Monks. Retraitée depuis 2011. Présidente du Conseil d'administration du Service de santé mentale DIEDA à Molenbeek. Maître de conférence émérite (20 ans) chargée de cours « Politiques sociales en Europe » à l'Institut du travail de l'UCLouvain.



### ROBERT COX

Né à Londres. Études en sciences économiques, politiques, langues et civilisations germaniques et slaves à Cambridge et au Collège d'Europe (Bruges). Débute comme journaliste à Londres (The Economist). En 1968, intègre le Groupe du Porte-parole de la Commission, en 1973, le Cabinet Thomson



(politique régionale), puis la DG Développement (VIII). Chef de la Représentation de la Commission à Ankara. Rentre en 1983 à Bruxelles comme chef de division à la DG Information (X). A l'éclatement de la guerre civile en Yougoslavie, rejoint la EC Monitoring Mission (ECMM) à Zagreb. En 1993, adjoint du directeur à ECHO. Retraite en 2000. Peint, dessine, écrit, étudie l'histoire et la politique.



### JÜRGEN ERDMENGER

Né à Hambourg. Juriste, d'abord fonctionnaire fédéral allemand. Intègre la Commission européenne en 1973. Directeur à la DG Transport, participation au développement de la politique commune de transport (route, rail, navigation aérienne, navigation maritime et fluviale) en particulier sous

les Commissaires Van Miert et Kinnock. Après la pension en 1998, conseiller (questions européennes) d'ONGs dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'agriculture. Participation aux activités de la Chapelle de la Résurrection, de l'Eglise protestante de langue allemande ainsi que de la Société anthroposophique. Aime son épouse, ses filles, l'art, la musique et la poésie.

### DANIEL GUGGENBÜHL

Originaire de Strasbourg. Études de sciences politiques et de lettres. A fait l'essentiel de sa carrière aux Relations extérieures de la Commission : relations multilatérales, Chine, pays d'Europe centrale et orientale. Président de la Section Belgique de l'AIACE de 2005 à 2008. A lancé l'Écrin dans sa



version précédente avec Jean-Bernard Quicheron en 2005 et y contribue régulièrement depuis. Aime la littérature, la musique et les débats politiques. A écrit plusieurs romans. Contribue aussi au périodique de l'AIACE Allemagne et à celui du Cercle littéraire de l'UE. Aime observer l'entrée de ses petits-enfants dans la vie réelle.

### PHILIPPE LOIR

Né à Paris. Licence en droit et Sciences-Po. Cie pétrolière Algérie Sahara 1958-1962. Entré à Euratom en 1962, administrateur principal en 1967 puis DG Energie de 1970 à 1984, assistant du DG. En 1985 à la DG Administration chargé des relations avec le personnel statutaire puis avec les Ecoles européennes,

simultanément rédacteur en chef du Courrier du personnel de 1986 à 1992. Chef de division à la DG Information, chargé entre autres des visites. Pensionné depuis 1995. Elu au Conseil d'administration de l'AIACE Belgique en 2005, vice-président de 2014 à 2017, rédacteur à l'Écrin et responsable de l'action sociale depuis 2005.



# SOMMAIRE

## HET WOORD VAN DE VOORZITTER

De oorlog in Europa

## LEMOT DU PRÉSIDENT

La guerre en Europe

## BILLET DE LA RÉDAC'CHEFFE

Le meilleur et le pire

## VIE DE LA SECTION

Le Conseil d'administration au travail

Le cercle des marcheurs du jeudi

Les Clubs de la bière et du vin

The Beer and Wine Clubs

Bienvenue à nos nouveaux membres !

Welcome to our new members ! Welkom aan onze nieuwe leden !

## EUROPE

Europe's war

What Schuman said about Russia

En Russie, le Kremlin sort ses griffes

Putins Krieg gegen die Ukraine

UE et OTAN

07/02/1992 : il y a 30 ans le traité de Maastricht

7. Februar 2022: 30 Jahre Vertrag von Maastricht

La PAC pour les nuls

Ce que l'Union européenne a fait en 2021

## SOCIÉTÉ

Covid 19 et Europe sociale - quid ?

Chronique de la pandémie - Non je n'ai rien oublié ...

Inflation affects us all

Rappeler l'urgence climatique alors que des guerres font rage

Penser Bruxelles avec l'ARAU

## INSTITUTIONS

The European Parliament - Cinderella awakens

Pensionnés du CESE : un service social très actif !

## PORTRAIT

Pino Vortice, faire chanter les enfants

Jim Cloos, « jeune » retraité dynamique

## CULTURE

Expérience Europe

European Best Destination 2022

## LES ANCIENS PUBLIENT

Les lettres de Jimmy Jamar à Jean Monnet

## BRÈVES

## LU POUR VOUS

Le réveil géopolitique de l'Europe de Luuk van Middelaar

Européen sans complexes de J.D. Giuliani

Desmond TUTU, le « peuple arc-en-ciel », une performance politique

## TRIBUNE LIBRE

Géopolitique et politique de puissance

Le condisciple assassiné

## APPEL À CONTRIBUTIONS

## IN MEMORIAM

Gaetano Donà

Michel Carpentier

## NOUS ON QUITTÉS

## 4ème cover

Expérience Europe

Erik Halskov 4

Erik Halskov 5

Monique Théâtre 5

Philippe Loir 6-7-8

C. Pierre & J.-Y. Ledune 9

Alan Hick 10

11

Robert Cox 12-13-14

David Price 15-16-17

Daniel Guggenbühl 18-19

Jürgen Erdmenger 20-21

Jean-Guy Giraud 22

23

Jürgen Erdmenger 24-25

Robert Cox 26-27

Patrizio Fiorilli 28-29

Gabrielle Clotuche 30-31

Ambroise Perrin 32-33-34

Colin Stewart 35

Nathalie Vercauteren 36-37

Philippe Loir 38-39

Robert Cox 40-41

Isabelle Delaire 42-43-44

Monique Théâtre 45

Daniel Guggenbühl 46-47

A. Juarez & M. Gasquard 48-49

Monique Théâtre 50-51

Monique Théâtre 52-53

54

Gabrielle Clotuche 55

Daniel Guggenbühl 56

Gabrielle Clotuche 57

Emiliano Fossati 58

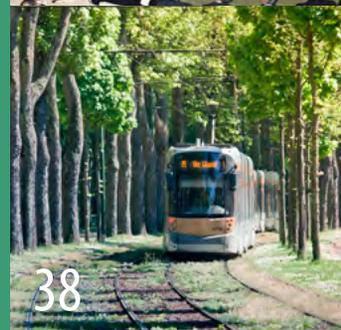
Michel Foucault 59-60

60

Raffaella Longoni 61

Alain Servantie 62-63

64-65-66-67



# De oorlog in Europa

Het zal u waarschijnlijk niet verbazen in deze aflevering van Ecrin artikelen aan te treffen met analyses van de stand van zaken en de toestand in de wereld na de agressie van Rusland tegen Oekraïne en zijn bevolking. Wij constateren de terugval naar een vorm van despotisme waarbij er, in de nabijheid van de Europese Unie, tegen de burgerbevolking geweld en wreedheden worden ingezet. Wij stellen er de ontkenning van de waarden vast waarop Europa sinds het ontstaan van de Europese Unie op de puinhopen van de Tweede Wereldoorlog is gevestigd. Wij zien nu een regiem dat gekenmerkt wordt door de heerschappij van een enkeling, zonder uit te gaan van regels en wetten, in essentie gekarakteriseerd door het inzetten met alle mogelijke middelen van angst en vrees, als *conditio sine qua non* voor zijn overleven, zoals dit reeds door Montesquieu in zijn “*De l’esprit des lois*” was beschreven.

Het lijden en de opofferingen van de Oekraïense bevolking zijn niet te harden. De EU dient onverwijld alle mogelijke hulp en steun aan te bieden. De poorten van Europa werden voor de miljoenen Oekraïners die de gruwelen van de oorlog ontvluchten al geopend - en moeten open blijven. Het begrip Solidariteit moet zijn volle betekenis krijgen. Dit om de angst terug te dringen. Europa moet laten zien wie wij zijn.

Uit naam van de AIACE-België bevestig ik onze waarachtige solidariteit met de Oekraïense bevolking.

Goede lectuur.

*Erik Halskov*



© AIACE.BE

## Éditeur responsable

Erik Halskov

## Rédactrice en chef

Monique Théâtre  
monique.theatre@gmail.com

## Comité de rédaction

Gabrielle Clotuche  
Robert Cox  
Jürgen Erdmenger  
Daniel Guggenbühl  
Philippe Loir

## Designer graphique

Elena Suarez Cueto

## Impression et expédition

OIB - Commission européenne

## Dépôt Bibliothèque Royale de Belgique

ISSN 1783 - 5410

*Les textes n'engagent que leurs auteurs  
et non l'AIACE ni la Commission  
européenne*

## Association Internationale des Anciens de l'Union européenne Section Belgique

VM-18 03/53 • B-1049 Bruxelles

Tél +32(0)2 295 38 42

& +32(0)2 296 48 24

Fax +32(0)2 299 52 89

E-mail: [aiace-be@ec.europa.eu](mailto:aiace-be@ec.europa.eu)

[www.aiace-be.eu](http://www.aiace-be.eu)

IBAN BE68 2100 3777 0034

BIC GEBABEBB

N° d'entreprise : 450733759

# La guerre en Europe

Vous ne serez pas étonnés, je pense, de trouver dans ce numéro de l'Écrin des articles consacrés à l'analyse de l'état des choses et du monde provoqué par l'agression de la Russie contre l'Ukraine et son peuple. On y voit le retour d'un despotisme, déployant violence et atrocités contre une population civile, aux abords de l'Union européenne. On y voit la négation même des valeurs sur lesquelles l'Europe se construit depuis la naissance de l'UE, sur les cendres de la 2ème guerre mondiale. On y voit un régime, caractérisé par le règne d'un seul, sans règles ni lois, et dont la nature, son 'essence' pour ainsi dire, est, par tous les moyens, de faire régner la peur, *conditio sine qua non* de sa survie, tel que déjà décrit par Montesquieu dans 'De l'esprit des lois'.

Les souffrances et les sacrifices du peuple ukrainien sont insupportables. L'UE doit apporter sans faille toute aide et tout secours. Les portes de l'Europe se sont ouvertes - et doivent le rester - aux millions d'Ukrainiens fuyant les horreurs de la guerre. La solidarité doit prendre tout son sens. Pour faire reculer et échouer la peur. L'Europe doit montrer qui nous sommes.

Au nom de l'AIACE-Belgique, j'exprime notre sincère solidarité avec le peuple ukrainien.

Bonne lecture.

*Erik Halskov*

## Le meilleur et le pire

Après deux ans d'éloignement et de stagnation, la vie « chez nous » reprend peu à peu ses droits. On tombe le masque, on se donne des accolades, on se serre la main, on ose à nouveau s'embrasser . . . Au sein de la section, les activités reprennent également leur cours. Les membres du Conseil d'administration se sont - enfin - retrouvés en présentiel dans des locaux flambant neufs, symbole d'un nouveau départ. Un programme de voyages a été mis sur pied, des thés littéraires organisés, des réunions et événements festifs planifiés, le deuxième semestre réservera à nos membres de belles surprises. La permanence au secrétariat assurée tous les matins a repris, les bénévoles sociaux se réunissent à nouveau de visu pour discuter de l'aide à apporter aux collègues en difficulté. Le Comité de rédaction de l'Écrin a accueilli une nouvelle « recrue », Gabrielle Clotuche, dont l'expertise et le regard posé sur les choses seront certainement très appréciés dans le contexte de nos travaux.

Mais toute cette effervescence et ce renouveau ne nous font pas oublier le pire, la guerre qui se déroule sous nos yeux aux portes de l'Europe. Les Européens convaincus que nous sommes ne peuvent rester indifférents au sort de l'Ukraine et de ses habitants. La présente édition de l'Écrin y consacre une large part en analysant la situation sous divers angles. Dans ce contexte, l'action des Pères fondateurs nous revient en mémoire. On rappellera notamment que Robert Schuman avait déjà, dès 1950, des idées précises sur les relations entre la future Union européenne et l'URSS. On rappellera aussi que le projet visionnaire de Jean Monnet, à 70 ans de distance, n'aura jamais eu autant de sens aujourd'hui face aux défis qui confronteront l'Europe dans les mois et années à venir. Car la guerre en Ukraine c'est la guerre en Europe.

Monique Théâtre



# Le Conseil d'administration au travail

par Philippe Loir

**Au milieu des tristes et dramatiques nouvelles qui nous assaillent, guerre d'Ukraine, pandémie, inflation, un petit signe peut nous remonter le moral : le Conseil d'administration de la section Belgique a tenu pour la première fois depuis deux ans, le 21 avril dernier, une réunion en présence de ses membres.**

**Le Conseil du 12 mars 2020, le dernier CA organisé en présentiel, s'était tenu dans la hâte et la sidération et avait eu juste le temps de répartir les responsabilités entre les membres du CA qui venaient d'être élus. Puis ce fut la fermeture immédiate du bureau, l'impossibilité d'accéder au secrétariat, la séparation physique d'avec nos membres et les élus du CA, à part les tristes réunions Zoom derrière nos écrans, et enfin la cessation de toute activité conviviale, voyages, conférences.**

**Ces temps de malheur sont-ils vraiment terminés ? Allons-nous reprendre nos activités comme « avant » ? Tout reste suspendu à l'évolution de la guerre en Europe, en Ukraine, dans un pays proche, frontalier avec l'Union européenne et qui voudrait désespérément en faire partie. Tout peut encore basculer dans le pire.**

## **De nouveaux bureaux pour la section**

Le petit signe que j'ai évoqué est que l'AIACE est repartie d'un bon pied au mois d'avril en déménageant de la lointaine rue de Genève pour revenir au cœur du quartier européen. C'est la grande nouvelle de la réouverture des bureaux aux pensionnés : nous avons inauguré le 5 avril dernier de nouveaux locaux au 3ème étage du 18 de la rue Van Maerlant. Nous devons ce retour dans le quartier européen à la nouvelle politique immobilière de la Commission, effet indirect de la pandémie. Elle a forcé au développement du télétravail qui a diminué le besoin en bureaux et a permis de rapatrier les services périphériques dans le quartier européen. Nous disposons ainsi de locaux bien desservis par les trans-

ports en commun (stations de métro Schuman et Maelbeek) dotés d'un vaste parking pour y accueillir physiquement nos membres et y tenir nos réunions. Nous sommes désormais voisins de nos collègues de l'AIACE Internationale avec lesquels nous partageons une salle de réunion. Ce déménagement qui a nécessité un gros travail matériel et de tri pour décider ce qu'il faut emporter et ce qui peut être abandonné, notamment parmi les abondantes archives, a été essentiellement réalisé par notre secrétaire générale, Nadine Wraith, notre indispensable ami, Gilbert Lybaert, avec l'appui de notre secrétaire, Julie Tomaselli. Il faut leur dire un grand merci.



▲ Hall de l'immeuble VM-18 - ©AIACE

## Une action sociale continue

Malgré la fermeture de nos bureaux en mars 2020, notre activité ne s'est pas arrêtée. L'action des bénévoles sociaux a continué sans interruption en portant assistance à la centaine de cas en cours et en accueillant toutes les nouvelles demandes d'aide. De même, les départs des bénévoles les plus anciens ont été compensés par le recrutement de jeunes pensionnés, trois dans les six derniers mois, ce qui permet de maintenir le niveau d'aide. Malheureusement les nouveaux n'ont pas encore pu rencontrer physiquement leurs collègues bénévoles avec lesquels ils doivent pouvoir former un groupe soudé et solidaire. Dans le domaine social également, les visites de maisons de repos et de soins ont pu reprendre le 1er avril sur base d'un questionnaire précis et modifié afin de détecter les éventuels cas de mauvaise gestion tels que ceux qui sont apparus lors du scandale des maisons de repos appartenant à des sociétés cotées en Bourse.

## Solidarité avec l'Ukraine

Pour marquer sa solidarité avec les populations ukrainiennes, le CA a voté un don de 20.000 euros à la Croix-Rouge de Belgique pour l'accueil des réfugiés ukrainiens sur le sol belge et a proposé à ses membres de faire un don à titre personnel en leur proposant une liste d'associations éligibles sur notre site internet.



▲ Le VM-18 abrite désormais l'AIACE Belgique - ©AIACE

## Les contacts avec l'Administration

Les réunions en mode Zoom de nos spécialistes avec nos interlocuteurs de la DG Ressources humaines se poursuivent mais avancent lentement sans que l'on puisse encore acter des décisions, notamment concernant la question de la confidentialité des données personnelles et l'envoi des publications de l'AIACE. D'autre part, les thèmes qui sont traités actuellement dans le cadre du Régime commun d'assurance maladie sont l'hospitalisation, les consultations et les médicaments. La méthode d'adaptation des plafonds est toujours en cours de discussions. Le groupe « Méthode et pensions » a conclu après ses travaux que la Méthode fonctionnait bien en

se fondant sur les données nationales communiquées par les pays de référence et que le respect du parallélisme par rapport aux fonctions publiques nationales était assuré. Le message qui a été transmis par l'AIACE Internationale au Commissaire Hahn est que la Méthode fonctionnant bien, il ne fallait pas la modifier.

## L'Écrin et les activités de loisirs

Le numéro 97 de l'Écrin (édition janvier-février-mars) a été mis en ligne sur le site le 16 février dernier alors que la version papier n'a été envoyée que bien plus tard car l'OIB qui imprime la revue a dû répondre à des demandes urgentes de la présidence.

## VIE DE LA SECTION

L'impression de notre revue, qui n'est pas prioritaire, est donc très souvent retardée. Ce n'est pas la première fois et cela pose la question des moyens à mettre en œuvre pour que l'Écrin sorte à temps et que ses articles ne soient pas complètement dépassés au moment de leur tardive sortie sur papier. Un problème sur lequel il faudra se pencher ...

Les activités culturelles et de loisirs vont enfin pouvoir reprendre après l'annulation brutale de toutes nos activités lors de la dernière pandémie. Les voyages prévus à Chypre et à Spa ont été annulés et remboursés; le voyage en Irlande a été annulé pour cause de faillite de l'agence de voyages. De nouveaux projets d'excursions, voyages et croisières sont en cours d'élaboration et seront portés à la connaissance de nos membres le plus rapidement possible.

Et pendant ce temps-là les nouveaux clubs de la bière et du vin ont commencé leurs premières dégustations sous l'impulsion de Alan Hick ... ■



▲ Réunion du secrétariat et des bénévoles administratifs - ©AIACE

### CONSEIL D'ADMINISTRATION AIACE BELGIQUE 2020/2023

**Président** Erik Halskov

**Vice-présidente** Raffaella Longoni

**Secrétaire générale** Nadine Wraith

**Trésorier** Christian Waeterloos

### Membres titulaires

Pierre Blanchard, Philippe Loir,  
Brigitte Raus, Monique Théâtre,  
Eliane Van Tilborg

### Membres suppléants

Dominique Dedeken, Félix Geradon,  
Giulio Groppi, Alan Hick,  
Isabella Quattrocchi

### SECRÉTARIAT HELPDESK

Julie Tomaselli assure la permanence au secrétariat les mardis et vendredis de 9h30 à 12h00.

Les lundis, mercredis et jeudis, la permanence est assurée par des bénévoles de 10h00 à 12h00.

Le secrétariat est également joignable par téléphone tous les matins entre 9h30 et 12h00.

Le président Erik Halskov est présent sur place le mercredi matin de 10h00 à 12h00 ou sur rendez-vous.

Tél. 02 295 38 42 - [aiace-be@ec.europa.eu](mailto:aiace-be@ec.europa.eu)



# Le Cercle des marcheurs du jeudi

par Claudine Pierre et Jean-Yves Ledune, organisateurs

**Après de longs mois d'arrêt, la Section Belgique a pu proposer à ses marcheurs du jeudi de repartir sur les sentiers.**

Pour ses retrouvailles, le Cercle, créé il y a plus de 20 ans, s'est rencontré au bord des Étangs de Pécrot dans le Brabant wallon. Lors d'une courte halte, le président Erik Halskov a chaleureusement rendu hommage à Michel Buckinx, le coordinateur décédé en juin 2021. Depuis le mois d'avril, les marches - qui n'excèdent que très rarement 10 km - ont repris les après-midi des 1<sup>ers</sup> et 3<sup>èmes</sup> jeudis de chaque mois sur la base d'un programme trimestriel établi avec les guides volontaires.

Et d'ailleurs, si vous avez des aptitudes en cette matière ou si vous souhaitez consacrer un peu de votre temps à la préparation de nos sorties, n'hésitez pas à vous manifester par mail auprès du secrétariat ([AIACE-BE@ec.europa.eu](mailto:AIACE-BE@ec.europa.eu) - à l'attention de Claudine).

Le Cercle vous viendra volontiers en aide pour vous lancer dans cette nouvelle aventure. Dans un esprit de rationalisation de ses déplacements, et à la convenance de chacun, le Cercle pratique le co-voiturage.

Bouger, échanger, s'aérer, dans la bonne humeur, la convivialité, pour redécouvrir forêts, campagnes et sentiers ou - occasionnellement pour une sortie qui présente un intérêt culturel et patrimonial - voilà ce qui motive les marcheurs du jeudi en ce début de printemps. ■



© AIACE.BE

## VIE DE LA SECTION

### Les Clubs de la bière et du vin

Si vous êtes intéressés à participer aux rencontres de ces Clubs, n'hésitez pas à envoyer un mail au secrétariat de la section : [AIACE-BE@ec.europa.eu](mailto:AIACE-BE@ec.europa.eu) en mentionnant vos nom, prénom, n° de membre et pour quel club vous manifestez votre intérêt. Les listes ainsi constituées permettront par la suite d'envoyer les invitations spécifiques pour les rencontres et dégustations. **Santé!**

### The Beer and Wine Clubs

If you're interested in participating in the meetings of these Clubs, please send an email to the section secretariat at [AIACE-BE@ec.europa.eu](mailto:AIACE-BE@ec.europa.eu) giving your name, surname and membership n° and indicating which club you'd like to join. The resulting mailing lists will then be used to send out specific invitations for new meetings and tastings. **Cheers!**

Alan Hick



▲ 31 mars 2022 - dégustation de Guinness au pub Wild Geese © AIACE.BE

▼ 6 avril 2022 - dégustation de vins du Piémont au bar à vins «Io Sono Il Piemonte»



# Bienvenue à nos **nouveaux membres !** Welcome to our **new members !** Welkom aan onze **nieuwe leden !**

ANABOLI Panayota	GALLARD Patrick	PEDERSEN Ellen
ASSELMAN Jos	GANDREY Françoise	POST Henk
BALIS Evert	GAUTIER Yves	RADOUX-VAN MALDEREN Françoise
BALOT Caroline	GODEAUX Dominique	REDON Christine
BERTRAND Jean-Marie	GODEAUX-TRICOT Martine	RENDERS Johan
BEULLENS François	GRUBER Sieglinde	RICAUD Lydie
BODEN Timothy Watson	GUARDIOLA Annie	ROHART Ronny
BODENEZ Françoise	GUILLAUME Didier	ROLAND-GOSSELIN-PALOC-TAUNY Jacqueline
BOSMANS Noël	GUTIERREZ FERNANDEZ José	ROSSMANN Anne
BOULOUQUE Didier	HANSEN Hanne	RYMSZEWICZ Violetta
BOULOUQUE-THENNER Birgitt	HOPPE Michèle	SANCHEZ-CALERO Natalia
BROOIMANS Beppie	KARAPIPERIS Theodoros	SCHMIDT Gudrun
CAMBRON Christiane	KEULEN Antoinette	SEITZ-EDENFIELD Kornelia
CHRISTENSEN Kirsten	LANTSOGHT Michel	SERCU Karin
CLOOS Jim	LORENTE FERNANDEZ Ana Maria	SEVILLANO FERNANDEZ DE BOBADILLA Concepcion
COCQUYT Marie	MARSELOO Marc	SGALBIERO Orazio
CONTOUDIS Styliani	MARTINS Georges Alexandre	SIMON Christian
CUMMINGS Pénélope	MAURO Massimo	SMEKENS Marisa
DE GIROLAMI Esther	McCARTHY Kevin	STAES Fabienne
de HARLEZ de DEULIN-JOSEPH FLORES Dalia	MECSEKI Rita	STALINS Philippe
DE MEES Frédéric	MEERT Viviane	STOURAITIS Christian
DE STEFANO Daniela	MELON Denis	STUFFMANN-HUELS Edelgard
DEACU Magdalena	MENAGER Thierry	TANCREDI Patrizia
DEREGNAUCOURT Guy	MEULEMAN Aloysius	THEUNISSEN Carole
DIAMANTI Hélène	MEYER-KOEKEN Klaus	TOUSSAINT Jean-Claude
DIERCKX Georges	MINNE Bernadette	VAN ACKER Jan
DIMITROVA Zdravka	MOLLER Birgit	VAN CAUWENBERGH-WILLOCX Chantal
DRUINE Rudy	MONNART François	VAN ONSEM Christian
DUWELZ-COOLS Blandine	MORELLINI Franca	VAN OOSTERWIJCK Viviane
ENGLISH Mark	NADIN Linda	VERMYLE Marc
ERRO ERRANDONEA Arantxa	NEMOZ-HERVENS François	VITS André
FERRO TOME Isaura	NIJS Frans	WITCZAK-PAQUOT Natalia
FINNE Sylvie	O'BRIEN-KERSCHEN Mary	
FLUEH Michael	PARASKEVI Michou	

# Europe's war

by Robert Cox

**It is as though an invisible wall still counterpoises everything that is "ours" to everything that is "foreign": Yuri Levada, Russian sociologist and opinion pollster.**

Ukrainians suffer - bravely. Sadly, this will continue. Rapidly this has become Europe's conflict too. All Europeans to a degree are prisoners too of today's violence, war crimes, the war's duration, the nagging unpredictability of its outcome. And this on top of the fragilizing Covid pandemic which is not over. Food and energy scarcities threaten. War-stoked inflation threatens welfare jobs, and, for many, accustomed prosperity. With us too is the challenge of giving Ukrainians a prospect of something better than what a historian called "the pity of war". Europe's big-

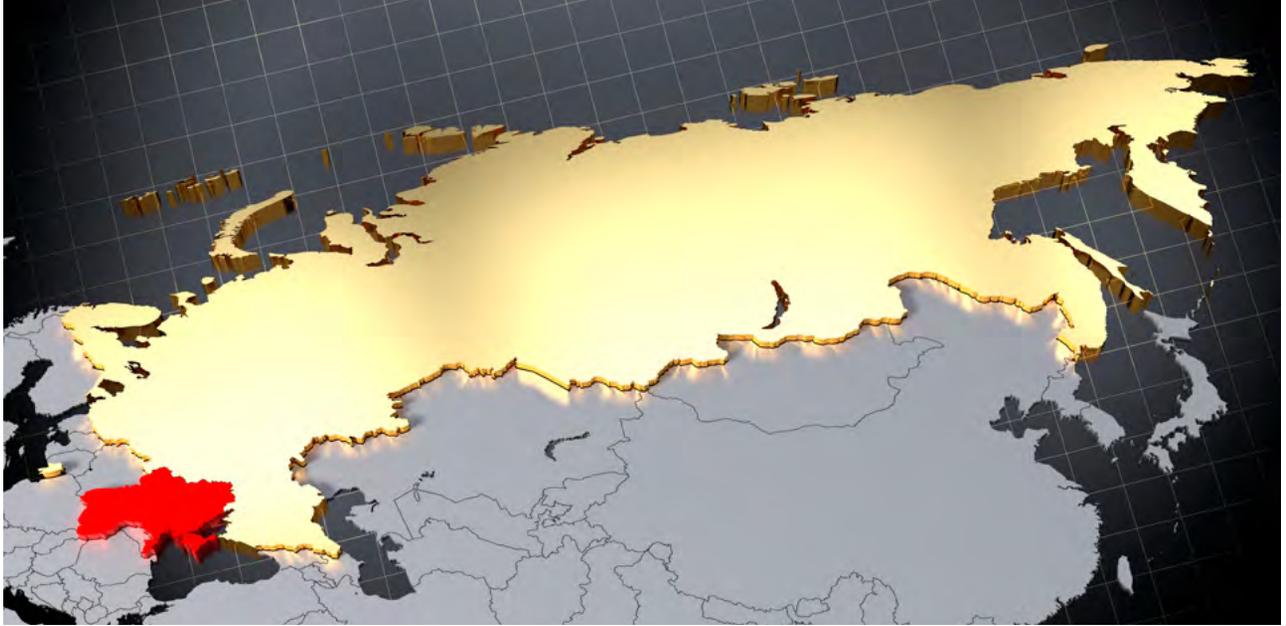
gest challenge since 1945 confronts citizens' willingness to bear restrictions and politicians' imagination. Nor is it too early for the European Union to look ahead to challenges of post-war rehabilitation. We cannot predict the future. But to help us understand why we are here, let us take a look at Ukraine's, Russia's and Europe's crisis from different angles.

## Russia: an unwieldy empire

The author frequently looks at the map of Russia. Behind Russia's proclaimed security fears lies a deeper problem of demographics. Russia is a huge country. Over 11 time zones it covers 17 million km<sup>2</sup>. Seventy seven percent of its population of 144 million people lives in European Russia west of the Urals - 27 per km<sup>2</sup>. The European Union's 447 million people occupy 4.23 million km<sup>2</sup> - a popula-

tion density of 118 per km<sup>2</sup>. Russia has the treble problem of: governing a vast and often inhospitable space; containing a relatively small and diminishing population; mastering a poor economic basis and performance. On its western flank Russia faces a densely populated and concentrated space with a vigorous economy and rule of law - the European Union (EU). In the face of such imbalance Russia easily falls prey to an aggressiveness based on fear, if not paranoia. In this context too consecutive Russian autocrats from Ivan IV to Vladimir Putin have sought to crush Russians' freedom, as Daniel Guggenbühl echoes elsewhere in this number of L'Écrin. It is also a war of information, or mis-information. Ambiguous love-hate sentiment towards "Europe" is old in Russia; Dostoyevsky and Solzhenitsyn are its prominent exponents.





© Adobe Stock

*It is also a war  
of information,  
or mis-information.*

Migrants from tsarist and Soviet rule have heated antagonism. Germans from Bismarck to the SPD have tried to “understand” Russia. History bequeaths a passionate and complex heritage of mutual perception.

### Ukraine - identity & fear

Lwiw, chief city of western Ukraine, has changed names thrice over 150 years. The Austro-Hungarian Galician city of Lemberg became Polish Lvów - then Russian Львов - before settling on its present name in Ukrainian. Such have been the shifting borders, sovereignties and identities of the region's painful past and present. Ukraine is the ideological target of an essay published in July 2021 by Russia's President Vladimir Putin. Putin devoted 5356 words to challenge the concept of Ukraine's separate identity. Ukrainians and Russians are the same people says Putin as he rewrites history. Yet nowhere in this text are such words as gulag, kulak and holodomor (the great, organised

famine of 1932-33 that cost 4 million Ukrainian lives), inflicted by Stalin. For Ukrainians these words are part of their identity. Many Russians believe their national identity is incomplete without Ukraine, the baptismal font of the 9-13th centuries of the Kievskaia Rus, the cradle of Russia. Now, into the vast Eurasian empire that is Russia Ukraine sticks like a European wedge. So, potentially, does Belarus. Russia has chosen to see this as an existential threat.

### Europe in Russia's mirror

Putin's real grudge is less with further (unlikely) NATO eastward expansion, than with Ukraine's political and economic drift towards the EU and away from Russia. Putin's invasion has only strengthened the hypothesis, however remote, of Ukrainian membership of the EU. He has also, so far, succeeded in consolidating the EU rather than fragmenting it. Elsewhere in this number of L'Écricin Jürgen Erdmenger shows how Germany has thrown certain political inhibitions to the wind. Conventional wisdoms have been shaken. Finland & Sweden talk of NATO membership. Danes will vote on abandonment of

their so-called “op-out” from EU defence and security cooperation. Until recently Poland objected vocally against EU security ambitions undermining NATO's role as Europe's defender. Its tone is now softening. Numerous European countries now pledge to meet the 2% NATO GDP norm for defence spending. “The British public has been told for the last five years that the EU is a cumbersome, failing, slow organisation,” said Lord Peter Ricketts, a former UK national security adviser. “The EU has changed more in ... four weeks than ... in the last 40 years of my career.” In early March EU leaders meeting in Versailles declared that Russia's war in Ukraine has heralded ‘tectonic shift in European history. We must now see how this evolves in practice.

Throughout these months it consistently appeared as if Moscow and Washington were orchestrating

*Many Russians believe  
their national identity  
is incomplete without  
Ukraine.*

## EUROPE

this European crisis over Europe's head. This despite a flurry of European diplomatic activity of varying quality. The US paid lip-service to associating Europe with its initiatives. Russia was adamant that the EU had no role to play, thus betraying the depth of its animosity. Elsewhere in Europe the recklessness of Brexit in terms of European security was further illustrated. Belarus meanwhile disappeared into the Russian state.

### Mastering the future

Whatever the outcome of Russia's brutal invasion, with all its trampling on norms of civilised behaviour, two particular challenges face EU Europe. The urgent challenge is to strengthen its so-called strategic autonomy. And then it must assume leadership in promoting a wider new security order in Europe while repairing the war damage, physical and political. A damaged Russia - if that is the outcome of today's conflict - must not be left to sulk in its fastnesses, waiting for a chance for revenge. Further NATO expansion

is not the answer. A reformulation of the OSCE (Organisation for Security and Cooperation & Security in Europe) might offer a framework for a buffer-zone of security, including Russia's western military districts.

*Further NATO expansion is not the answer.*

The EU has no longer any excuse to delegate its security to a Washington which will soon get tired of more involvement in Europe anyhow. Political and economic reconstruction in the east is the EU's responsibility - not a reluctant America's. The EU did it with some success after 1990; the experience gained and instruments (such as the Bank for European Reconstruction and Development - BERD) are still there. Talented young Russians, now fleeing the country, and essential for its rehabilitation, must be encouraged to return home. As will Ukrainian refugees.

Meanwhile we must avoid certain traps. Sanctions and war losses may feed increasing unrest in Russia. Moscow's grip on media may convince many Russians that western actions are responsible for their misery. Russia's siloviki (strongmen) regime can suppress restless youth. Conscripts are so far kept out of the front line. More unpredictable might be the siloviki themselves if their nerves frazzle. Russia's invasion may have been slower than planned but it has capacity for a long fight. Europe faces the struggle of persuading its own citizens that the economic and social burdens - including hosting refugees - are worth the cost and not soluble by a quick capitulation at the expense of the values that the European Union rightly claims as its moral fundament.

Europe's war rages at its eastern boundary. Europeans will fear that a battlefield accident or provocation could shift violence westwards. A whole wider drama of unpredictable consequences would then be upon us. ■



# What Schuman said about Russia ... and why it matters today

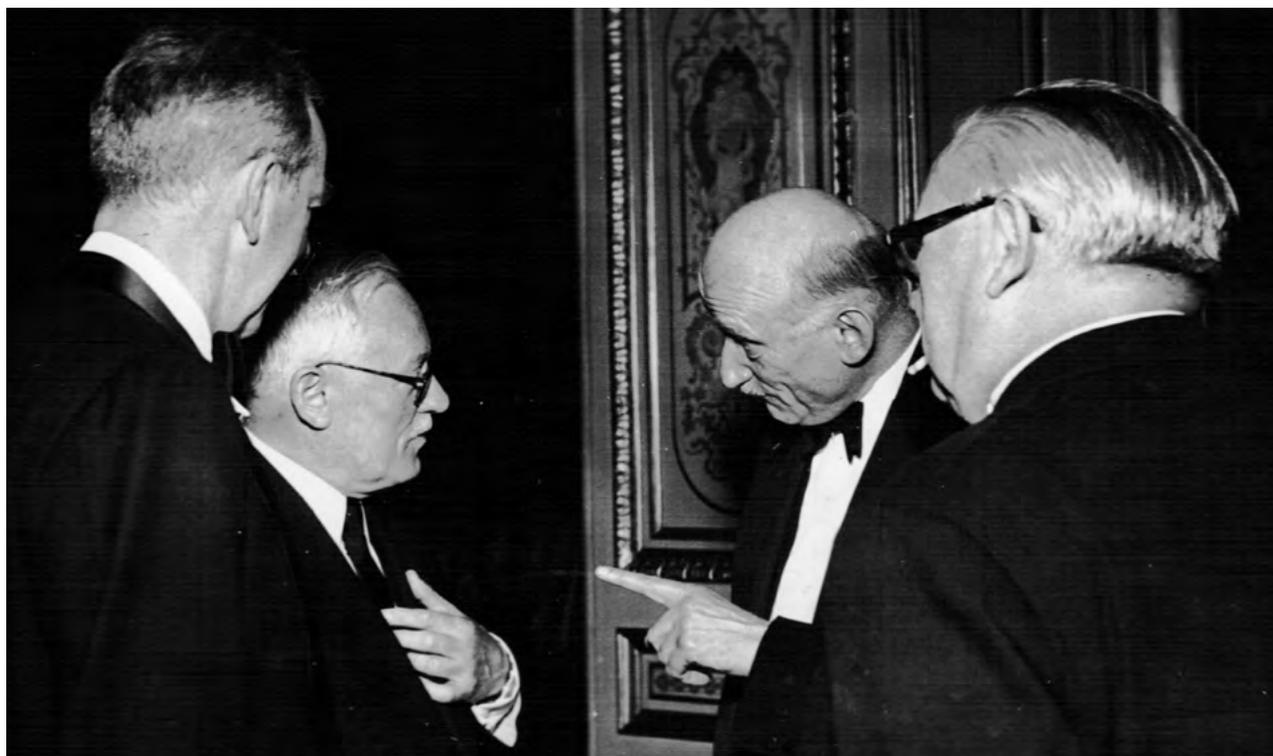
by David Heilbron Price

*Fleet Street journalist and sub-editor at the BBC World Service newsroom. Former Information Officer directly attached to the director-general of JRC*

**When the Schuman Proposal was announced, Western Europe was still assessing the danger of an invasion of the Red Army as far as the Atlantic.**

In France at this time, the French Communist Party was the largest in the National Assembly. It attempted to create a unicameral Constitution that gave it dominant power in government. It would turn France into a People's Republic. But it failed by a whisker. Revolution was still in the air. The day that Schuman took over as Prime Minister, there was talk of a putsch. The American ambassador cabled: *'We risk losing France. The next two weeks are critical. We must prevent a Communist Coup*

*d'Etat.'* In 1947-48 France suffered insurrectional strikes aimed at bringing down the French Government. Robert Schuman was Prime Minister twice in that short period. His firm, no-nonsense approach to the deaths, street riots and train derailments exorcised the revolutionary spirits. He set out guidelines for the future. In Soviet Russia, Joseph Stalin was directly accountable for a million or more executions or deaths in detention. Historians estimate he was responsible for 6 to 9 million deaths during the Ukraine famine in the 1930s. His iron grip on Communist society gave him absolute control at home while the Soviet propaganda praised him worldwide as a benevolent, pipe-smoking 'Uncle Joe'.



▲ June 1949, French Foreign Minister Robert Schuman points a finger at Soviet Foreign Minister, Ukraine-born, Andrey Vishinsky, watched by US Secretary of State Dean Acheson (left) and UK Foreign Secretary Ernest Bevin • @AIACE

# EUROPE

What was Foreign Minister Schuman's attitude to Russia at the time he launched Europe's foundational economic Community of coal and steel on 9 May 1950? The decision to call upon other European countries to create a Community was made at the French Cabinet meeting early afternoon of 9 May. Schuman then spoke to Parliament and to diplomats. At 4.30 Schuman spoke at a press conference. In a strong voice and in startling terms, he proclaimed the birth of Europe.

- *'Conditions in Europe are going to be entirely changed.'*
- *'France has acted primarily for peace and to give peace a real chance.'*
- *'Europe will be born of this!'*
- *'All Europeans whether from East or West will benefit.'*
- *'France has acted and the consequences of its action can be immense.'*

They were. The government had proposed to make war *'not only unthinkable but materially impossible'* between Community States. Western Europe entered its longest period of peace. It enjoyed prosperity never experienced before. But who would participate in this peace and prosperity? The proposal was open to all European countries. A journalist asked the Foreign Minister; *'What about Russia? Can Russia join?'* Schuman answer is surprising even today. *'Yes of course. (Mais, oui!)*' How on earth could Russia have become a founder member of the European Community?

To understand it, we have to remem-

ber that Schuman's in-depth analysis was quite different from many of the commentators of the time. He had put his conclusions into practice with surprising results: reinforcing human rights, establishing NATO (1949) and calling for a European Assembly and a Common Market. With post-war inflation at France at 60 percent, he began with the allies a process of currency reform. He had created the world's first international parliamentary Assembly in the Council of Europe. Membership was restricted to States who agreed to the Convention of Human Rights and Fundamental Freedoms. Offenders would be judged by other democracies. Marx spoke about the crisis and contradictions of capitalism. Schuman analysed the failures and contradictions of the Communist system. He came up with precise conclusions. He told young politicians who attended the Assembly that the USSR will collapse before the end of the century. At that moment, Europeans should be ready to receive liberated States and peoples of central and eastern Europe in a Community.

How would Russia, the 'enemy of the West', become a member of the European Community and embrace real freedoms? Schuman's answer was the same as that for Germany, France's *'hereditary enemy'*. It was a mistake to isolate Germany or Russia. It was dangerous to let Germany play power politics between West and East. Germany, recently defeated for horrendous crimes, must be treated on the basis of equality. It was also dangerous to let post-war Germany become intoxicated by its own superiorities

in areas where others were deficient like energy (coal). The answer was a Community with common objectives.

*'The best way to serve one's own country is in the assured cooperation in mutual beneficial efforts and by using common resources.'* Robust assurance was necessary so that no party would go to war.

*"We must eliminate all reasons for war, and suppress it up to and including any temptation to start one. Nobody, not even the least scrupulous government should have any interest in it anymore. I will go further: we want to remove any means to start a war, and to remove all temptation to war and to risk one for gain. The worst of gangsters will be unable to spring a war on fellow Europeans".*

How does that apply to post-Nazi Germany and post-Soviet Russia? How do you stop even the suspicion of a war plan? Recognize the citizen's right to complain against governmental abuse and correct it. Germany agreed to adhere to the Convention of Human Rights at the same moment as it agreed to the Community. Secondly, the Single market. Common resources were for the benefit of all, workers, consumers and industries. The first Community's independent High Authority acted as arbiter. A Court of Justice made sure that consumers benefited. The first international anti-cartel agency was created.

Post-Soviet Russia became a full member of the Council of Europe in 1996. However on 15 March 2022

Russia voluntarily withdrew but says it still recognizes the Human Rights Convention for its citizens. In 1969 Greece also withdrew but re-joined in 1974 after the fall of the Colonels' junta. Crimea became de facto Russian in 2014 following the pro- and anti-Russian Maidan 'revolutions'. After an eight-year civil war in the Donbass, Putin intervened in Ukraine. Russia gained off-shore and on-shore oil and gas reserves in the Azov Sea and around Crimea. Western investment was stopped.

The European Coal and Steel Community and the European Atomic Energy Community were fundamental in establishing peace and prosperity together with the other Single Markets of the Economic Community. Oil and gas is the belligerent sector that Europeans failed to address. This was dramatically shown when, in 1973, for political reasons, OPEC oil prices quadrupled and quadrupled again in 1979. It brought Western Europe to the brink of penury. Industries failed. Autobahns were empty. A decade of economic disaster, stagnation and painful recovery followed.

That lesson should be learned. With the three communities, France, Germany, Italy, the Benelux and the later Member States gained huge benefits, without damaging their sovereign status. The Community system helped all States grow and achieve greatness. A European Energy and Security Community, in the spirit of Schuman original proposal, could bring peace and prosperity to all of Europe including the Ukraine and Russia. The original Community concept has proved its

practical worth. As Schuman wrote<sup>1</sup>, frontiers should no longer be barriers but points of contact to organise material and new initiatives. ■

# SOIR

ES : RUE ROYALE, 124 — BRUXELLES

BUREAUX : PARIS, 10, rue de la Bourne. — LONDRES, Le Solr Office, 182, Queen Victoria Street, E.C.4. — NEW-YORK, 77-16, Austin Street, Forest Hills. — ZÜRICH, Mühlbachstrasse, 64.

JEUDI  
**11**  
MAI 1950

EDITION  
★★★★

TELEPHONES :  
17.74.90 ou 17.77.50  
(20 lignes)

QUELLE QUE SOIT L'HEURE A LAQUELLE VOUS ACHETEZ LE SOIR, DEMANDEZ AU VENDEUR LA DERNIERE EDITION PARUE.

ON DECLARE A LONDRES :

## Propositions russes des élections à Berlin inacceptables

A.F.P.). « Berlin deviendrait une île dans une mer communiste et les Soviets n'auraient aucune difficulté à l'occuper, a-t-il dit ».



UN GEANT

Paris, 10 mai.

Les journalistes français et étrangers qui étaient conviés, hier, à 18 heures, à l'historique Salon de l'Horloge du Quai d'Orsay, s'attendait à ce que M. Robert Schuman leur parle, au cours de ses entretiens de la veille avec M. Achenon. Mais le ministre des Affaires étrangères se montre assez discret, les d'ailleurs et l'auditeur aurait été fort déçu, si se lui avait donné la primeur d'une décision, prise à midi par le Conseil des ministres et dont le communiqué officiel ne soufflait mot.

La surprise fut grande d'apprendre la soudaine suggestion de mise en commun des ressources minières et sidérurgiques françaises et allemandes. Encore que l'idée ne fut pas nouvelle, — les Allemands l'ayant, dès 1946, opposé au plan d'internationalisation de la Ruhr — on ne s'attendait pas à entendre M. Robert Schuman proclamer d'une voix plus forte qu'à l'accoutumée : « Il n'est plus question de vaines paroles, mais d'un acte, d'un acte hardi, d'un acte constructif. La France a agi et les conséquences de son action peuvent être immenses. Nous espérons qu'elles le seront. »

Elles le seront, en effet, pour toute l'Europe, et la puissance industrielle de l'Allemagne peut com-

## UN PREMIER PAS VERS L'UNITÉ DE L'EUROPE

# La France propose de placer la production franco-allemande de charbon et d'acier sous une haute autorité commune

Celle-ci présiderait une organisation ouverte aux autres pays européens

## L'Allemagne Occidentale décide d'entrer au Conseil de l'Europe

(De nos services parisiens.)

Paris, 10 mai.

tribuer désormais à la prospérité d'un monde pacifique, sans devenir un risque pour la paix. L'initiative française d'une association des industries-céas de l'Europe est un pas décisif vers l'unité de celle-ci. Telle est l'opinion qu'exprime ce matin la majorité de la presse parisienne.

A la question de savoir ce que deviendrait l'autorité internationale de la Ruhr, si les « Six » tombent d'accord, le Ministre a répondu qu'elle se « dissoudrait dans la marmite ». Les « Six », ce sont les trois Grands occidentaux plus les trois de Benelux. Il est permis de douter que la Grande-Bretagne puisse accepter la disparition d'un organisme où elle joue le premier rôle, et l'Allemagne, a reconnu M. Schuman, ne saurait répondre ni « oui », ni « non », au projet français sans y être autorisée par la Haute Commission élue.

La soudaineté avec laquelle la suggestion de M. Schuman a été faite, — la veille même des entretiens à trois —, a tout naturellement porté à penser qu'elle serait discutée à Londres. « Non », a déclaré M. Schuman. Pas de rapport avec les entretiens à Trois. La suggestion ne figurera pas à l'ordre du jour. Pourtant, en marge de cet ordre du jour, entre la poire et le fromage, nul doute qu'on en parlera... un peu.

La décision, prise hier par le Conseil des Ministres français, n'est qu'un point de départ, a souligné le ministre des Affaires étrangères. Tous les détails restent à étudier, la discussion va commencer. On aura donc bientôt et elle est autre chose qu'un ballon d'essai. En tout état de cause, elle se heurtera nécessairement aux mêmes difficultés que rencontre la coopération européenne. Mais l'enjeu est de taille.

« L'initiative française, écrit le « Figaro », est proprement révolutionnaire. C'est la première fois dans l'histoire qu'une puissance en-

## L'adhésion de l'Allemagne au Conseil de l'Europe

Bonn, 9 mai (Reuters).

Au cours d'une conférence de presse à laquelle assistaient tous les ministres allemands, le chancelier Adenauer a annoncé que le cabinet d'Allemagne occidentale a accepté aujourd'hui l'invitation d'adhérer au Conseil de l'Europe.

Il a déclaré : « Vous pouvez apprécier l'importance pour l'Allemagne et pour le monde entier que nous accordons à cette décision par le fait que tout le cabinet est ici présent ».

M. Adenauer a précisé que la décision a été prise après une discussion approfondie portant sur toutes les répercussions possibles de celle-ci pour l'Allemagne occidentale, Berlin, la zone soviétique et le reste de l'Europe.

Le Dr Adenauer déclare que le Conseil de l'Europe doit créer un troisième force entre les puissances des Etats-Unis et de l'U.R.S.S. Il est évident qu'aucun Etat européen n'est assez fort pour rester isolé entre ces deux groupes, en raison de la tension croissante, a-t-il dit. Il faut chercher à créer un troisième groupement de puissances assez fort pour jeter son poids dans la balance afin d'établir l'équilibre.

## TE GAZETTE

**COMMEMORATION**

Le 30 mai 1940, une péniche chargée de prisonniers de guerre belges, touchait une mine, dans les eaux du Rhin. 140 soldats trouvèrent la mort dans ce naufrage.

Pour commémorer le 10<sup>e</sup> anniversaire de cette tragédie, le gouvernement néerlandais inaugurera le 29 mai, dans le petit cimetière de Willemstad en Hollande, un monument érigé à la mémoire de ces victimes.

**CONFORT FERROVIAIRE**

De nouveaux wagons-lits viennent d'être mis en usage sur le réseau canadien. Ils comportent deux étages de chambrettes, soit vingt-quatre de celles-ci en tout.

Chacune des chambrettes possède une fenêtre. On y trouve un lit pliant ou à coulisse, avec matelas en caoutchouc, un sofa, un cabinet de toilette et un lavabo.

Les voyageurs ont également à leur disposition une table, une lampe de lecture, des couettes, etc.

1 Pour l'Europe, p. 34

# En Russie, le Kremlin sort ses griffes

par Daniel Guggenbühl

## La répression se met en place

Ces derniers temps, l'actualité géopolitique européenne a été largement dominée par la crise ukrainienne, une crise mettant aux prises une Russie décidée à s'affirmer de plus en plus en grande puissance désireuse de garder sous son emprise son « étranger proche » - dans la meilleure tradition de la défunte Union soviétique - et un Occident cherchant à contenir cette volonté de puissance, notamment par l'OTAN, en donnant aux pays proches des frontières occidentales de la Russie, quasiment tous membres de l'Union européenne, les moyens de préserver leur indépendance. Pendant que se déroulait ce bras de fer, les médias avaient tendance à occulter ce qui se passait à l'intérieur des frontières de la Fédération de Russie, où le Kremlin, toujours obnubilé par le passé, selon lui « glorieux », de l'Union soviétique, procédait à une répression de plus en plus dure de toute velléité d'opposition démocratique à son pouvoir tout comme le faisait, dans son voisinage immédiat, le pouvoir biélorusse avec le soulèvement populaire consécutif à l'élection frauduleuse de son président. Avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie, une nouvelle répression, celle des manifestations anti-guerre, s'est mise en place dans ce pays. Il est clair que le Kremlin redoute les conséquences que pourraient avoir ces manifestations. L'Union européenne, hélas, n'a guère d'autres de moyens de réaction que l'arme des sanctions pour essayer d'amener le Kremlin à changer de cap.

## Le cas Navalny

L'année 2021 commença avec l'arrestation et l'emprisonnement de celui qu'on a appelé l'opposant numéro un au Kremlin, Alexeï Navalny, l'infatigable partisan de réformes démocratiques et de mesures anti-corruption qui avait

déjà subi précédemment de nombreuses interpellations ayant culminé avec la tentative d'empoisonnement à son encontre. Dès 2018, candidat à l'élection présidentielle, il avait été déclaré inéligible pour cette élection. Il est toujours en détention dans un camp de travail : une peine de neuf années de détention a été ajoutée en mars à sa précédente condamnation. En janvier de cette année, l'organisme russe de contrôle des transactions financières



© Adobe Stock

l'a inscrit sur la liste des personnes terroristes et extrémistes. On estime à plus de 10.000 le nombre de sympathisants de Navalny interpellés dans le cadre de la répression opérée par le pouvoir. Pour celui-ci, il s'agissait d'éviter tout dérapage défavorable au Kremlin lors des élections législatives de septembre 2021. Le parti Russie unie recueillit 72% des sièges à la Douma mais des observateurs occidentaux estiment que ces élections ont été entachées par de nombreuses fraudes. De nombreux partisans de Navalny ont choisi l'émigration. On se rappelle aussi qu'un autre opposant représentant une menace pour le pouvoir, l'ancien oligarque Mikhaïl Khodorkovski, accusé de « malversations financières, a passé dix ans derrière les barreaux avant d'être gracié.



◀ Moscou - Apposition de mains sur un mur givré lors d'un rassemblement en opposition à l'arrestation d'Alexei Navalny le 23/01/2021

## La réécriture de l'histoire

Depuis longtemps, nous assistons à la volonté du Kremlin de réécrire l'histoire de la défunte Union soviétique. Chaque année est fêtée en grande pompe sa victoire sur le nazisme à l'issue de la « Grande guerre patriotique » et le mérite de cette victoire est attribué à l'un des plus grands tyrans de l'histoire de l'humanité, Joseph Staline, dont les crimes sont éclipsés, sinon niés, et les réalisations glorifiées. C'est le drame de la Russie de ne jamais avoir fait le deuil de cette période sombre de son histoire et de continuer à baigner dans l'illusion, savamment entretenue par le pouvoir, que le soviétisme a fait de cet immense pays une grande puissance victorieuse de son ennemi mortel, le nazisme. Ceux qui nient cette « réalité historique » sont voués aux gémonies.

## La mort de l'association Mémorial

Ce fut le cas, le 28 décembre 2021, lorsque la Cour suprême de la Fédération de Russie décréta la dissolution de l'association Mémorial, créée en 1989 dans le sillage de la perestroïka inaugurée par Gorbatchov et poursuivie par Boris Eltsine. L'objectif de l'association était de faire la lumière sur la répression qui régnait à l'époque soviétique et sur les crimes de Staline. Mémorial a pu dresser une liste nominative de quelque trois millions de victimes du « goulag », un chiffre certainement inférieur à la réalité. Dès 2016, Mémorial avait été qualifiée d'« agent de l'étranger » à l'instar de toutes les ONG bénéficiant de subventions de l'extérieur. Sa dissolution fut ressentie par tous les démocrates, en Russie comme ailleurs, comme un coup de massue : l'association a été présentée comme

diffusant « une image mensongère de l'URSS comme État terroriste ». Pour la Secrétaire générale du Conseil de l'Europe, la dissolution fut « un jour sombre pour la société civile russe ». De fait, il apparaît bien que la répression politique devient, pour le pouvoir en place, un véritable instrument de gestion de l'État et de la société civile. L'historien du goulag louri Dmitriev a été condamné à quinze ans de prison pour « abus sexuels ».

## Les citoyens russes et le pouvoir en place

Mais qu'en est-il du soutien des Russes au régime en place ? Une étude du centre Levada<sup>1</sup> a montré que le soutien reste important mais que la moitié des citoyens russes sont nostalgiques du système soviétique. Le parti communiste, toléré par le pouvoir, reste populaire, même parmi les jeunes car, sans vouloir le retour de ce système, il prône la justice sociale selon lui absente dans la Russie actuelle. De fait, le soutien au régime semble être en déclin, essentiellement pour des raisons économiques. Le pouvoir d'achat, qui bénéficie d'une faible reprise récente, n'avait cessé de diminuer ces dernières années sous l'effet d'une stagnation de l'activité économique et plus de vingt millions de Russes, particulièrement dans les campagnes, vivent sous le seuil de pauvreté. Plus de 40% des citoyens ne souhaitent pas que le président actuel se représente aux élections de 2024. Il est donc urgent que le pouvoir russe, qui ambitionne pour son pays le statut de grande puissance, se préoccupe davantage du bien-être de la population. ■

*La moitié des citoyens russes sont nostalgiques du système soviétique.*

*Plus de 10.000 sympathisants de Navalny interpellés dans le cadre de la répression opérée par le pouvoir.*

<sup>1</sup> Levada analytical Center est un organisme d'investigation non gouvernemental russe

# Putins Krieg gegen die Ukraine - neue Realität für deutsche Politik

von Jürgen Erdmenger

*In einer Sondersitzung des Deutschen Bundestages am 27. Februar 2022 hat Bundeskanzler Olaf Scholz in einer Regierungserklärung die deutsche Antwort auf die Herausforderung gegeben, die durch Präsident Putins Überfall auf die Ukraine entstanden ist. Dem Kanzler ging es dabei um die Frage, ob in Europa wiederum Macht das Recht brechen dürfe oder ob*

*Deutschland die Kraft aufbringe, Kriegstreibern wie Putin Grenzen zu setzen. Um das zu tun und Freiheit, Demokratie und Wohlstand zu verteidigen, sah der Kanzler für seine Regierung fünf Handlungsaufträge gegeben. Der Kanzler führte im Einzelnen aus, was seine Regierung zur Durchführung dieser Aufträge getan habe oder tun werde.*

**Die Regierungserklärung zeigt, dass Deutschland sich von manchen traditionellen Positionen seiner Politik verabschiedet. Der Kanzler spricht von einer „Zeitenwende“. Putin zertrümmere die europäische Sicherheitsordnung, wie sie fast ein halbes Jahrhundert nach der Schlussakte von Helsinki<sup>1</sup> Bestand gehabt habe. Diese „Zeitenwende“ macht auch eine Wende in der deutschen Politik erforderlich. Was bedeutet das ?**

## Ein Grundkonsens für die Beziehungen zu Russland

Seit Anfang der 70er Jahre gab es Bestrebungen der deutschen Regierungen unter Willy Brandt und Helmut Schmidt, die Folgen der deutschen Teilung für die Bevölkerungen beider deutscher Staaten abzumildern. Zugleich ging es insbesondere darum - eingedenk des deutschen Überfalls im Zweiten Weltkrieg - im

alle durch die Politik Gorbatschows die deutsche Wiedervereinigung möglich<sup>2</sup>. Helmut Kohl nutzte das „window of opportunity“, um sie zu verwirklichen. Der Ost-West Konflikt war beendet, „normale“ Beziehungen konnten sich auch zwischen Deutschland und der Russischen Föderation entwickeln. Gerhard Schröder und Angela Merkel haben diese Beziehungen gepflegt. Dabei spielten immer auch Dankbarkeit und das Bedürfnis nach Versöhnung eine Rolle. Vor allem aber wurden handfeste Wirtschaftsbeziehungen im wechselseitigen kommerziellen Interesse ausgebaut. Zum Beispiel wurde im Jahr 2012 ein bilaterales Handelsvolumen mit dem Rekordwert von 80,5 Milliarden Euro erreicht. Deshalb sagte auch Olaf Scholz jetzt in seiner Regierungserklärung, die Aussöhnung zwischen dem russischen und dem deutschen Volk nach dem Zweiten Weltkrieg sei ein wichtiges Kapitel ihrer gemeinsamen Geschichte. Der Ukraine-Krieg sei Putins Krieg.

## Neue Elemente

**Im ersten der fünf Handlungsaufträge** für seine Regierung verkündet Scholz, dass Deutschland nunmehr an die Ukraine Waffen zur Verteidigung liefern werde. Bisher galt, dass Deutschland keine Waffen in Krisengebiete liefert. Das wurde auch jetzt kurz vor dem russischen Einmarsch noch so ausgesprochen. Insbesondere die Partei der Grünen, die Partner in der Regierungskoalition ist und als Friedenspartei gegründet wurde, hat auf diesen Punkt stets besonderen Wert gelegt.<sup>3</sup>

**Im zweiten Handlungsauftrag** geht es darum, Putin durch Sanktionen von seinem Kriegskurs abzubringen. Während nach der Annexion der Krim 2014 die Sanktionen noch milde waren, nimmt Deutschland jetzt an den von der EU und den Verbündeten beschlossenen strengen Sanktionen gegen Russland teil. Allerdings betont Scholz, dass diese Sanktionen in erster Linie gegen die



▲ 01/03/22: Willy-Brandt-Haus, Bundeszentrale der SPD

Verhältnis zur damaligen Sowjetunion Vertrauen herzustellen. 1989 wurde vor

<sup>1</sup> Schlussakte der Konferenz über Sicherheit und Zusammenarbeit in Europa, KSZE, am 1. August 1975 unterzeichnet. Die Konferenz diente mit den Folgekonferenzen der Vertrauensbildung im Ost-West Konflikt. 1994 in OSZE umbenannt. Sitz in Wien. Zuletzt Entsendung von Beobachtern zur Überwachung des Waffenstillstandes in den Ostregionen der Ukraine nach den Abkommen von Minsk I und II, 2014/2015.

<sup>2</sup> Siehe meinen Beitrag zum Vertrag von Maastricht in diesem Heft.

<sup>3</sup> Die Flüchtlingsfrage war Ende Februar nach nicht so akut, wie später. Kanzler Scholz hätte in seiner Erklärung aber sicherlich auch hier Hilfe angeboten, wie inzwischen geschehen.

verantwortlichen Personen um Putin gerichtet seien und nicht gegen das russische Volk. Aber die Menschen in Russland bekommen die Auswirkungen natürlich doch zu spüren.

**Der dritte und vierte Handlungsauftrag** soll verhindern, dass Putins Krieg auf andere Länder in Europa übergreift. Die Beistandspflicht in der NATO und die Sicherheit Deutschlands selbst erfordern eine starke, hochmoderne Bundeswehr. Erstmals betont nunmehr ein deutscher Regierungschef, dass Deutschland für seinen Verteidigungshaushalt die von der NATO geforderten 2% seines Brutto-sozialprodukts ansetzen werde. Außerdem werde ein Sondervermögen von 100 Milliarden Euro für Investitionen in Rüstungsvorhaben gebildet. Dabei sei wichtig, dass unter anderem die neuen Generationen von Flugzeugen und Panzern gemeinsam mit europäischen Partnern, insbesondere Frankreich, in Europa gebaut würden. Ein besonderes Dilemma besteht für Deutschland in seiner Abhängigkeit von russischer Kohle sowie von russischem Öl und Gas. Deshalb soll jetzt mit Nachdruck eine Wende in der deutschen Energiepolitik eingeleitet werden: Einkauf von fossiler Energie bei anderen Lieferanten sowie massive, beschleunigte Investitionen in erneuerbare Energien. In diesem Zusammenhang betont der Kanzler, die „Zeitenwende“ betreffe ganz Europa. Daher sei die Souveränität der EU nachhaltig und dauerhaft zu stärken und sei Europa der Handlungsrahmen.

**Der fünfte und letzte Handlungsauftrag** gilt der Außenpolitik, die eingedenk der deutschen Geschichte im Rahmen der EU und der Bündnisse immer für Frieden in Europa und der Welt einzutreten habe. Scholz formuliert: „So viel Diplomatie wie nötig, ohne naiv zu sein.“ Hierin liegt die Mahnung, darauf zu achten, dass nicht jeder Gesprächspartner zu einem echten Dialogbereit sei. Eine indirekte Kritik an deutsche Vorgängerregierungen ist nicht zu übersehen. Scholz scheut sich nicht, die mangelnde Dialogbereitschaft Putins zu unterstreichen. Das ehrenwerte Gedenken an die deutsche Geschichte darf nicht leichtfertig zur Gefahr für das realistische diplomatische Handeln werden.

#### Fazit

Die von Bundeskanzler Scholz im Zeichen der „Zeitenwende“ angekündigten Vorhaben seiner Regierung sind langfristiger Natur. Sie haben auch für die Zeit nach der dringend erhofften Waffenruhe Bestand. Die Hilfen für die Ukraine werden sich neben Waffen auch auf die Rückführung der Flüchtlinge und auf den Wiederaufbau konzentrieren. Die Sanktionen gegen die russische Regierung werden voraussichtlich bleiben bis eine neue, verlässliche Friedensordnung in Europa geschaffen ist. Eine gestärkte Bundeswehr und die Mitgliedschaft in der NATO bleiben für die Sicherheit Deutschlands und Europas in Zukunft unerlässlich, die Energiewende ebenso. Eine realistische Außenpolitik ist ohnehin von unbegrenzter Dauer. ■

## La guerre de Poutine contre l'Ukraine, une nouvelle réalité pour la politique allemande

Le 27 février 2022, lors d'une réunion ad hoc du Bundestag, Olaf Scholz a détaillé la réponse allemande au défi de l'invasion russe en Ukraine. Le chancelier a parlé d'un « tournant historique ». Par conséquent, les actions à présent envisagées par le gouvernement sont, elles aussi, l'expression d'un tournant de la politique allemande concernant la Russie et le président Poutine. Dans le passé, les relations de l'Allemagne avec la Russie étaient guidées par le souhait de réconciliation suite à la Seconde Guerre mondiale et par un sentiment de gratitude à l'égard de la Russie pour son accord à la réunification allemande. Dans cet esprit, des relations commerciales importantes avaient été instaurées dans l'intérêt mutuel. Aujourd'hui, face au défi de Poutine, les mesures prises par l'Allemagne sont : la livraison d'armes de défense à l'Ukraine, la participation aux sanctions sévères prises à l'encontre de la Russie, l'augmentation du budget de la défense jusqu'à 2% du PNB demandée par l'OTAN, la création d'un fonds spécial de 100 milliards pour investir dans l'armement en coopération avec les partenaires européens, la réorientation de la politique de l'énergie, une diplomatie « sans naïveté ». Avec cette expression, Olaf Scholz admet que la méconnaissance allemande dans le passé des intentions du président Poutine ne fait plus de doute aujourd'hui.



◀ Nord Stream 2, Gaslieferungen nur gegen Rubel

## EUROPE

# UE et OTAN : « Encore un moment, Monsieur le Président des États-Unis »

par Jean-Guy Giraud

*Successivement administrateur au PE puis conseiller du Président, secrétaire général de la Cour de justice puis du Médiateur de l'UE, directeur du Bureau du PE en France, ancien président de l'UFE-France.*

**Le conflit russo-ukrainien est une parfaite démonstration - en creux, à ce stade - de l'extrême dépendance stratégique de l'UE vis-à-vis de l'OTAN.**

Lors des différents récents sommets UE/G7/OTAN, c'est autour du président Joe Biden que les dirigeants européens se sont regroupés en implorant celui-ci de renforcer massivement et de toute urgence le dispositif militaire de l'Alliance sur son flan Est. Et l'on a bien vu que, pour les États agressés (Ukraine) ou menacés (Moldavie), leur sécurité ne pouvait être assurée que par leur future adhésion à l'OTAN.

A l'inverse, aucune mention n'a été faite de l'UE en tant qu'organisation susceptible de prendre en charge elle-même la sécurité de ses propres États membres. Et ce, alors même que ceux-ci sont expressément liés par une clause d'assistance mutuelle en cas d'agression extérieure de l'un d'entre eux. Lors du Conseil européen, la seule réaction notable a été de nature institutionnelle et déclarative : l'adoption d'une boussole stratégique relative à l'évolution souhaitable de la politique étrangère de l'Union. Quelques initiatives de caractère plus opérationnel ont aussi été annoncées ou récemment lancées - mais sans commune mesure avec l'ampleur d'une menace telle que concrétisée par le conflit ukrainien. L'OTAN reste donc très clairement, pour la plupart des États membres - et de fait pour l'Union elle-même - « le fondement de leur défense collective et l'instance de sa mise en oeuvre ».

Cette doctrine n'a donc pas évolué depuis les ... trois quarts de siècle écoulés depuis la création de l'OTAN en 1949. Alors même que les rapports de force mondiaux se sont complètement transformés et que, en particulier, les États-Unis ont manifesté de façon croissante leur souhait de désengagement stratégique de l'Europe. Si le conflit ukrainien s'était déroulé seulement trois ans plus tôt - c'est-à-dire lors de la présidence de Donald Trump - la situation aurait été beaucoup plus périlleuse. Le soutien diplomatique et stratégique des États-Unis - c'est-à-dire de l'Alliance elle-même - aurait été beaucoup plus incertain et donc moins dissuasif vis-à-vis de la Russie. Pour cette même raison, on peut s'interroger sur la situation de l'Alliance dans les toutes prochaines années au regard des échéances électorales américaines de 2022 (élections parlementaires de mid-term) et de

2024 (élection présidentielle). On peut en effet prévoir que le probable renforcement du camp républicain - porté par une opinion de plus en plus conservatrice et nationaliste - sera susceptible d'affecter l'engagement des États-Unis sur le terrain européen et donc d'affaiblir l'Alliance.

Il est peu probable que cette situation de dépendance de l'Europe évolue quelle que soit l'issue du conflit ukrainien. Si l'offensive russe devait finalement réussir et que l'Ukraine toute entière tombe sous domination russe, la protection de l'OTAN apparaîtrait comme plus vitale encore pour l'UE. Si elle échouait - ou « se limitait » à l'occupation du Donbass - l'OTAN serait considéré comme un des facteurs décisifs de la dissuasion vis-à-vis de la Russie. Dans les deux cas, même pour les États membres de l'Union les plus soucieux de « souveraineté stratégique européenne », la réaction sera sans doute : « Souverains nous devons l'être, mais pas tout de suite, encore un moment, s'il vous plaît, Monsieur le Président des États-Unis ».



©Photographeur : Datti Bendu, European Union, 2022

Il faut donc se résoudre à une poursuite lente - à une « longue marche » - de la construction d'une défense européenne crédible et autonome. Ce sera sans doute dans d'autres domaines - tels que l'énergie, les hautes technologies, l'agriculture, ... - que des progrès plus rapides vers une autonomie européenne renforcée seront accomplis pour tenir compte des autres leçons de la crise ukrainienne. L'unité et la solidarité manifestées par les 27 face à cette crise faciliteront peut-être - si elles persistent - cette relance d'ordre économique.

L'Europe n'a certes pas à rougir de son tropisme pacifiste et libéral, conforme à un modèle universel idéal, tel qu'énoncé par la Charte des Nations Unies à l'issue de la deuxième guerre mondiale. Ce modèle lui a permis d'assurer 70 années de paix intérieure. Mais, pour le préserver dans le nouveau monde du XXIème siècle, elle devra se donner un jour les moyens de le défendre. ■

# Il y a 30 ans, la signature du Traité de Maastricht

Le 7 février 1992, le Traité de Maastricht était signé dans la salle Statenzaal (appelée à juste titre la « salle des États ») du Gouvernementsgebouw en bord de Meuse. Un coin spécial existe aujourd'hui où les visiteurs ont la possibilité de voir une copie du traité. On y trouve également des photos du Sommet de

Maastricht. Depuis 2018, le Traité de Maastricht porte le "label du patrimoine européen". Ce label, créé par l'Union européenne, a pour objectif « la mise en valeur des biens culturels, monuments, sites naturels ou urbains et des lieux de mémoire, témoins de l'histoire et de l'héritage européen ». ■



## 7. Februar 2022: 30 Jahre Vertrag von Maastricht

von Jürgen Erdmenger

*Am 7. Februar 1992 unterzeichneten die Staats- und Regierungschefs der damaligen 12 Mitgliedstaaten der Europäischen Gemeinschaften in Maastricht den Vertrag über die Europäische Union. Der Vertrag war der Schritt von der Wirtschaftsgemeinschaft zur politischen Union. Er brachte weitreichende Neuerungen, insbesondere bereitete er den Weg zum Euro. Der Vertrag ist es wert, sich seiner Bedeutung anlässlich des Jubiläums zu erinnern.*

Jim Cloos, ein Kollege von uns, der bei der Redaktion des Vertrages beteiligt war, hat den Vertrag als die seinerzeit bedeutendste Tat im Prozess der Europäischen Integration seit dem Vertrag von Rom bezeichnet (siehe Beitrag von Daniel Guggenbühl in diesem Heft). Dem kann man ohne weiteres zustimmen. Der Vertrag folgte zunächst der Logik einer notwendigen Ergänzung des Binnenmarktes. Aber in der damals in Europa gegebenen historisch einmaligen Situation hatte der Vertrag auch die Funktion, die deutsche Wiedervereinigung für die Nachbarstaaten erträglich zu gestalten.

### Europa am Übergang der 80er zu den 90er Jahren

Am 9. November 1989 fiel die Berliner Mauer! Damit wurde auch der

Eiserne Vorhang Vergangenheit, der bis dahin von Nord nach Süd Europa in eine westliche und eine östliche Hälfte getrennt hatte. Der kalte Krieg fand sein Ende. Dies war ein Ergebnis der Reformpolitik von Staats- und Parteichef Michail Gorbatschow, der mit Glasnost und Perestroika die Wirtschaft der UdSSR modernisieren und deren Gesellschaft demokratisieren wollte. Gorbatschow gab auch den kommunistischen Ländern des Ostblocks größere Spielräume für eigene Entscheidungen. Alsbald gewannen dort die Freiheitsbewegungen, allen voran in Polen und Ungarn, die Oberhand. Die Länder machten sich von Moskau unabhängig. Auch die Bevölkerung der DDR wählte nach der friedlichen Revolution eine demokratische Regierung. Diese vereinbarte die Vereinigung mit Westdeutschland, die schließlich am 3. Oktober 1990 vollzogen wurde.

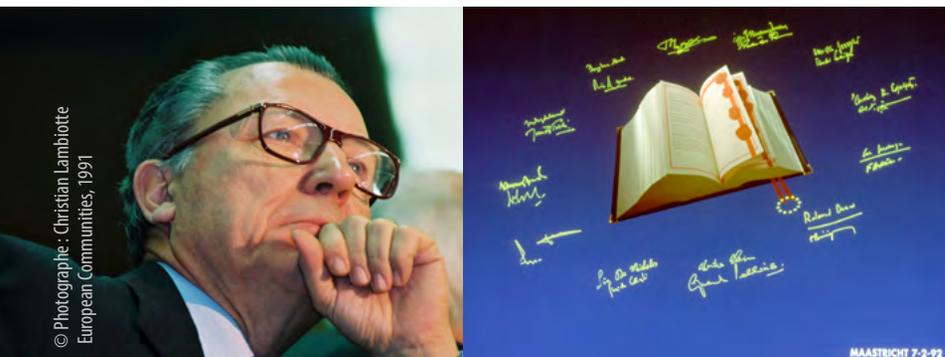
### *Eine neue Stufe bei der Verwirklichung einer immer engeren Union der Völker Europas.*

Dieser Prozess der Vereinigung der beiden deutschen Staaten beunruhigte nicht nur die deutschen Nachbarn, sondern rief auch die vier Siegermächte des Zweiten Weltkriegs, USA, UdSSR, Großbritannien und Frankreich auf den Plan. Diese hatten formal noch immer die Oberhoheit über Deutschland als Ganzes. In dem

sogenannten Zwei-plus-Vier-Vertrag zwischen den vier Mächten und den beiden deutschen Staaten, der am 12. September 1990 in Moskau unterzeichnet wurde, fanden die politischen Probleme eine Lösung und wurden die formalen Fragen geklärt. Deutschland erhielt die volle Souveränität zurück.

Im Zuge der Zwei-plus-Vier-Verhandlungen gelang es Kanzler Kohl und Außenminister Genscher - mit Unterstützung von Präsident Georg Bush Senior -, Präsident Francois Mitterrand und Premierministerin Margaret Thatcher von der Sinnhaftigkeit und Tragbarkeit der deutschen Einheit zu überzeugen. Ein wichtiger Gesichtspunkt war dabei die Eingliederung Gesamtdeutschlands in die zu schaffende europäische Wirtschafts- und Währungsunion, verbunden mit einer politischen Vertiefung der europäischen Verträge. Der Maastricht-Vertrag hat hier einen seiner Ursprünge. Ein anderer, den Westmächten wichtiger Aspekt war die Eingliederung Deutschlands in die NATO. Dem hat Gorbatschow nur nach langem Zögern und nach spezifischen Zusicherungen zugestimmt: Deutschland darf keine ABC-Waffen besitzen und die Stationierung von NATO-Truppen auf dem Gebiet der ehemaligen DDR bleibt eingeschränkt<sup>1</sup>. Dadurch, dass die DDR in das Rechtssystem der Bundesrepublik

<sup>1</sup> Aus gegebenem schrecklichen Anlass sei hier daran erinnert, dass Präsident Putin sich darauf beruft, es sei damals bei den Zwei-Plus-Vier-Verhandlungen Gorbatschow von westlicher Seite versichert worden, dass die NATO nicht nach Osten erweitert werde. In dem Vertragstext steht darüber nichts, was über das oben Erwähnte hinausgeht. Die Frage, inwieweit weitere mündliche Zusagen mit Bezug auf andere frühere Ostblock-Länder gemacht wurden, wird in der historischen Forschung kontrovers diskutiert.



© Photographie : Christian Lambiotte  
European Communities, 1991

© European Communities, 1992

Deutschland eingegliedert wurde, wurde sie automatisch als erstes früheres Mitglied des Ostblocks Teil der EG und später der EU. Ähnlich wie bei einem echten Beitritt wurden seinerzeit bestimmte Übergangsregeln für die Anwendung des *acquis communautaire* vereinbart. Noch ein Wort zum dramatischen Verlauf der Geschichte: Michail Gorbatschow sah sich am 25. Dezember 1991 gegenüber der Opposition in der KPd-SU zum Rücktritt als Generalsekretär und Staatspräsident gezwungen. Die Sowjetunion zerfiel in ihre Teilrepubliken. Zur gleichen Zeit wurde in der Regierungskonferenz in Maastricht der neue EU-Vertrag unterzeichnet.

### Zu den Neuerungen des Vertrages über die Europäische Union

In einer ersten „Säule“ wurden zu den bisherigen drei Verträgen EWG, EGKS und Euratom die Wirtschafts- und Währungsunion hinzugefügt, ebenso weitere 6 neue Politikbereiche, unter anderem die Transeuropäischen Netze. Hinzu kam ein Sozialprotokoll. Weiter gab es zwei neue „Säulen“: die Gemeinsame Außen- und Sicherheitspolitik sowie die Zusammenarbeit in den Bereichen Justiz und Inneres. Die neu geschaffene Unionsbürgerschaft gab allen Bürgern weitestgehende Bewegungsmöglichkeiten in der Union. Schließlich wurden die Mehrheitsentscheidungen im Rat und die Mitentscheidungsbefugnisse

des Parlaments ausgeweitet. Auch wurde der Ausschuss der Regionen eingerichtet. Das Ganze war « eine neue Stufe bei der Verwirklichung einer immer engeren Union der Völker Europas » und erhielt daher den Namen Europäische Union. Der Vertrag trat am 1. November 1993 in Kraft.

### Der „Delors-Ausschuss“

Der Europäische Rat setzte schon im Juni 1988 einen Ausschuss der „Weisen“ ein, der konkrete Schritte zur Einführung der Wirtschafts- und Währungsunion und des Euro vorschlagen sollte. Der Ausschuss tagte unter dem Vorsitz von Kommissionspräsident Jacques Delors und war mit den Präsidenten der nationalen Zentralbanken besetzt. Der Ausschuss legte im April 1989 seinen Bericht mit einem Drei-Stufen-Plan vor. Die Vorschläge des Berichts waren kurze Zeit später die Basis für die Regierungsverhandlungen in Maastricht und wurden weitgehend in den Vertrag übernommen. Das Beispiel zeigt, dass man Jacques Delors, unterstützt von der Kommission, als einen wichtigen Architekten des Maastricht-Vertrages ansehen darf. Jacques Delors trat für die Vereinigung der beiden deutschen Staaten ein. Seine guten Beziehungen zum Europäischen Rat, insbesondere zu Mitterrand und Kohl, nutzte er, um befriedigende Ergebnisse zu erzielen. Die Kommission begleitete die Regierungskonferenz von Maastricht

in dem gleichen konstruktiven Sinn. In den vergangenen 30 Jahren hat sich die Union mit dem Beitritt mehrerer Staaten, dem Lissabon-Vertrag und dem Brexit weiterentwickelt. Neue, mit dem Krieg gegen die Ukraine ganz unerwartete Herausforderungen erwarten eine Antwort. Die Konferenz zur Zukunft Europas mag helfen, die Antworten zu finden. Der Blick zurück zeigt, dass Europa vor 30 Jahren in der Lage war, unerwartete Herausforderungen zu meistern. Das mag uns heute Zuversicht geben. ■

## Les 30 ans du Traité de Maastricht

Le 7 février 1992, les chefs d'État et de Gouvernement des 12 États membres des Communautés européennes de l'époque signaient à Maastricht le Traité sur l'Union européenne. Ce Traité marque le passage de la Communauté économique vers l'Union politique. Dans son article, Jürgen Erdmenger nous rappelle l'extraordinaire situation historique en Europe après la chute du mur de Berlin en 1989 et la réunification de l'Allemagne. Il nous rappelle aussi les nouveautés importantes du Traité signé à Maastricht. Ainsi, ce Traité avait deux fonctions : en intégrant l'Allemagne unie, rendre la fusion des deux États allemands supportable pour leurs voisins et, en même temps, poursuivre la logique du processus de l'intégration européenne. Le texte contient, dans un premier « pilier », en complément aux trois communautés existantes, l'Union économique et monétaire avec ses étapes vers l'introduction de l'Euro. À cela s'ajoutent le « pilier » de la politique étrangère et de sécurité ainsi que celui de la coopération dans les domaines de la justice et des affaires intérieures.

# La PAC pour les Nuls

par Robert Cox

*Jean-François Hulot (L'Écrin n° 97 – « La PAC enfin! ») a décortiqué pour nous la naissance laborieuse de la nouvelle Politique Agricole Commune. Beaucoup de nos lecteurs s'avèrent mal équipés pour comprendre cette politique-clé de la construction européenne. Le titre de cet article s'inspire des éditions « ... pour les Nuls » qui s'efforcent de simplifier les matières complexes qui nous entourent. Des sujets aussi ardues que la PAC méritent effectivement un petit effort de la part du collègue nul qui en est l'auteur. Comme nous allons le voir, comprendre les enjeux de la PAC s'avère utile.*

## Les fondements de la PAC

La PAC s'est mise progressivement en place fin des années 1950/début 1960. Deux axes en constituent la base : d'une part, un soi-disant deal entre l'Allemagne et la France selon lequel la première profite de l'ouverture du marché européen pour son industrie et la seconde pour ses exportations agricoles; d'autre part, assurer aux Européens une sécurité d'approvisionnement alimentaire - le souvenir de la faim pendant la guerre étant toujours présent dans les esprits. Hantise qui pourrait réapparaître à l'échelle mondiale demain si l'abondance céréalière de l'Ukraine et de la Russie était victime de la guerre. A fur et à mesure de son élaboration, la PAC accumule d'autres critères, notamment : la productivité et le développement technique agricole, un niveau de vie « équitable » pour la population agricole, la stabilisation des marchés, des prix raisonnables pour les consommateurs. Sa mise en oeuvre exige l'adoption de règles de concurrence, une coordination des diverses organisations au niveau national, une organisation européenne du marché agricole assortie d'un régime de prix,

une préférence communautaire afin de protéger le marché européen. Comme dans toute grande aventure, des lacunes se manifestent, des erreurs aussi et les réformes se succèdent : le plan Mansholt (1968) qui vise l'amélioration des structures agricoles, la maîtrise des excédents (1984) notamment par l'imposition de quotas de production surtout dans le secteur laitier, la baisse des prix de soutien et l'instauration d'une discipline budgétaire.

*La jachère de nos ancêtres a été remplacée par l'agriculture intensive à répétition.*

## La concurrence

Dès le début, la PAC fonctionne dans l'ombre de la concurrence internationale. En tout état de cause, son objectif principal d'autosuffisance alimentaire laisse peu de place pour la promotion des échanges internationaux. Entre la grogne des paysans en Europe et les pressions des grands producteurs tels que les États Unis, le Canada, l'Australie, l'Argentine ou le Brésil, les tensions sont vives. Cela se complique aussi dans nos relations avec les pays en voie de développement (PVD) avec lesquels nous menons avec fierté une politique de développement autrement exemplaire - sauf lorsque ces mêmes PVD veulent exporter chez nous les produits de leurs paysans. Au sein même de l'Union, le Royaume Uni peste en permanence contre une PAC qui la coince à double titre - sa longue histoire de grande importatrice alimentaire (notamment en provenance du Commonwealth) en fait en effet un important contributeur net au budget de l'Union. Cette situation finira par devenir un facteur majeur dans sa douloureuse marche vers le Brexit, ce qui n'a pas empêché les agriculteurs et certains milieux financiers et fonciers britanniques d'en retirer de juteux bénéfices ...



© Adobe Stock

Entre-temps, en 1992, sentant la pression internationale, l'Union baisse ses prix garantis élevés par rapport au niveau des cours mondiaux. Il s'agit là d'une modification importante de sa politique de soutien des revenus de ses agriculteurs. Elle compense cette baisse en leur octroyant des aides directes.

## De pénibles ajustements

Jusqu'à la création de la PAC, l'agriculture européenne - grosso modo - était largement l'affaire des petits et moyens producteurs. La progression de la PAC ainsi que les pressions économiques confrontant son agriculture, l'ont obligée à « s'assainir. » Avec toutes les tensions que cela imposait. Depuis les deux dernières décennies, un tiers des exploitants ont quitté la terre et les tailles moyennes de production ont augmenté. L'industrialisation de la production agricole n'a pas uniquement accru sa productivité (un des objectifs, rappelons-le, des architectes de la PAC) mais elle a créé d'importantes distorsions humaines et écologiques. La jachère de nos ancêtres a été remplacée par l'agriculture intensive à répétition. Le recours de plus en plus intensif aux produits chimiques a contribué au déclin de la qualité des sols. La pression sur les prix, grâce notamment à la concentration dans le commerce de détail, a contribué à créer des sous-prolétariats de travail dans, par exemple, la récolte des fruits et légumes et dans les abattoirs. Le gaspillage de l'eau en fut une autre conséquence - le maïs en est le grand coupable. Dans certaines zones, notamment dans le bassin méditerranéen, cette détérioration des sols menace à présent les niveaux de production. Le EU Commission Science Hub, dans une prévision publiée en 2018, écrit: "In the period 2015-2030 about 11% (more than 20 million ha.) of agricultural land in the EU are under high potential risk of abandonment due to factors related to biophysical land suitability, farm structure and agricultural viability, population and regio-

*Le virage vert et l'agriculture industrielle sont des partenaires peu confortables.*



© Adobe Stock

nal specifics." Bien évidemment, les mauvaises pratiques agraires ne sont pas uniquement fautives. L'expansion de l'urbanisation, la construction des routes etc. mangent les terres dont les prix de certaines explosent littéralement.

## La PAC et le Green Deal

Dans le nouveau cadre financier pluriannuel 2021-2027, les bénéficiaires de la PAC recevront € 378 532 millions - 31 % du budget total de l'Union, pourcentage en baisse constante. Dans la nouvelle PAC 2023-2027, l'Union cherche à adapter sa politique agricole aux exigences du Green Deal européen - on parle d'un Pacte vert européen dont le volet agricole sera inspiré par une approche dite de la ferme à la fourchette. Il est à craindre que nous soyons condamnés - à la lumière de ce qui précède - à composer entre deux incompatibles. Car le virage vert et l'agriculture industrielle sont des partenaires peu confortables. D'autant plus que les besoins alimentaires d'une planète en pleine expansion démographique requièrent à la fois une augmentation agricole plus substantielle dans des campagnes où nous exigeons de plus en plus de sols. La manière de réconcilier ces exigences sera un des importants défis des prochaines décennies. L'Union européenne sera-t-elle capable d'y apporter des solutions - à la fois vis-à-vis des besoins quantitatifs et qualitatifs (on pense à l'approche de la ferme à la fourchette) de ses propres citoyens ainsi que vers les bénéficiaires de sa politique de développement ? ■

# Ce que l'Union européenne a fait en 2021

par **Patrizio Fiorilli** *Chargé d'information et de communication à la DG HR, journaliste auprès de Commission en Direct.*

***Covid-19 et vaccins, NextGenerationEU, Pacte vert pour l'Europe ... Ces thèmes et bien d'autres figurent dans le rapport général sur l'activité de l'UE en 2021, publié il y a quelques semaines à peine. En voici quelques-uns des principaux points.***

*Le premier chapitre du rapport sur 2021 aborde les mesures prises face à la pandémie : la stratégie européenne en matière de vaccins, la lutte contre la désinformation sur la Covid-19 et l'action internationale dans le cadre de la pandémie. On y lit que la stratégie européenne en matière de vaccins a permis à près de 80% de la population adulte de l'UE d'être vaccinée. Au-delà des aspects purement médicaux de la pandémie, l'Union européenne a mis en oeuvre un plan de relance sans précédent : en combinant le budget à long terme de l'UE (plus de € 1.211 milliards) et l'initiative NextGenerationEU (€ 800 milliards), l'Europe a mis à la disposition des États membres des ressources pour la reprise et la résilience. Ces investissements et réformes permettront aussi d'accélérer les transitions numérique et écologique.*

### **En parlant d'écologie ...**

Le chapitre II est intitulé « Créer une Europe plus verte et neutre pour le climat ». Bien entendu, 2021 a vu la mise en place d'une des priorités de la Commission von der Leyen : le pacte vert pour l'Europe. Dès février, la Commission adoptait la stratégie relative à l'adaptation au changement climatique, et, en juin, le Parlement et le Conseil adoptaient la première loi européenne sur le climat. L'objectif est de réduire les émissions nettes de gaz à effet de serre d'au moins 55% d'ici 2030, et d'arriver à une Europe neutre en matière de climat d'ici 2050. Une succession d'initiatives supplémentaires tout au long de 2021 a constitué la contribution de l'UE à la réalisation des Accords de Paris sur le climat.

Et pour atténuer l'impact, à court terme, sur certaines franges de la population, notamment en matière de transports, la Commission a proposé de créer un Fonds social pour le climat. Ce fonds serait financé par le budget de l'UE à hauteur d'un montant équivalant à 25% des recettes escomptées du nouveau système d'échange de quotas d'émission pour les secteurs du transport routier et du bâtiment. 2021 a vu l'initiative « nouveau Bauhaus européen » faire ses premiers pas. Elle a aussi permis à la Commission de lancer plusieurs initiatives visant à faciliter la transition des combustibles fossiles vers les énergies renouvelables, à encourager la mobilité durable et intelligente ou encore à améliorer les flux financiers en faveur d'activités durables, notamment avec la stratégie en matière de finance durable de juillet dernier.

*Santé, économie, numérique : en 2021, la Covid-19 a eu un large impact en Europe.*

### **Vers une Europe numérique**

La transition numérique est une autre des priorités de la Commission, une priorité que la pandémie a renforcée. En septembre, la Commission a proposé un plan visant à réaliser la transformation numérique de l'UE d'ici 2030. L'idée est de mettre en place un cadre de gouvernance permettant aux États membres d'oeuvrer collectivement à la réalisation des objectifs convenus, tout en reconnaissant leurs situations de départ différentes. Par ailleurs, la Commission a commencé à mettre en place l'unité conjointe de cybersécurité, et a oeuvré à l'installation du nouveau Centre de compétences européen pour l'industrie, les technologies et la recherche en matière de cybersécurité. Enfin, la Commission a pris plusieurs mesures en matière de connectivité avancée, protection des consommateurs, supercalculateurs ou encore la finance numérique.

## La dimension humaine de l'UE

La pandémie a mis en exergue le besoin de renforcer les mesures sanitaires en Europe. Les mandats de l'Agence européenne des médicaments et du Centre européen de prévention et de contrôle des maladies ont été renforcés, la Commission a présenté une communication sur les premiers enseignements tirés de la crise de la Covid-19 et a lancé l'Autorité européenne de préparation et de réaction en cas d'urgence sanitaire (HERA). En février, le plan européen de lutte contre le cancer a été lancé, suivi, en mars, du nouveau programme « L'UE pour la santé ». Outre la santé, l'année 2021 a permis à la Commission de renforcer la démocratie. Elle a présenté de nouvelles propositions sur la publicité politique et sur les droits électoraux des citoyens, elle a aussi rédigé une recommandation sur la sécurité des journalistes, ou encore publié son deuxième rapport sur l'état de droit dans l'UE. Le rapport revient aussi sur la migration et l'asile, notamment avec le premier rapport sur l'état d'avancement du nouveau pacte sur la migration et l'asile ou encore le plan d'action contre le trafic des migrants. 2021 a aussi vu le lancement de la stratégie pour renforcer l'espace Schengen, et la stratégie contre la criminalité organisée. Enfin, le Parquet européen a commencé ses activités le 1er juin, et en tout, plus de 4.600 manifestations ont été organisées dans le cadre de la Conférence sur l'avenir de l'Europe.

*Plus de 4.600 manifestations organisées dans le cadre de la Conférence sur l'avenir de l'Europe.*

## Par ailleurs ...

Un seul article ne peut bien entendu pas aborder la totalité des actions entreprises en 2021. Les chapitres suivants portent sur l'économie (la reprise économique, la stratégie industrielle, la politique spatiale et de la défense ...), sur l'Europe sociale (une Union de l'égalité ou encore la démographie), sur l'Europe dans le monde (des Balkans à l'Afghanistan en passant par la politique de voisinage), et sur les aspects institutionnels (amélioration de la réglementation, prospective stratégique, ...). Pour en savoir plus, le rapport général sur l'activité de l'UE en 2021 est disponible en ligne sur le site Europa. ■



© Adobe Stock



© Adobe Stock



© Adobe Stock



© Adobe Stock



© Adobe Stock

# Covid 19 et Europe sociale - quid ?

par Gabrielle Clotuche

*Depuis maintenant deux ans tous les Européens vivent avec les craintes et les contraintes liées à la pandémie de la Covid 19 et se posent de nombreuses questions relatives à la santé et à la protection qu'apporte l'Europe. S'il est fréquent d'entendre l'expression « Europe sociale » pour caractériser l'Europe qui protège, qu'en est-il ?*

Depuis le Traité de Rome, l'Europe sociale s'est construite en empruntant deux chemins distincts.

D'une part la "chasse gardée" des États membres, à savoir la compétence exclusive sur leurs systèmes de sécurité sociale et leur financement. Mais s'ajoute une coordination au niveau européen afin de garantir la libre circulation des travailleurs et de leur famille pour s'élargir progressivement à l'ensemble des personnes résidant légalement sur le territoire de l'Union. Ces passerelles entre les systèmes assurent aux personnes qui se déplacent au sein de l'Union de maintenir leurs droits aux prestations.

D'autre part la politique sociale européenne, vue comme corollaire indispensable à l'économie de marché est complétée par des dispositions relatives

à « l'amélioration des conditions de vie et de travail de la main-d'œuvre permettant leur égalisation dans le progrès ». Elle est complétée par l'Acte unique européen de 1986 dans le domaine de la protection de la santé publique en vue de rapprocher, tout en prenant pour base un niveau de protection élevé, les dispositions des États membres. C'est donc dans les deux directions croisées que les réponses à la pandémie vont s'inscrire.

Les systèmes de sécurité sociale assurent la prise en charge des soins de santé, le coût des hospitalisations, les prestations de maladie dues pour incapacité de travail, le chômage temporaire induit par la situation, ...

D'autres mesures telles que les modalités de télétravail sont aussi prises

rapidement. Chaque État tentera de faire face, mais force est de constater que la prévision d'une pandémie de l'ampleur de la Covid n'avait guère été envisagée : pénurie de masques, de matériels de protection pour le personnel des hôpitaux, manque de lits d'isolement, de personnel soignant formé ... l'infrastructure hospitalière et médicale s'avère souvent dépassée.

La réaction européenne commune s'avèrera alors décisive. Le plus spectaculaire fut la rapidité de décision collective et l'écho médiatique reçu. La Commission ne nous a pas habitués à la prise de décisions dans de tels délais courts ni à cette information systématique. Les domaines relèvent du domaine de l'achat groupé de vaccins, de matériel médical en déficit au niveau national. La Commission prend des



© Adobe Stock

mesures afin de renforcer les secteurs de la santé publique et d'atténuer les effets socio-économiques de la pandémie. Elle prend aussi l'initiative dès mars 2020 en ce qui concerne la libre circulation des travailleurs, édicte des lignes directrices relatives à l'aide d'urgence de l'Union européenne en matière de coopération transfrontière dans le domaine des soins de santé et engage les États membres à une approche coordonnée par étapes du rétablissement de la libre circulation et de la levée des contrôles aux frontières intérieures et que les États soucieux de non propagation de la pandémie avaient rétablies.

En 2022 sous présidence française de l'Union, des réunions des 27 ministres chargés de la santé sont prévues.

Le 10 février 2022, les vingt-sept ministres européens chargés de la santé, ainsi que leurs homologues de l'AELE, sont réunis à Grenoble pour débattre de l'avenir de l'Union de la santé. Les ministres ont procédé à un état des lieux de la coopération européenne dans le domaine de la santé, identifié les directions possibles d'une coopération accrue en matière de santé publique, et échangé sur l'opportunité de construire une Union de la santé publique à l'échelle de l'Union sur base de la proposition de la Commission présentée en décembre 2021.

Réunis en visioconférence le 15 mars dernier, les mêmes ministres de la santé ont débattu de la résilience des systèmes de santé de l'ensemble des États membres considérablement éprouvés

par la crise de la Covid et confrontés à la prise en charge médicale des réfugiés souffrant de maladies chroniques et de maladies aiguës et déplacés par la guerre.



© Adobe Stock

C'est dans ce contexte que les ministres de la santé ont réfléchi aux moyens d'assurer la prise en charge médicale de ces personnes et de préparer, dès aujourd'hui, des réponses à ce défi sanitaire et humain sans précédent.

## *Construire une Union de la santé publique à l'échelle de l'Union.*

Il convient de saluer la solidarité qui se dégage dans l'action commune des États membres et de la Commission pour la santé. ■

# Chronique de la pandémie : Non, je n'ai rien oublié ...

par Ambroise Perrin

Entré au Parlement européen en 1991, porte-parole du Groupe socialiste.  
Pensionné depuis 2018. Auparavant journaliste à la télévision française.

*Longtemps nous nous sommes confinés de bonne heure. Mais était-ce vraiment il y a si longtemps ? La pandémie de la Covid-19 a bousculé nos vies, que nous imaginions apaisées, puisque nous étions devenus de tranquilles pensionnés des Institutions de Bruxelles.*

Le confinement fut brusquement une retraite pour tous, actifs ou pensionnés. Nous avons connu l'étourdissement des angoisses planétaires et l'amertume des désespoirs médicaux, et non, nous n'avons rien oublié. Ah, notre perplexité lorsque le Parlement européen et la Commission ont commencé à nous alarmer. Était-ce si grave que cela cette grosse grippe ? C'était il y a un siècle, le 17 mars 2020, tout devait fermer. Et nous pensions qu'au bout de dix jours, tout serait fini, que l'épidémie serait finie. Et puis ... on s'est précipité sur les paquets de pâtes et le papier de toilette. Dans les rues vides, les ambulances et les voitures de pompiers descendaient des malades sur des brancards. Et il fallait moins de dix jours pour mourir à l'hôpital. Nous sommes « accros » aux informations, les chiffres sont des vecteurs d'épouvante. Une semaine plus tard à la télévision, un président de notre Union européenne répétera six fois de suite « nous sommes en guerre ».

L'armée va déployer des hôpitaux de campagne pour suppléer les institutions médicales débordées. Les médecins, les infirmières deviennent des héros, on les applaudit au balcon, une solidarité européenne se met en place pour accueillir des contaminés que l'on pense pouvoir sauver s'il y a de la place pour eux dans d'autres hôpitaux. Nous, les plus âgés, nous sommes les plus à risques. Les noms seigneurie, résidence, Ehpad, foyer, maison de retraite, riment avec terreur. Les semaines passent, les barbes poussent, les clips rigolos tournent sur internet, la dérision devient une thérapie collective,

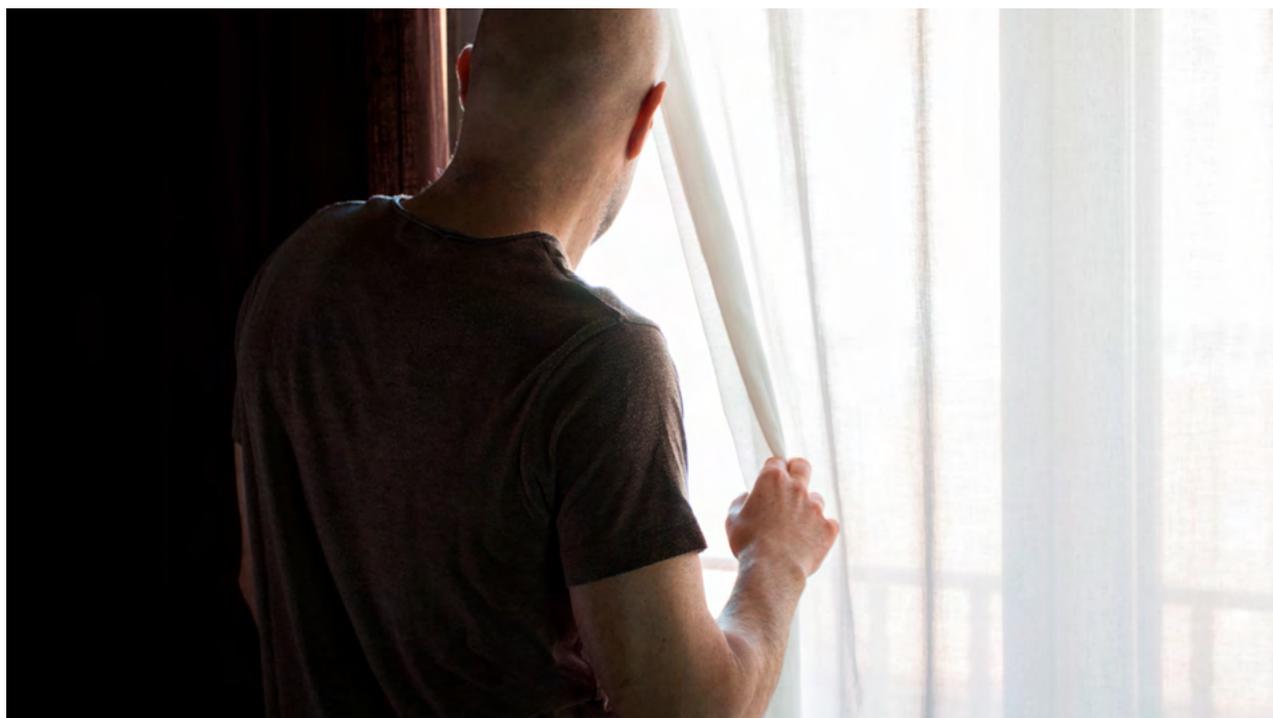
on joue Mozart en concert chacun dans sa cuisine, on va au théâtre sur le canapé de son salon. On attend, comme le commandant Drogo du roman de Dino Buzzati. Dans les rues vides, les chats se prélassent au soleil. Des renards explorent la ville. À l'horizon du désert, toujours le virus envahisseur.

Pouvons-nous quitter la Belgique pour rentrer quelque part ailleurs, « chez nous » ? Nous redécouvrons les beautés de la solitude et encensons les livres, nos com-



© Adobe Stock

pagnons. Vive la littérature ! Les chiffres des morts volent en escadrilles. Nous passons des heures en vidéo avec tous ceux que l'on croyait avoir oubliés. On lit jusqu'à 5 heures du matin, on change de pyjama à 6 heures du soir. Au bout du fil, un délicat collègue, « tu as rédigé ton testament ? ». Le chat ne veut pas mourir. Seuls les commerces de première nécessité sont ouverts, prudence ! Sur YouTube, un miroir et des ciseaux pour comment se couper les cheveux. Rêve de toujours, lire Proust jusqu'à la dernière page, 3 heures par jour, et même 4, 5, 6, ou 10 heures de lecture. Le bonheur.



© Adobe Stock

Aujourd'hui 21 mars (2020) 400 morts par jour en Italie. « Allô, Bruno ? ». En France tous les corps sont incinérés, sans famille. Tour d'Europe des horreurs. Le lendemain, 22 mars, 1000 morts en Italie. Et ici, en Belgique, combien ? Les associations appellent au secours pour les plus précaires.

On a besoin de gel désinfectant et, bonne idée, de masques pour filtrer les postillons chargés du virus. On coupe des bouts de tissu, on accroche des élastiques. Couturières du monde entier, unissez-vous ! Une jeune fille de 16 ans meurt du virus. Les contraintes surpassent les libertés individuelles. Des ouvriers d'une petite usine de bouteilles en plastique annoncent travailler 24h sur 24, pour le gel hydroalcoolique. Hold-up de masques médicaux sur un aéroport en Chine. Les lilas commencent à fleurir. Au téléphone, on ne commence plus par « bonjour » mais par « tu sais qui est à l'hôpital ? » À la radio, les sempiternels « restez chez vous ». Dans la rue, insolite, une dame lave sa voiture qui n'a pas circulé depuis un mois.

Ce n'est pas une blague, premier avril, Bruxelles annonce une solidarité inter-Etats, fini chacun pour soi. La barre des 10 000 morts est dépassée. Dans une même phrase à la radio la peur, la colère, le courage, la vie, la mort, le vocabulaire-requiem, Dies irae Dies illa. Dans Capitale

de la Douleur, Paul Eluard dit « les prisonniers ont envie de rire ». J'écris ton nom, Confiné.

L'imprévisible nous fascine, pas de routine dans le confinement ? Tout est encore inconnu. Pour la première fois depuis un mois, je mets mes chaussures de cuir, mes pieds ont perdu l'habitude. CONFINE anagramme pour FIN de NOCE. Un clip magnifique, deux minutes de voyageurs riant aux éclats dans le métro de Bruxelles. Trucage ?

Le superflu est la seule chose vraiment nécessaire pendant le confinement. Indispensable, La Peste, de Camus, au sommet des ventes sur Amazon : « ce qu'on apprend au milieu des fléaux, c'est qu'il y a dans les hommes plus de choses à admirer que de choses à mépriser ». Il pleut. Humour, on reste à la maison. Un collègue : « le télétravail, c'est formidable ! » ; un autre collègue : « le télétravail, c'est une catastrophe, où sont les couloirs où tout se décide vraiment ? ».

Et puis voilà, le 16 novembre 2020. Coup de théâtre. Vaccin ! Pour la première fois, le mot vaccin est prononcé par les autorités. Un vaccin ! Il faut dix ans pour mettre au point un vaccin et on nous dit « dans quelques mois, dans quelques semaines ! ». Les miracles portent les noms d'une espérance que l'on imagine poétique : Pfizer,

## SOCIÉTÉ

BioNTech, Novavax, Moderna, AstraZeneca, Janssen, Spikevax, Johnson et Johnson, Sputnik V... Qu'importe le vaccin, pourvu qu'on soit sauvé ! Les vaccinés seront les sublimes musiciens d'un idéal de survie, les chevaliers de la beauté triste, ils seront l'ivresse pour oublier le sort de ceux pour qui ce sera trop tard. Le vaccin si familier pour la rage et la tuberculose, la poliomyélite et la fièvre jaune mais pour la Covid-19, monde de mystère, monde immense de cauchemars et de douleurs muettes. Les vaccinés deviennent des saltimbanques nostalgiques de l'insouciance de ce monde d'avant, des bêtes de foire insoumises au destin pandémique de la planète, des explorateurs persuadés de pouvoir revenir à la jungle pré-confinement. Oui, il y a fabuleusement longtemps, le 16 novembre 2020, les scientifiques qui s'entre-tuent et les ministres qui pataugent annoncent l'aurore: cela a un très beau nom, cela s'appelle « fiable à 94,5%, pour le meilleur vaccin ». Souvenons-nous combien nous étions dubitatifs, et c'était il y a moins de 2 ans ! Aurions-nous imaginé cette bataille des Thermopyles avec les « anti-vax », ces mortels refusant d'être sauvés de l'hôpital et de la morgue, pétris d'arguments souvent irrationnels, aveugles aux nécessaires solidarités ?

Chaque semaine, on relate des malheurs adjacents, les étudiants qui disjonctent, les cantines caritatives débordées, les solitaires du télétravail devenu fous, les marchés de Noël fermés. Et puis passent des mois avec toutes les nuances du noir, reconfinement, fermeture de la culture, ouverture des restaurants, couvre-feu.

La luxuriance de retrouvailles, l'éden d'une sortie à la mer, une visite au cimetière, un stock de sucre caché au grenier, toutes les choses que l'on n'a plus envie de faire, les mauvaises herbes dans le jardin, la fille de la voisine qui s'est suicidée, la voiture revendue pour rien, plus envie de rien, envie de tout, toujours le masque, les tests obligatoires, être négatif pour se rassurer, un bon resto livré à la maison, un nouveau Noël bizarre et un Nouvel An sans fiesta. Dans le journal sur deux pages la liste de toutes les personnalités mortes de la Covid-19 en 2021. Nous sommes en 2022. Toujours vivants. La vie reprend. Dans 20 ans, dans 50 ans, on dira qu'à l'époque le temps s'était accéléré car la pandémie, quand tout était figé, n'aura duré que quelques années. Un jour, nous pensionnés nous serons centenaires et nous dirons, peut être confusément, à nos innocents petits enfants, « le Grand Confinement, j'y étais ». ■



© Adobe Stock

# Inflation affects us all

by Colin Stewart *Has worked for Eurostat since 2006 and previously worked for two other DGs. Currently team leader for communication within the Eurostat unit responsible for both communication and external and inter-institutional relations.*

*Inflation affects everyone. And while the current high inflation numbers are being anxiously watched by governments, policymakers, markets and of course ordinary citizens, the official measure of EU inflation quietly marked its 25th anniversary last March. The milestone coincides with a new record - the rate is at its highest level since the measure launched in March 1997.*

Inflation is the change over time in the prices of consumer goods and services purchased by households. In the EU, inflation is measured by the Harmonised Index of Consumer Prices (HICP). It is called 'harmonised' because all the countries in the EU follow a common methodology, ensuring that the data for one country can be compared with the data for another, and that the figures can be added up to euro area and EU totals.

The current annual inflation rate for the EU is 6.2%, whilst it stands at 5.9% for the euro area. However, at the national level it varies widely - ranging from 4.2% in France and Malta to 14.0% in Lithuania. Readers might also be interested to know that the rate is currently sitting at 9.5% for Belgium and 7.8% for Luxembourg.

The current main driver of inflation is energy: the latest figures indicate that euro area energy inflation currently stands at a staggering 32%. The headline rate is lower because other items are not changing at the same rate.

In addition to being one of the flagship statistics of Eurostat, HICP is one of the most important measures used in EU decision-making, especially at euro area level. Paolo Gentiloni, Commissioner for Economy, remarked: "For a quarter of a century, the HICP has been a hallmark for trustworthy, high quality and very timely official statistics. Like many other Eurostat products, it plays an instrumental role in supporting EU policymakers to take key decisions." Isabel Schnabel, a member of the European Central Bank's Executive Board, said: "Since the launch of the euro over two decades ago, the HICP has been the principal index for operationalising and quantifying our price stability objective for the euro area. Therefore, it is at the core of our monetary policy decision-making. The HICP's suitability is based on its timeliness, reliability, comparability over time and across countries, and credibility."

On the eve of the introduction of euro notes and coins in 2002, an event celebrating 20 years this year, the ECB and financial markets exerted pressure for quicker availability of this backbone indicator. In response to this user need, Eurostat started producing a 'flash estimate' in November 2001. Since then, Eurostat has been publishing reliable first figures on inflation rates around the last day of the month in question - a timeliness that is impossible to improve on. The final HICP figures come in the middle of the following month with a full, very detailed dataset.



Since the beginning, Eurostat has steered the development and improvement of the HICP. It also chairs the European Statistical System Committee, which comprises Eurostat and the heads of the national statistical authorities, and which plays a key role in creating comparable European statistics. While the HICP is very well developed, Eurostat continues to seek ways to improve it, and address new challenges. For example, the HICP is being transformed by the rapidly increasing use of scanner data and web-scraped data as sources for prices.

COVID-19 was a very challenging period as statistical offices were not able to collect the usual number of price observations, and consumer expenditure habits changed drastically. The single biggest issue that Eurostat is addressing this year, following strong requests from the ECB, is how to best account for the consumer cost of owner-occupied housing, which is a long-standing, sensitive and complex issue. ■

# Rappeler l'urgence climatique alors que des guerres font rage ?

par Nathalie Vercausse

Ingénieure de formation, diplômée en relations internationales, a travaillé à la Commission dans les domaines de la recherche et de la prospective, pensionnée depuis 2019. Membre de EU Staff 4 Climate, groupe proactif acteur de la transition écologique, au sein des institutions européennes.

*Depuis le 24 février 2022, le bruit des bottes est à nos portes. Le conflit russo-ukrainien était larvé depuis une décennie au moins et causait déjà des victimes. Désormais, ce sont des centaines de morts tant soldats que civils par jour que les familles pleurent. Outre les conséquences humaines dramatiques, les déplacements de civils, les destructions d'infrastructures, cette guerre déchire des familles et les retombées économiques et géopolitiques sont mondiales.*

*Est-il alors décent de s'interroger pourquoi le dernier rapport du GIEC<sup>1</sup> a eu si peu d'écho ? La question peut être analysée sous deux angles, celui d'une scientifique ukrainienne et celui du film satirique 'Don't look up'.*

**Svitlana Krakoska, scientifique ukrainienne, témoigne.**

Svitlana est co-autrice du 6e rapport du GIEC. Elle déclarait récemment à Climate Change News : « Il existe un lien très direct entre le changement climatique et la guerre. La Russie tire beaucoup d'argent des combustibles fossiles et ces combustibles fossiles rendent cette guerre possible ». Comme beaucoup de ses confrères, cette courageuse scientifique sou-

ligne la double peine imposée par les énergies fossiles : la dépendance au gaz et au pétrole met en danger l'humanité, tout en générant des revenus massifs pour alimenter la guerre. Les catastrophes climatiques viendront empirer les tensions politiques existantes, comme elle le confirme pour Bloomberg et Time : « On sait qu'en conséquence, les conflits vont augmenter, des conflits pour s'approprier l'eau, les forêts, les derniers sols fertiles, or, si n'importe quel grand pays peut aujourd'hui s'emparer de son voisin juste parce qu'il l'a décidé... eh bien à l'ère du changement climatique, nous aurons perdu. Mais il y a tout de même un point positif. Ce que prouve ce que nous vivons ici en Ukraine, c'est que les gens peuvent s'unir, se mobiliser, et qu'il est donc possible de le faire aussi pour le climat et notre planète ».

Quand l'actualité est déjà dramatique, le réchauffement climatique et ses conséquences dans la prochaine décennie passent au second plan. Par exemple, la Covid et la situation sanitaire depuis 2020 ont clairement pris le devant de la scène médiatique pendant des mois. Mais les systèmes planétaires ne connaissent pas le bouton 'Pause' ni le bouton 'Reset'. Le climat continuera à se

détériorer puisque nos émissions de gaz à effet de serre ont repris de plus belle, après une courte pause due aux divers confinements dans le monde. Nous alimentons donc ce stock de gaz délétères, ce qui va continuer à déstabiliser nos sociétés pour des centaines d'années. Et ceux qui achètent ces énergies fossiles ont leur part de responsabilité, de même que les consommateurs et les producteurs.



« **Don't look up** » !

Avec un casting exceptionnel (notamment Leonardo DiCaprio, Jennifer Lawrence, Meryl Streep), le film est une satire. Deux astronomes font une découverte à la fois excitante et terrifiante : une comète se dirige droit sur la Terre et s'apprête

<sup>1</sup> Rapport du GIEC : résumé pour les décideurs (site Wordpress.com)

à anéantir l'humanité. Ils vont alors tenter d'alerter médias et dirigeants sur ce danger. Mais les scientifiques font face au déni, à la désinformation, à la cupidité et au techno-solutionnisme tout-puissant. Netflix, la plateforme de streaming qui l'a mise à disposition de ses abonnés, clame, pour ce film, le record de visionnages dans 94 pays. Mais surtout, des milliers de scientifiques le confirment, comme Peter Kalmus, climatologue à la NASA : « *En tant que climatologue faisant tout ce que je peux pour réveiller les gens et éviter la destruction de la planète, c'est aussi le film le plus précis que j'ai vu sur l'absence terrifiante de réponse de la société à la dégradation du climat* ». La scientifique française, Valérie Masson-Delmotte, constate également : « *Il m'est arrivé par exemple d'avoir trois minutes (et trois questions) pour présenter les points clés d'un rapport du GIEC à un chef d'État ou de gouvernement, un ou une ministre, un élu ou une élue. C'est court.* »

D'après elle, le film pointe le fonctionnement des médias et comment la désinformation se propage plus rapidement que les connaissances solidement établies. « *Par exemple, le récent rapport du GIEC de cet été, faisant le point sur le changement climatique, a été rendu public le 9 août, jour de l'annonce de l'arrivée attendue de Lionel Messi dans l'équipe du Paris Saint-Germain...* ». Nous ne voulons pas entendre certaines vérités, alors espérons que l'humour et la satire contribueront à nous ouvrir les yeux. Mais au-delà, avons-nous un plan ?

### Un plan ... intersectoriel et opérationnel ?

Certes, le Pacte Vert et la Loi Climat initiés par la Commission européenne constituent une feuille de route générale. Aux États membres est laissée la faculté de s'organiser tout en respectant le cadre. Mais le défi est gigantesque pour chaque pays. Les crises actuelles sont intrinsèquement liées aux approvisionnements des matières premières, que ce soit le pétrole, le gaz, le blé, le nickel, le palladium, etc. Chaque secteur requiert des compétences, de l'énergie et des matières premières, que ce soit l'armée, l'enseignement ou la culture. Tous les secteurs économiques seront concernés et l'impact sur l'emploi sera énorme. Comment alors s'organiser ? Que planifier dès demain pour mettre en conformité les grands secteurs de l'économie ?

### *Les systèmes planétaires ne connaissent pas le bouton 'Pause' ni le bouton 'Reset'.*

En France, durant deux ans, le Shift Project<sup>2</sup> s'est penché sur ces défis en proposant un Plan de Transformation de l'Économie Française (PTEF) dans 15 secteurs. Les concepteurs de l'étude ont raisonné en partant de grandeurs souvent physiques : tonnes, watts, ressources y compris personnes et compétences. Pour chaque secteur, le plan fournit un jeu de données à l'échéance 2050 comprenant les quantités d'énergie utilisée et les nombres et les types d'emploi. Ces travaux ont été menés avec des équipes composées de gens provenant des secteurs concernés, y compris de membres d'organisations



syndicales. Il s'agit de propositions opérationnelles qui se situent dans le champ du possible en s'appuyant sur des technologies ou des usages existants. On peut ainsi anticiper que l'acceptation sociologique des mesures suggérées dans ce PTEF serait possible, puisque ce plan résulte d'un vaste effort collaboratif. Cet essai, par son côté transverse et centré sur l'humain, mériterait une large diffusion pour inspirer d'autres initiatives nationales ou supranationales.

Oui, il est urgent de se remonter les manches ! Les guerres hélas nous rappellent l'importance de la planification et de la préparation, face aux menaces. ■

<sup>2</sup> The Shift Project est un think tank qui oeuvre en faveur d'une économie libérée de la contrainte carbone.

# Penser Bruxelles avec l'ARAU

par Philippe Loir

*Parmi nos lecteurs, nombreux sont ceux qui ont découvert les trésors architecturaux de Bruxelles, et plus particulièrement ceux de l'Art nouveau et de l'Art Déco ainsi que les bâtiments construits par les grands architectes du 19ème siècle Victor Horta ou Paul Hankar lors des visites organisées par l'ARAU (Atelier de Recherche et d'Actions Urbaines). Ces visites approfondies et passionnantes sur le plan culturel sont l'aspect le plus visible de l'action de cette Association, celui que découvrent généralement les touristes et les nouveaux arrivants à Bruxelles.*

En réalité, l'ARAU est bien plus que l'organisatrice de beaux parcours culturels. Elle est, depuis sa création en 1969, le centre et l'origine d'intenses et continuelles réflexions menées lors de débats publics et démocratiques sur les enjeux urbains concernant Bruxelles. Cette association pluraliste et indépendante travaille depuis 51 ans à l'amélioration de l'environnement urbain. Dans ce sens, elle touche directement ou indirectement chacun d'entre nous qui habitons Bruxelles. Ses travaux ne doivent pas nous laisser indifférents.

Comme nous l'ont expliqué Marion Alecian, directrice de l'ARAU, et René Schoonbrodt, un des quatre membres fondateurs et ancien président de l'Association, tout est né de la rencontre à la fin des années 1960 de quatre citoyens à la compétence reconnue dans leur domaine, indépendants de tout pouvoir politique ou économique mais concernés par tout ce qui se faisait ou se préparait à Bruxelles dans le domaine urbanistique. Il s'agissait de Jacques van der Biest, le curé des Marolles à la grande popularité, Maurice Culot architecte, Philippe de Keyser avocat et René Schoonbrodt sociologue. Ils ont décidé d'unir leurs efforts et leurs réflexions à une époque où l'exode de la population vers la périphérie « verte » se précisait en même temps que s'accélérait la démolition massive du bâti historique de la ville. Agir était urgent si on ne voulait pas que les promoteurs redessinent la ville à leur profit sans tenir compte ni du patrimoine ni des habitants et surtout de sa population la plus précaire.

L'objectif de l'Association est depuis ses débuts de favoriser le débat public, politique et philosophique sur la ville en approfondissant la démocratie urbaine et en demandant toujours plus de transparence aux pouvoirs publics sur les décisions urbanistiques qui jusque-là étaient tenues secrètes pour la population. Depuis 1969, chaque année, inmanquablement, un colloque rassemble dans des débats publics animés tous ceux qui veulent s'exprimer sur l'avenir urbanistique de Bruxelles. Le Credo de l'Association est que « l'air de la ville rend libre » et que l'idée de la ville est émancipatrice. C'est à travers le droit à la ville que l'ARAU n'a cessé de défendre trois piliers indispensables à cette émancipation :

- la défense de la ville habitée qui construit des logements accessibles et qui réhabilite le bâti historique avant tout projet de démolition
- l'importance de la qualité des espaces publics, des espaces verts et de leur accessibilité pour promouvoir un cadre de vie habitable
- le contrôle des habitants sur le devenir de leur ville et des projets d'aménagement urbains. Cela implique que les citoyens doivent garder un pouvoir sur le Pouvoir en instaurant des contre-pouvoirs constitués par les corps intermédiaires que sont les citoyens rassemblés dans les associations telles que l'ARAU. Le droit à la contestation des propositions politiques ou municipales est reconnu ainsi que la nécessité d'établir des rapports de force avec les interlocuteurs.

*Favoriser le débat public, politique et philosophique sur la ville.*

L'action de l'ARAU jusqu'à la fin du siècle dernier a tendu vers l'abandon du fonctionnalisme de la ville et la redécouverte du concept clé : la politique de la ville. Cette action multiforme s'est concrétisée dans de multiples actions : contestation des autoroutes urbaines et de la destruction de quartiers d'habitation. Les creusements de tunnels pour le métro ont donné lieu à l'établissement de rapports de force toujours difficiles pour une petite structure comme l'ARAU (six personnes à temps plein)



© Adobe Stock

dépourvue de tous moyens financiers, mais ses idées et ses remises en cause ont lentement progressé dans les milieux décisionnels.

*Nous avons demandé à René Schoonbrodt quels sont à l'heure actuelle, au sortir de la pandémie et de ses effets sur la mobilité des travailleurs et devant le grand problème du réchauffement climatique, les combats que mène l'ARAU ?*

*« On ne peut pas encore déterminer l'impact du télétravail sur la mobilité mais il est clair que de grands bâtiments administratifs vont être libérés, notamment par les Institutions européennes. Il faudra les transformer en vrais logements. Dans le domaine des « luttes urbaines », face au projet de l'autorité régionale d'extension d'une ligne de métro vers le sud et vers le nord (ligne 1), la position de l'ARAU est que le temps des infrastructures lourdes comme le métro et les tunnels routiers est révolu tant du point de vue financier qu'environnemental. Il faut en priorité améliorer un réseau de trams qui est moins cher et immédiatement réalisable.*

*Nous voulons dans le centre-ville éviter la transformation de la Bourse en temple de la bière et installer dans ce bâtiment emblématique le Parlement de la Région de Bruxelles. Nous collaborons également avec d'autres comités sur le thème de la mobilité (accès périphérie-centre),...*

*Sur le plan culturel, nous organisons, entre autres, des dizaines de visites guidées sur les thèmes : patrimoine, Art*

*nouveau, Art déco, éclectisme, logements sociaux.*

*Sur le plan institutionnel, nous voulons éviter de soumettre Bruxelles à une sorte de cogestion de la Région par la Flandre et la Wallonie. Mais résister à ce projet demande une révision radicale des communes soit vers leur fusion soit leur absorption par la Région car l'emprise de l'État sur Bruxelles serait une véritable régression démocratique, c'est-à-dire l'échec d'une ville qui a pouvoir sur elle-même selon l'ARAU. »*

La vigilance et le débat démocratique ont encore de beaux jours devant eux ! ■

*Le temps des infrastructures lourdes comme le métro et les tunnels routiers est révolu.*



© Adobe Stock

# The European Parliament - Cinderella awakens

by Robert Cox

*The untimely death on January 11 in the new year of its President, David Sassoli, prompts us to spotlight the institution that he successfully led - the European Parliament.*

Among the European institutions the Parliament is arguably the most under-rated among our citizens. Many dismiss its importance and influence - as low, if improving, election turnout rates suggest. Yet over the years certain phenomena merit our attention. Parliament's real powers have increased. Its first serious power - the last word over the Union's budget - entrenched a classical power of parliaments throughout history. The European Parliament, however, has no absolute (only a consultancy) power over taxation. Parliament's major empowerment breakthrough came when the Maastricht Treaty of 1992 gave it a wide range of co-decision powers with the Commission and, above all, with the Council. Interpretation of these powers was successively widened by the Amsterdam (1999) and Lisbon (2009) Treaties. These powers embrace economic governance in a wide sense, immigration, energy, transport, research and development, environment, consumer protection, development coope-

ration. Effectively this covers the great majority of what the Union does. Its powers remain limited to a so-called non-legislative, consultation procedure, however, when it comes to foreign policy and defence where Member State governments' prerogative remains paramount. Its scrutiny of trade agreements is assiduous. It has a final say with accessions - and with Article 50 departures such as Brexit.

## An institution grows up and up

In its early days Parliament was regularly accused of flippancy in its work and debates. Which was partly a reflection of its limited powers and the accompanying frustration. A certain body of opinion refused its right to actually call itself a Parliament - merely an assembly. Arguably its main power in those days was its right to ask questions - above all of the Commission. A famous, socialist Dutch Member of the European Parliament (MEP), Henk Vredeling, beat all records for the number of questions he tabled. The Commission on the whole tried to answer questions with reasonable honesty. From early on the Commission spotted the political value of good relations with the Parliament

- particularly, tactically, in power struggle vis-à-vis the Council.

*A growing capacity to supply research backup.*

From the beginning Parliament had the right to throw out the Commission - the whole Commission, not individual members. It was called the 'nuclear option'. It came to a head in March 1999 when the Santer Commission collectively resigned before Parliament could vote it out. More usefully, in practice, Parliament holds



© Adobe Stock

individual and public interrogations of potential commissioners before they can take office. It cannot censure the Council. Before elections the European political parties each name candidates for the Commission Presidency. The emerging winner then becomes the so-called Spitzenkandidat, or top choice. The European Council proposes a candidate for Commission President, 'taking into account the elections to the European Parliament' and 'after having held the appropriate consultations'. The Parliament then elects a Commission President "by a majority of its component members." There is enough imprecision in this language to distort the intention. In reality the ultimate power to determine the Commission president remains with the Member States. In 2019 Manfred Weber was nominally the Spitzenkandidat. Fellow party member, von der Leyen, got the job.

### On the parliamentary factory floor

We have noted how Parliament suffers from a certain reputational weakness. Many Ecrin readers have direct experience of working with Parliament, essentially at committee level. They have experienced parliamentary inadequacies. Fair enough - this is a political body dealing with EU political realities. Readers will also have confronted serious analysis, questioning and debate in dealing with Parliament. As an example - some of us, doubtless, have faced the formidable COCOBU, the Budgetary Control Committee, and have thereby understood how Parliament does a vital job professionally. Parliament, confronted with growing powers, has matched them with growing professional skills. Behind that professionalism, concentrated in the committees, lies a growing capacity of the Parliament's secretariat to supply research backup. An example of considerable intellectual content is the October 2020 publication « Towards a more resilient Europe post-corona-virus ». This is a good quality study of EU capacity to prevent and react to risks. It is a valuable reference guide to Parliament's committee work and initiative-taking but merits broader attention by policy makers.



▲ Roberta Metsola, nouvelle présidente du Parlement européen

©Photographe : Philippe Buissin, EU 2022

### Two further aspects of the Parliament's work and evolution deserve attention

Its "own initiative reporting" has led to parliamentarians wondering whether they could obtain rights of legislative initiative. The treaties effectively reserve that right to the Commission. In reality the Commission has frequently drawn on parliamentary ideas before formulating draft legislation, the Maastricht and Lisbon Treaties, however, provide for a mechanism whereby the Parliament is more formally empowered to request a formal proposal, on a given matter, from the Commission.

In the early decades of the Communities, then the Union, the media paid substantially less routine attention to the Parliament than to the Commission or the Council. Over recent years, however, as the Parliament's growth of substance - notably when it comes to the final stages of co-decision - media attention to its work has steadily increased. Which can only augur better for public familiarity with the Parliament and consequent readiness of citizens to turn out and vote in European elections. ■

*The Commission spotted the political value of good relations with the Parliament - particularly, tactically, in power struggle vis-à-vis the Council.*

# Pensionnés du CESE : un service social très actif

par Isabelle Delaire,  
assistante sociale au CESE

*Le Comité économique et social européen accompagne ses pensionnés tant avant qu'après leur départ à la retraite ! Renseignements sur leur future pension, droits annexes, établissement des droits à pension et tous les autres aspects de la vie de pensionné ... Les pensionnés du CESE sont suivis de près !*

Au sein de l'unité "Conditions de travail, droits et obligations et pensions" (STA), le service social prend très à cœur son rôle d'assistance sociale autant pour le personnel actif que pour les collègues pensionnés. Il rencontre les futurs pensionnés juste avant leur départ notamment pour leur donner des informations surtout pratiques. Caisse maladie, accès via internet par le EU-Login, coordonnées de leur bureau liquidateur RCAM présent ou à venir, il essaie d'apporter des réponses concrètes pour mieux organiser leur nouvelle vie.

## Un accompagnement sur mesure

Les pensionnés représentent un quart des situations individuelles dont le service social s'occupe. Chaque cas étant particulier, il s'efforce de trouver le bon renseignement ou la bonne démarche à effectuer pour aider au mieux la personne qui contacte le service. Certains appellent simplement pour avoir des informations sur l'assurance maladie : une demande de prise en charge hospitalisation, une reconnaissance de maladie grave, une demande d'autorisation pour un transport en ambulance, une demande de garde-malade ... les cas ne sont pas limités ! Au service social de chercher l'information et de la rendre disponible facilement. Les pensionnés ne sont pas tous équipés d'un ordinateur, alors une interface humaine n'est pas de trop pour envoyer des formulaires papier par courrier ou jouer l'intermédiaire entre la personne pensionnée/sa famille et la caisse maladie par exemple. L'assistante sociale dépose





▲ Sabine Cardinal et Isabelle Delaire - ©AIACE

ainsi souvent des demandes de remboursement de frais médicaux au RCAM. Bien entendu, les familles aussi peuvent la solliciter ! Demander des aides à domicile, initier des placements en maison de repos et de soins, les familles se sentent souvent démunies face à notre organisation administrative. Le service intervient aussi dans la période transitoire de mise en place d'une mesure d'administration provisoire.

### Tous mobilisés

Ce travail n'est pas un travail solitaire ... loin de là ! C'est d'abord au sein de l'équipe médico-sociale que l'assistante sociale glane souvent les premières informations quand une demande ou un dossier lui est soumis. L'infirmière Caroline Hénault, qui travaille depuis de nombreuses années au CESE, partage sa connaissance de certaines situations qui ont touché les anciens collègues devenus pensionnés. Très impliquée auprès des pensionnés, son appréciation dans certains cas est déterminante pour apporter l'aide la plus appropriée. C'est un véritable travail en équipe, une équipe au sens large ! Sabine Cardinal, qui appartient, elle aussi, à l'unité STA, renseigne de son côté les futurs pensionnés sur les montants de leur pension et leurs droits. Elle établit la fixation des droits

à pension ainsi que les droits aux allocations familiales. Elle envoie notamment les déclarations bisannuelles afin de s'assurer que les données des pensionnés sont toujours correctes. C'est aussi elle qui fixe les droits à pension de survie et d'orphelin. Nous travaillons en étroite collaboration et les pensionnés n'hésitent pas non plus à l'appeler !

Cette collaboration est encore plus précieuse dans des situations malheureuses comme le décès d'un fonctionnaire actif ou d'un pensionné. L'assistante sociale assure un rôle d'accueil et d'écoute et en même temps redirige les familles vers Sabine pour les accompagner dans les différentes démarches administratives. Sabine garde le contact pour toutes les questions liées à la scolarité des orphelins ou à un handicap. De cette collaboration est née une brochure sur le décès pour les collègues actifs et en pension qui sera bientôt publiée. C'est l'occasion de rappeler à chaque pensionné qu'il est primordial d'inciter chacun-e à lire cette brochure riche en informations et à la partager avec son entourage. Personnes à contacter, formalités à accomplir ... une mine de choses à savoir pour ne pas ajouter des tracas administratifs à la peine. La collaboration précédemment évoquée dépasse largement le cadre du CESE !

## INSTITUTIONS

Nos collègues du service des pensionnés de la Commission jouent aussi un rôle précieux. Ils peuvent par exemple nous transmettre des demandes d'aides de pensionnés du CESE qui leur arrivent directement ou via les hôpitaux. Le service des conseillers juridiques de la DG HR de la Commission apporte lui aussi sa pierre à l'édifice. Notre service n'hésite pas à le faire intervenir dans certaines situations juridiques assez pointues, comme les successions ou la fiscalité.

### Les bénévoles: un pilier

Les bénévoles ne sont pas en reste ! Le service social du CESE collabore activement avec les bénévoles de la section Belgique de l'AIACE pour des situations plus complexes, notamment de maintien à domicile. Ils font un travail d'accompagnement formidable, un vrai engagement de longue haleine à travers lequel ils font preuve de patience et de rigueur. Ce soutien s'avère toujours essentiel dans la mesure où il préserve l'autonomie de la personne à son domicile dans la plupart des cas. D'ailleurs nous profitons de cette occasion pour les en remercier sincèrement.



© Adobe Stock

### La pension, un grand moment

Le passage vers la pension reste un moment particulier, une page qui se tourne sur le dernier chapitre professionnel de nos collègues. L'unité STA, et plus particulièrement le secteur 'Actions Sociales', donne toute sa solennité à ce passage à une nouvelle étape de vie grâce à une cérémonie. Cette dernière réunit tous les nouveaux pensionnés de l'année, l'occasion pour le Secrétaire général de les remercier pour leur action dans l'institution. Il leur remet d'ailleurs personnellement un diplôme, un cadeau au nom du Comité et une photo de groupe immortalise l'évène-

ment. Le directeur des Ressources humaines et Finances rencontre également individuellement chaque futur pensionné pour leur remettre la décision de mise à la retraite et les remercier pour tout le travail accompli durant leur carrière, souvent dans plusieurs Institutions successives de l'UE. Nos pensionnés ont souvent une longue carrière au CESE auquel ils restent attachés. Le terme de leur carrière s'apparente à un moment d'émotion marqué par l'au revoir à des collègues qu'ils connaissent de longue date.

### Toujours en contact

Le lien avec le Comité n'est pas pour autant rompu au moment de la pension. Le Comité est en train de développer tout un dispositif pour garder le contact et maintenir ses pensionnés dans le mouvement. Projet d'agenda culturel pour tous (concerts, visites de musée, excursions), développement d'une page web ... des nouveautés à découvrir tout bientôt.

Détail d'importance, le CESE a le plaisir d'offrir l'affiliation à l'AIACE pour l'année qui suit le départ à la retraite. Un bon moyen de découvrir les différentes activités proposées par cette association et le rôle des sections nationales qui crée du lien entre pensionnés. Et quand on sait que 60% de nos anciens au CESE restent en Belgique, le dynamisme de la section locale de l'AIACE n'est pas à négliger pour rester actifs. Une belle complémentarité avec l'action de notre service social qui reste fidèle à son engagement auprès de collègues que nous avons parfois côtoyés pendant des années. ■

#### COORDONNÉES ASSISTANTE SOCIALE

**Isabelle Delaire**

[Isabelle.delaire@eesc.europa.eu](mailto:Isabelle.delaire@eesc.europa.eu)

Tel : +32 2 546 94 50 ou

[svcmédicosocialcese@eesc.europa.eu](mailto:svcmédicosocialcese@eesc.europa.eu)

#### COORDONNÉES PENSIONS

**Sabine Cardinal**

Tel : +32 2 546 92 05

[sabine.cardinal@eesc.europa.eu](mailto:sabine.cardinal@eesc.europa.eu) ou

[pensions-cese@eesc.europa.eu](mailto:pensions-cese@eesc.europa.eu)

#### LE CESE EN CHIFFRES

480 pensionnés au total (ancienneté, invalidité, survie et orphelin).

# Giuseppe Vortice, faire chanter les enfants

par Monique Théâtre

*Dans l'Écrin n° 97, nous avons publié, dans la rubrique « Album souvenir », des photos de 45 Tours des « Petits chanteurs européens » sortis en 1981 à l'occasion de la fête de Noël. L'intitulé des disques indiquait que la chorale était placée sous la direction de P. Vortice. Quarante ans après la sortie de ces disques, l'Écrin a désiré savoir qui se cachait derrière ce « chef d'orchestre ».*

Giuseppe Vortice (surnommé Pino d'où le P du disque) nous a reçus par un bel après-midi dans sa maison de Waterloo. A peine sommes-nous confortablement installés dans le salon que nous remarquons un synthétiseur qui trône près de la cheminée et de multiples partitions tout autour. Oui, nous sommes bien chez un amateur de musique. Pino est ensuite informé que nous désirons sortir les 45 Tours des « petits chanteurs » du tiroir du passé afin de raconter aux lecteurs de l'Écrin l'histoire de ces disques et de cette chorale d'enfants qu'il a dirigée. On sent qu'il est touché au cœur et que c'est sans doute là que réside l'essence même de son engagement professionnel.

Pino est un ancien collègue du Conseil où il a effectué toute sa carrière durant 30 ans. Il explique qu'il s'occupait d'appels d'offres pour les contrats des bâtiments de cette Institution mais il ne s'étendra pas sur le sujet. Car c'est avant tout, comme vous l'aurez compris, un musicien. Clarinetriste de formation, il est également compositeur, « arrangeur » de partitions de jazz et a fait partie de nombreux groupes. A la fin des années 70, il décide de mettre sur pied une chorale réunissant les enfants du personnel, qu'il nomme les « Petits chanteurs européens ». Très rapidement, le concept a du

succès et, tous les samedis matin durant quinze ans, des répétitions auront lieu dans une salle du Conseil. Les enfants sont âgés de 7 à 12 ans et, petit à petit, ceux du personnel de la Commission se joindront également au groupe. Dans les années 80, à l'occasion de Noël, a lieu un concert sur la Grand-Place à Bruxelles où la chorale interprétait des chansons du répertoire traditionnel mais également des compositions originales de Pino.

Deux enregistrements de disques 45 Tours ont été alors produits où l'on peut entendre notamment le fameux « White Christmas » mais également un message de Noël récité par les enfants dans les sept langues communautaires de l'époque. Le second disque comprendra deux chansons composées par Pino, « L'Amitié » et « Notes de paix ». Pino nous parle ensuite avec émotion de la visite à Rome qu'il a effectuée en 1983 avec sa chorale et de la rencontre avec le Pape Jean-Paul II organisée par la Commission. Après une audience d'une demi-heure, les enfants ont eu l'immense honneur de chanter pour le Saint-Père. La chorale s'est ensuite produite sur la Piazza di Spagna où quelque 10.000 personnes s'étaient rassemblées. Deux moments intenses qui resteront à jamais gravés dans la mémoire de Pino.

Une fois retraité, il a continué à écrire des chansons et a produit, il y a une dizaine d'années, un CD intitulé « Ciao Pinocchio ». Il s'agit d'une chanson entraînante chantée par des enfants dans les vingt-quatre langues communautaires. Son but était avant tout didactique. Pino espérait en effet que cette chanson puisse être utilisée et diffusée dans les écoles en Belgique afin de sensibiliser les enfants aux différentes langues mais les démarches inhérentes à ce projet auprès des services des Institutions n'ont pas abouti et le CD est resté dans ses tiroirs. Il lui reste aujourd'hui une multitude de beaux souvenirs et toutes ces voix d'enfants qui continueront à jamais de chanter dans sa tête ... ■



# Jim Cloos, « jeune » retraité dynamique

par Daniel Guggenbühl

*Vous trouverez Jim Cloos, avec sa spontanéité, son naturel et son sourire avenant, dans une rue quelque peu confidentielle de la commune bruxelloise de Watermael-Boitsfort, où il habite avec sa femme une confortable et spacieuse maison datant de 1920 dont le couple a fait l'acquisition en 1995. La propriété comprend un vaste jardin où, lors de notre visite début mars, les premières fleurs étaient déjà sorties de terre. Notre ami aime cette commune et a précisé d'emblée qu'il a une vie sociale active et qu'il a beaucoup de relations dans le milieu belge. Son parcours personnel et professionnel ne manque pas d'originalité.*

## Professeur ou diplomate ?

L'intention initiale de Jim était de devenir professeur d'anglais. Il a donc fait des études littéraires à l'université de Reading, en Angleterre, où il a également étudié le russe et la linguistique et en est sorti diplômé. C'est ce qui l'a amené à passer dix mois en immersion linguistique à Voronej (1977-78), dans l'ancienne Union soviétique. Il maîtrise encore parfaitement la langue russe. Par la suite, il a obtenu un diplôme d'études approfondies (DEA) à Sciences Po Paris ainsi qu'un master en commerce à l'université Paris-Dauphine. Et c'est ainsi que s'est finalement évanouie son ambition initiale d'être enseignant.

En 1981 il a, en effet, entamé une carrière de diplomate, d'abord pendant deux ans à Luxembourg, ensuite pendant deux autres années à Bonn. C'est à Reading qu'il a fait la connaissance de sa femme, qui fera carrière dans la diplomatie française avant de rejoindre la Commission. Jim lui-même est entré à la Commission en 1985 comme membre du cabinet de Nicolas Mosar mais, deux ans plus tard, il a intégré

la Représentation du Luxembourg auprès des Communautés, où il deviendra Antici<sup>1</sup> puis Représentant permanent adjoint. Ces cinq années de retour dans la diplomatie de son pays d'origine constituent une séquence-clé de sa carrière puisque c'est là qu'il jouera, pendant la présidence luxembourgeoise au premier semestre de 1991, un rôle actif dans la rédaction du projet de traité de Maastricht, traité qu'il qualifie d'acte le plus important de la construction européenne depuis le traité de Rome.

## Homme de cabinet et carrière ultérieure

Par la suite, Jim redevient un homme de cabinet à la Commission. Il est successivement chef de cabinet du commissaire de l'agriculture René Steichen et du président Jacques Santer. Nous savons que la Commission Santer sera poussée à la démission suite à des « irrégularités » dont Jim précise qu'elles avaient dans une large mesure leur origine bien avant le mandat de Jacques Santer : celui-ci était, selon lui, « une crème d'homme » et une personne totalement intègre. Mais le Parlement européen était décidé à faire tomber la Commission, dit-il. Jim retourne ensuite, pour une « année de transition », comme conseiller à la Représentation permanente du Luxembourg avant de voir sa carrière subir une nouvelle inflexion.

Cette fois-ci il intègre, en 2001 et jusqu'à sa retraite en 2021, le Secrétariat général du Conseil, où il est d'abord directeur pour les relations avec les Amériques, l'ONU, les droits de l'Homme et le contre-terrorisme : à ce titre il travaille étroitement avec le premier Haut Représentant Javier Solana. Il devient en 2006 directeur des questions politiques générales avant d'être nommé, en 2010, à la tête d'une nouvelle DG, General and Institutional Policy (GIP). Entre 2006 et 2020, il assiste en salle à toutes les réunions du

<sup>1</sup> « Antici » est le représentant de chacun des États membres chargé de préparer les réunions du Comité des Représentants permanents II (les ambassadeurs)



▲ La sculpture s'appelle « Comme dans un rêve ». Notre rêve européen : humaniste, tolérant, « rond » et proportionné, taillé dans une matière dure et résiliente, le granit. - ©AIAACE

Conseil européen et peut ainsi observer de près les chefs d'État et de gouvernement évoluant dans ce cénacle. Le dernier « grand moment » de sa carrière, comme il dit, fut de vivre en 2020 l'élaboration du plan de relance européen Next Generation EU.

### Une retraite active

Jim estime qu'il a eu beaucoup de chance de vivre une carrière aussi diversifiée mais, dit-il, il n'était pas mécontent de voir arriver la retraite. Depuis, son « obsession » est d'expliquer, dans ses présentations ou dans ses écrits, l'Europe « telle qu'elle est » et les progrès extraordinaires faits par l'intégration européenne. Il est Secrétaire général de la Trans European

Policy Studies Association (TEPSA) et senior fellow de l'Institut Egmont belge des relations internationales. Il est aussi membre du conseil d'administration du think tank European Policy Centre sur l'intégration européenne (EPC). Pendant ses loisirs, Jim pratique la marche, la natation, les échecs et surtout la lecture : il lit un peu de tout mais affectionne particulièrement les ouvrages historiques et les biographies. Il aime aussi fréquenter les concerts. Pendant ses exercices sur son vélo d'intérieur, il regarde des séries. Le couple possède une résidence secondaire en Provence.

Nous quittons sa demeure sympathique avec le sentiment d'avoir rencontré un homme à la fois très humain, sociable et Européen convaincu, désireux de continuer à faire partager ses convictions. ■

# Experience Europe, le nouveau centre d'exposition de la Commission

par Ana Juarez et Michel Gasquard

Chef d'unité adjoint et  
chef de secteur de l'unité « Experience Europe » à la DG COMM.

*Une nouvelle exposition permanente a vu le jour en février dernier au Rond-Point Schuman, à l'emplacement de l'ancien Info Point de la Commission. Cette situation idéale, au coeur de l'action de l'UE, a inspiré le fil conducteur de l'exposition : un point de vue unique sur l'Europe avec de l'information en temps réel. Visite de ce nouveau site.*

Un ascenseur vous mène ensuite vers le 1er étage où se situe l'exposition. Autour de l'ascenseur déjà, et à plusieurs endroits au plafond du 1er étage, sont disposés des tickers, bandeaux lumineux qui relaient en continu les posts sur les principaux comptes Twitter de la Commission. A la sortie de l'ascenseur, face à vous, cinq grands écrans vous invitent à découvrir la Commission de manière exceptionnelle. « **Inside Europe** » vous permet en effet de vous introduire à l'intérieur du bâtiment Berlaymont, et ceci grâce à un drone.

Les visiteurs ont ainsi l'occasion de rencontrer des membres du personnel de la

Commission (qui expliquent en quoi consiste leur travail, parlent des défis quotidiens auxquels ils sont confrontés et partagent leur point de vue sur le projet européen), de découvrir divers endroits au sein du Berlaymont (salle Jean Monnet, salle de presse, studio audiovisuel...) ou encore de survoler, en photos et en musique, chacune des décennies européennes depuis les années 1950.

Dans l'espace privé « **Meet the President** », vous aurez l'occasion unique de dialoguer virtuellement avec la présidente de la Commission. Ursula von der Leyen répond à une

« **Experience Europe** » est plus qu'un musée. Il se veut un endroit vivant en perpétuelle action pour expérimenter l'Europe de manière interactive. Dès l'entrée, le regard se porte sur la sculpture monumentale qui orne le hall d'accueil. Elle est composée de 27 tubes carrés d'aspect miroir et de 97 tubes en résine (recyclable à 99%), qui représentent l'emblématique Berlaymont, symbole visuel du centre. Elle représente « une allégorie de la transparence et d'un avenir radieux ». Il s'agit d'une oeuvre d'art respectueuse du climat de l'architecte belge Marcos Alvarez.



© European Union, 2022

© European Union, 2022



série de questions comme « **Qu'est-ce qui vous donne le sentiment d'appartenance à l'Europe ?** ». La présidente ne donne pas uniquement sa vision en tant que présidente mais aussi comme une personne avec plusieurs rôles différents - comme celui de première femme présidente de la Commission ou celui de maman de sept enfants.

Le mur de médias sociaux à la pointe de l'innovation - Twitter, Facebook, Instagram, ... - qui constitue ensuite « **Follow Europe** » vous permet de découvrir en temps réel les posts de la présidente, des commissaires, du porte-parole et des représentations de la Commission sur les sujets actuels importants. Faites ensuite un arrêt dans le « **Forum** » circulaire pour y visionner des courts métrages thématiques.

Avec « **We are Europe** », entrez au cœur des priorités, des rôles et des réalisations de la Commission. Apprenez en quoi l'UE influe sur notre vie quotidienne dans les domaines les

plus variés et profitez des possibilités à votre disposition pour partager votre avis. Les priorités sont illustrées sur une impressionnante fresque en forme de cylindre qui contient dix touches interactives où l'on peut s'informer sur NextGenerationEU, le Green Deal ou les transitions digitales et écologiques. Toutes les stations de communication sont utilisables dans les 4 langues opérationnelles (DE/EN/FR/NL), certaines même dans les 24 langues communautaires et également en langage des signes. Une manière interactive de (re)découvrir les valeurs qui font partie intégrante de notre mode de vie européen.

Installez-vous ensuite confortablement dans un fauteuil et, muni d'un

casque de réalité virtuelle, voyagez en immersion complète pour voir l'action de l'UE sur le terrain. « **360 Europe** » vous emmène partout dans le monde, comme si vous y étiez. L'accent est mis sur la protection civile et l'aide humanitaire mais les autres politiques sont illustrées également de manière incroyablement réaliste.

Pour les plus jeunes visiteurs, régaliez-vous avec « **Play Europe** » et participez à des jeux pour tester et améliorer vos connaissances sur l'UE. Ce « **learning corner** » est souvent pris d'assaut par les enfants qui y trouvent également des bandes dessinées et peuvent aussi y retrouver le plaisir de jouer avec des cocottes. Enfin, avant de quitter le centre, n'oubliez pas « **Smile Europe** » pour un selfie souriant en guise de souvenir.

« **Experience Europe** » est le total reflet du Green Deal en se voulant « **paperless** » et « **climate-friendly** ». Ses différents pôles seront continuellement adaptés avec les informations sur les nouvelles initiatives et programmes de la Commission. Le centre connecte ainsi le visiteur à l'UE à travers la réalité virtuelle et les médias sociaux, une manière moderne de « vivre » l'Europe. ■

**EXPERIENCE EUROPE**

1, rue Archimède - 1000 Bruxelles.

Ouvert 7/7

Lundi 13:00-18:00

Mardi-vendredi 09:00-18:00

Samedi & dimanche 10:00-18:00

Entrée gratuite

Pas de réservation préalable pour les visiteurs individuels et les groupes de moins de 10 personnes.

Contact

EC-experienceeurope.brussels@ec.europa.eu

Tél. + 32 296 5555

Site Experience Europe sur Europa.

# « European Best Destination 2022 » : LEUVEN dans le top 5 !

par Monique Théâtre

*Concourant parmi vingt destinations européennes sélectionnées sur base de l'offre culturelle et touristique, de la qualité de vie et des initiatives de développement durable, Louvain, ou plutôt Leuven, est arrivée en 5ème position après Ljubljana, Marbella, Amiens et Plovdiv (Bulgarie). Et ce n'est pas tout : Leuven a également été élue « Best Open-Minded Destination in Europe » devant Amsterdam et Londres, décrite comme une ville ouverte, tolérante, débordante d'énergie et axée sur un avenir inclusif. L'occasion de (re)découvrir cette ville aux multiples facettes, distante d'à peine 25 kilomètres de la capitale.*

## La ville universitaire

Il ne fait pas l'ombre d'un doute que l'université de Louvain - la fameuse KU Leuven - jouit d'une réputation mondiale. Fondée il y a près de 600 ans, ses nombreuses facultés témoignent de son histoire. Elle a accueilli des étudiants célèbres comme l'humaniste Erasme, le cartographe Mercator ou l'anatomiste Vésale. Les fameux « Collèges » sont tous situés dans de magnifiques bâtiments historiques que l'on peut admirer de l'extérieur. En 1442, un patricien louvaniste fit don à l'université d'une maison pour les étudiants de la faculté de théologie. Ce fut le premier Collège qui est aujourd'hui l'une des dernières résidences de Leuven où vivent exclusivement des garçons. Le Collège du Roi, fondé en 1579 par le Roi d'Espagne Philippe II, abrite de nos jours l'institut zoologique. Le Collège Marie-Thérèse, dont la façade du 17ème siècle a été préservée, doit son nom à la volonté de l'archiduchesse d'y installer en 1778 le séminaire de théologie. Ses deux amphithéâtres sont désormais utilisés

comme salles de congrès et de concert. D'autres Collèges comme le Collège d'Arras, le Collège De Valk, le Collège Van Dale ou le Collège des Prémontrés ont conservé leur architecture du 16ème siècle. Toute proche, la Halle aux Draps constitue le centre politique de l'université. Dans la « promotieaal » est encore organisée aujourd'hui la soutenance publique de nombreux doctorats.

## Un pôle d'attraction historique et culturel

L'hôtel de ville historique est la grande fierté de Leuven. C'est aussi l'un des hôtels de ville gothiques les plus célèbres du monde. La première pierre fut posée en 1439. Plus que son intérieur, c'est surtout la façade de l'édifice qui est un véritable chef-d'oeuvre. Entièrement dentelée, elle ressemble à une gigantesque châsse sertie de 236 statues. Celles-ci représentent des personnalités historiques de la ville, des apôtres et des prophètes (220 hommes et 16 femmes).



▲ L'Hôtel de Ville ©AdobeStock

*Bière et ... nature*

Leuven peut se targuer d'une histoire brassicole très riche. L'histoire de la brasserie la plus célèbre remonte à 1366 ! Au début du siècle dernier, la ville comptait encore plus de 30 brasseries. Situées au coeur de la ville ou aux alentours, on peut toujours les visiter actuellement. Mais la meilleure façon de savourer une bonne « chope » est sans doute de s'installer sur une des nombreuses terrasses du « Oude Markt ». Cette place unique offre en effet une concentration de bars et de cafés qu'on ne trouve nulle part ailleurs. L'occasion de se plonger dans cette atmosphère estudiantine grouillante et palpitante qui fait le charme de Leuven. Ensuite, si l'on désire aller se mettre au vert, on peut se rendre au Jardin botanique qui est le plus ancien de Belgique. L'université de Leuven l'avait aménagé en 1738 pour ses étudiants en médecine. Les amateurs de plantes seront ravis par la diversité des collections. Sa grande diversité d'espèces tropicales en fait un véritable must pour tout amateur de nature. Le bois d'Heverlée, tout proche, sera propice à une plus longue promenade de même que les nombreuses terrasses en bordure de la Dyle.

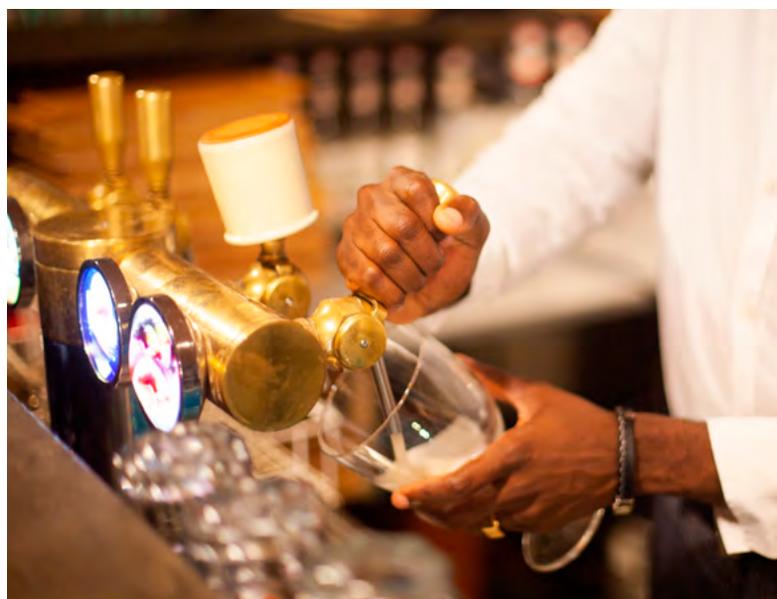
Avec ses nombreux atouts qui font de Leuven une ville des plus attractives, rien d'étonnant à ce que « European Best Destination » l'ait qualifiée de « Belgian miracle ». ■



▲ *La Dyle au Grand Béguinage* ©AdobeStock

L'Église Saint-Pierre, qui lui fait face, a été reconnue patrimoine mondial de l'UNESCO en 1999. Après une restauration importante en 2020, elle a à présent une configuration de musée et abrite une collection unique d'oeuvres conservées dans leur cadre historique d'origine. Leuven comprend également de nombreuses églises, souvent monumentales, un petit et un grand béguinage et quatre abbayes que l'on peut notamment découvrir en empruntant un itinéraire cycliste des plus champêtres.

D'autre part, si l'on ne veut visiter qu'un seul musée à Leuven, le musée M est tout désigné. Unique en son genre, ce musée allie à la fois maîtres anciens et art contemporain. Il dispose d'un jardin intérieur central et d'une terrasse en toiture avec un panorama imprenable sur la ville. Les 25.000 objets de sa collection constituent le coeur battant du musée. Outre la production artistique de la région de Leuven et du Brabant, du Moyen-Age au 19ème siècle, l'art belge d'après 1945 y est également mis à l'honneur, de la statuaire médiévale aux chefs d'oeuvre de Jef Lambeaux, Constantin Meunier et Roger de la Pasture.



# Les lettres de Jimmy Jamar à Jean Monnet

par Monique Théâtre

*A l'occasion de la parution de son dernier livre, l'Écrin a rencontré notre ancien collègue Jimmy Jamar.*

## Pourquoi ces lettres à Jean Monnet ?

Toute ma vie, j'ai cru au projet européen. Je suis né en 1952, au moment où le projet a commencé à se façonner. Avec un père belge et une mère américaine, vivant à Bruxelles, où beaucoup d'institutions européennes et internationales sont établies, j'ai grandi dans un monde imprégné par la politique, la Guerre froide, le risque d'une nouvelle guerre sur le sol européen. C'est cette atmosphère qui a guidé également mon choix d'études (droit et relations internationales), ainsi que ma carrière professionnelle - dix ans au Collège d'Europe, à Bruges, suivi de près de 30 ans à la Commission européenne. Toute ma vie, j'ai donc vécu l'Europe, pensé l'Europe, discuté d'Europe. Même aujourd'hui, au moment de la retraite, j'ai décidé de continuer à travailler dans un secteur européen, en rejoignant l'équipe d'Europa Nostra, la plus grande organisation en Europe opérant dans le domaine du patrimoine culturel. Les Lettres à Jean Monnet sont donc une occasion de faire le point sur le projet, à 70 ans de distance, d'évaluer les progrès accomplis et les nouveaux défis qui se présentent. J'ai composé ma réflexion au fil de 25 lettres écrites entre mai 2021 et janvier 2022. J'ai remis mon texte à l'imprimeur le 23 février dernier, la veille de l'invasion de l'Ukraine, sans savoir bien sûr ce qui allait se passer. L'épilogue que j'ai ajouté permet de mettre l'accent sur l'urgence et

l'étendue des démarches que nous devons entreprendre. Cette situation dramatique a permis également de mesurer l'acuité de certaines de mes prédictions.

## Quels sont les principaux défis de l'Europe dans la nouvelle configuration géopolitique ?

Quand je fais le point sur l'évolution du monde depuis quelques années, je vois l'émergence de deux défis majeurs, qui se sont affinés avec force au cours des deux grandes crises que nous traversons : la

crise sanitaire et la guerre en Europe. Le premier défi est extérieur : nous vivons dans un monde marqué par le retour fracassant des superpuissances, sauf que, contrairement à l'époque de Jean Monnet, nous en avons trois. Deux de ces puissances - les États-Unis et la Chine -, sont à la fois des puissances politiques, militaires et économiques ; la Russie, elle, nous le voyons très bien durant cette crise, est une force politique et militaire, mais pas une puissance économique. Quant à l'Union européenne, c'est exactement l'inverse



Photographe : Christian Lambiotte © European Union, 2018

que pour la Russie : nous sommes une puissance économique, mais ni militaire ni suffisamment politique. Le premier défi auquel nous devons faire face est donc de déterminer - d'urgence - quel rôle nous voulons occuper dans la nouvelle géopolitique mondiale : il est clair en tout cas que nous ne pourrons plus continuer à jouer un rôle déterminant par notre seule puissance économique. D'où la nécessité - et la guerre en Ukraine nous y contraint - d'affiner notre position sur le plan de la politique extérieure, de la défense et de la sécurité. Nous avons enregistré des avancées importantes dans les trois domaines, mais elles doivent être renforcées et surtout coordonnées. L'autre défi est intérieur : nous assistons dans la plupart des pays de l'Union (comme du monde) à une montée des extrêmes, qui se rejoignent presque partout dans leur opposition au projet européen. L'Europe devra trouver les moyens, rapidement également, de renouer avec ses citoyens. Elle a les armes pour le faire, mais elle devra trouver d'autres instruments que ceux qu'elle a utilisés jusqu'à présent. Nous sommes dans un monde où rien n'est acquis, et nos valeurs, comme nos institutions, n'échappent pas à la règle. Nous sommes donc devant un double projet, extérieur et intérieur, qu'il nous faut aborder ensemble : nous ne pourrons affirmer notre voix dans le monde sans le soutien des citoyens à qui ce projet s'adresse, et, à l'inverse, une adhésion plus forte des citoyens ne nous permettrait pas à elle seule de nous faire entendre et respecter face aux grands enjeux que nous devons affronter. Il faut donc dessiner d'urgence un nouveau récit pour l'Europe, et surtout l'expliquer. C'est un travail difficile, mais fondamental.

**Vous semblez, dans ce nou-**

**veau récit, réserver une place importante à la culture. On prête souvent à Jean Monnet la phrase : « Si je devais recommencer, je le ferais par la culture ». Dirait-il la même chose aujourd'hui ?**

Jean Monnet n'a jamais prononcé cette phrase. C'est Hélène Ahrweiler, de l'Académie française, qui l'a dite, en 1988, en mettant les paroles dans la bouche de Jean Monnet. Ce dernier, en réalité, n'a jamais considéré sérieusement d'inclure la culture dans le projet qu'il était en train de créer, pour une raison simple : la culture avait été dévoyée de manière éhontée, avant et pendant la Deuxième Guerre mondiale, par l'Allemagne et l'Italie, à des fins de propagande. Aujourd'hui, en revanche, si on lui posait cette question, il est vraisemblable qu'elle occuperait une place bien plus prééminente que ce ne fut le cas au début de l'aventure. Nous sommes dans une toute autre époque, où il est important de déterminer ce qui rassemble les Européens. Or rien ne les réunit davantage que ce qu'ils partagent et ce qui les identifie : leur culture, leur patrimoine, leur mémoire commune. Nous devons donc offrir aux Européens un maximum d'occasions d'expérimenter ce qu'ils ont en commun et ce qui les distingue des peuples des autres continents. Il est important également de mentionner que la culture et surtout le patrimoine culturel sont au cœur de toutes les priorités actuelles de l'Union : dans le débat sur le changement climatique, tout d'abord, des lieux historiques comme Venise, Dubrovnik ou l'île de Délos en Grèce étant directement menacés de disparition ; dans la révolution numérique ensuite ; dans le secteur de la santé, le COVID ayant mis à l'avant-plan les notions de bien-être et d'inclusion, auxquels le patrimoine contribue indiscutablement ; dans le domaine

des relations extérieures enfin, à travers ce qu'on appelle les relations culturelles internationales, qui jouent un rôle majeur dans la prévention des guerres et la reconstruction des bâtiments endommagés par les conflits.

**Si Monnet était de retour aujourd'hui, quelle phrase prononcerait-il au vu de la situation actuelle en Europe ?**

Il remettrait certainement à l'honneur une des phrases qu'il prononçait souvent, et qui figure dans ses Mémoires : « *Les hommes n'acceptent le changement que dans la nécessité, et ils ne voient la nécessité que dans la crise* ». ■



Lettres à Jean Monnet . . .  
et à quelques autres  
de Jimmy Jamar  
Éditions Marque Belge, avril 2022

## LE SERVICE D'AVOCATS-CONSEILS DE LA COMMISSION

Un service d'avocats-conseils est à la disposition des membres du personnel de la Commission. Les sujets de consultation doivent être strictement liés aux problèmes que vous pouvez rencontrer dans votre **vie privée**, tels que la fiscalité et la taxation, les successions, la protection des consommateurs, le droit de la famille, les problèmes avec les bailleurs ou encore en cas de problèmes avec les autorités belges. Il ne concerne donc pas les questions liées au Statut ni aux problèmes en relation avec les Institutions.

Attention : les consultations avec les avocats-conseils se font uniquement par téléphone et sur rendez-vous. Ils vous appelleront à une date et une heure convenues. Les rendez-vous durent 20 minutes et vous pouvez bénéficier de 4 rendez-vous par an.

**Pour fixer un rendez-vous, appelez le (02 29) 66600.**

**Des brochures juridiques sont également disponibles sur MyIntracomm. Consultez-les avant de prendre rendez-vous, peut-être y trouverez vous votre réponse.**

## TECHSONAR

The European Data Protection Supervisor (EDPS) regularly publishes TechSonar reports on emerging technologies. TechSonar aims to anticipate emerging technology trends : the main aim of this initiative is to better understand future developments in the technology sector from a data protection perspective. Based on the collective intelligence of the EDPS staff, it aims to contribute to the wider debate on foresight within

the European institutions. The TechSonar reports are part of the wider EDPS activities on technology monitoring. You can find the full 2021-2022 report on the EDPS website.

<https://edps.europa.eu>

## LE PRIX DE LITTÉRATURE DE L'UE ÉDITION 2022

Le prix de littérature de l'Union européenne célèbre les nouveaux talents de 41 pays participant au programme "Europe créative". Les pays sont répartis en trois groupes, chacun concourant tous les trois ans. Quatorze pays ont participé à l'édition de cette année, dont la Belgique. Le lauréat du Grand Prix 2022 est l'auteur géorgien Iva Pezuashvili pour son livre " A garbage chute ". Il s'agit d'une saga sur une famille qui fuit la guerre du Karabakh (entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan) et atteint Tbilissi, la capitale de la Géorgie, où la corruption, la violence et la politique sale sont monnaie courante. Une mention spéciale a été attribuée à l'auteur belge Gaea Schoeters pour son roman " Trofee ". Le livre raconte l'histoire d'un Américain immensément riche, Hunter White, qui vit pour la chasse et se rend en Afrique pour abattre un rhinocéros, le dernier des "Big Five", mais son expédition de chasse prend une tournure sinistre. Outre la mise en lumière de nouveaux talents littéraires de toute l'Europe, le prix de littérature de l'Union européenne vise également à promouvoir la circulation et la traduction de la littérature dans les pays européens, ainsi qu'à mettre en valeur la créativité et la diversité du continent.

## HISTORICAL ARCHIVES OF THE EUROPEAN UNION (HAEU) - TRANSFERS AND NEW COLLECTIONS

**Eurofound** : the European Foundation for the Improvement of Living and Working Conditions, or Eurofound, has opened its historical archives and transferred them to the HAEU.

**Court of Justice** : the inventory on the Court of Justice of the European Union's original procedure records for the years 1983 and 1984 is now accessible in the HAEU database, and the files are available for consultation in digital format under specific access conditions.

**European Commission** : 300 new items have been added to the database of the HAEU and are available for consultation. The documents, transferred both in paper and digital format from the European Commission cover the years 1953-1982 and belong to the Legal Service.

**European Investment Bank** : the Archives has opened a new collection within the EIB holdings. Comprised of 151 items, the series brings together a variety of documents including academic publications, reports, conference papers, speeches and lectures and press articles, providing insights into the Bank's early years of activity from 1956 to 1967.

**European Parliament** : the HAEU has opened four additional sub-fonds from the Parliamentary Bodies for Cooperation and Development. These documents concern cooperation between the European Parliament and a group of African, Caribbean and Pacific countries.

**Archives of Richard Burke** : the Archives of the twice appointed as Ireland's European Commissioner has been inventoried and described and is now available for consultation.

# Le réveil géopolitique de l'Europe de Luuk van Middelaar

par Gabrielle Clotuche

*Le recueil reprend les quatre conférences prononcées devant le Collège de France au printemps 2021 dans lesquelles l'auteur s'interroge sur les événements intervenus depuis 2014 et analyse les réactions de l'Europe.*

Ces conférences reprises en quatre chapitres aux titres évocateurs permettent de comprendre avec lucidité ce que nous vivons en 2022.

Ainsi :

- L'Union européenne face aux voisins russe et turc : la frontière
- L'Union européenne face à la Chine : la rareté
- L'Europe et les États-Unis : la solitude
- L'Europe et l'entrée dans l'Histoire : le récit.

La première conférence nous confronte non seulement à la situation en Ukraine dès 2014 à la frontière orientale avec la Russie mais nous oblige à réfléchir à la guerre vécue aujourd'hui. Quelle est/sera l'attitude de l'Union face à la Russie ? De même, l'analyse de la crise aux frontières méridionales de l'Union et la tragédie migratoire (des gilets de sauvetage orange bien visibles sur des plages grecques) qui oblige l'Union à réagir. Ce sera un accord passé avec la Turquie. Mais ceci est-il viable à long terme pour l'Union ?

Deuxième conférence, autre crise : la crise sanitaire déclenchée par la pandémie de la Covid-19. L'Europe prend conscience de sa dépendance à l'égard de la Chine où tout a été délocalisé. Mais c'est aussi une Europe non solidaire qui s'impose aux regards quand l'Italie touchée gravement en premier appelle à l'aide. La Commission franchira alors un pas important en dépassant ses règles de libre échange et en forçant, par une imagination d'action jamais réalisée auparavant, des achats groupés, une solidarité de ses membres. Acte géopolitique fort tardif mais fort. C'est aussi le moment pour l'Europe de réaliser sa faiblesse et de veiller à corriger le tir.

Avec la troisième conférence c'est le lien tissé depuis sa construction avec les États-Unis qui est interrogé. La présidence Trump met les Européens au défi et exige qu'ils comprennent leur véritable force dans le monde ; l'auteur cite la phrase inoubliable d'Angela Merkel après un sommet de l'OTAN : « Nous, Européens, devons prendre notre destin en main ». Car l'Europe s'est toujours située dans le sillage de l'Alliance transatlantique vivant dans l'après pax americana et le rôle protecteur de l'Amérique. L'arrivée du président Biden n'aurait pas changé la donne. Les récents sommets de l'OTAN, du G7 et de l'UE auxquels participe le Président ne doivent pas nous rendre crédules et muets. Le temps n'est plus au rêve mais bien au réveil.

En conclusion, la quatrième conférence place l'Europe devant un miroir tendu par les autres acteurs du monde. Elle est obligée de se regarder afin de définir/redéfinir son rôle si elle souhaite rentrer dans l'Histoire. Plusieurs actes de la Commission von der Leyen montrent sa prise de conscience, l'avenir est à écrire.

*Luuk van Middelaar, historien et philosophe politique, professeur de droit européen à l'Université de Leyde, fut la plume et le conseiller politique du Président du Conseil européen Herman Van Rompuy de 2010 à 2014 ; son livre est à recommander à ceux qui se soucient de l'avenir de l'Europe. ■*



Le réveil géopolitique de l'Europe  
de Luuk van Middelaar  
Éditions Collège de France, 2022 - 96 pages.

# Européen sans complexes, de Jean-Dominique Giuliani

par Daniel Guggenbühl

***On ne présente plus Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation Robert Schuman, ardent défenseur de la cause européenne et très présent sur les plateaux de télévision.***

Son petit livre, écrit d'un style percutant, revêt les allures d'un pamphlet pro-européen tout en n'étant nullement apologétique. On observera qu'il a été écrit peu de temps avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Le livre s'adresse notamment à un public français et relève d'emblée le « mal-être français » avec l'Europe, souvent ressentie comme un « diable administratif de plus » à qui on reproche ce que, en même temps, on lui interdit.

Pourtant, dit l'auteur, la souveraineté européenne a fait des progrès significatifs avec des réalisations telles que l'Union douanière, le marché intérieur ou la monnaie unique. L'Europe continue à faire rêver à l'extérieur. Malgré certaines faiblesses telles que sa démographie en berne ou ses différences entre le Nord et le Sud voire l'Est et l'Ouest, elle prend conscience de la nécessité d'être plus ferme à l'extérieur et de mieux se défendre car elle a maintenant de vrais ennemis, la Russie, la Chine ou la Turquie. Elle a même des problèmes avec ses alliés : ainsi, dit l'auteur, l'OTAN a freiné la construction de capacités de défense européennes et il a à cet égard des mots très durs pour le Secrétaire général de l'Alliance Jens Stoltenberg, qui se serait montré incapable de concilier l'Alliance avec les timides avancées européennes en matière de défense commune. Les événements d'Ukraine pourront-ils contribuer à atténuer ce jugement sévère ?

Giuliani insiste sur l'importance du rôle de la France et de l'Allemagne dans l'avancée du projet européen. Le couple est le « cœur actif » de l'Union européenne. Il convient selon lui de bien comprendre le système allemand de l'État de droit et de l'horizontalité du pouvoir dans un pays par ailleurs traditionnellement proche

des États-Unis. L'Europe elle-même s'est construite par le droit. Par son attitude actuelle, la Pologne fait preuve d'un nationalisme archaïque mais son bras de fer avec l'Union européenne devrait en définitive se régler par un compromis. Quant à l'attitude de l'opinion à l'égard de l'Europe, Giuliani estime que les oppositions sont devenues marginales et que l'euroscepticisme est à présent majoritairement rejeté en même temps que les attentes à l'égard de l'Europe restent fortes. En termes d'efficacité, celle-ci a des progrès à faire : la règle de l'unanimité empêche l'audace du Conseil, qui souffre de son fonctionnement diplomatique et du manque de confiance entre les États membres. La gouvernance européenne est donc un problème récurrent.

Notre « Européen sans complexes » estime en définitive qu'il faut une Europe plus proche, plus solidaire et diffusant un sentiment d'appartenance, alors qu'au plan extérieur, elle doit construire les atouts d'une puissance mondiale. ■



**Européen sans complexes**  
de Jean-Dominique Giuliani  
Éditions Marie B, décembre 2021 - 158 pages.

# Desmond TUTU, le « peuple arc-en-ciel », une performance politique

par Gabrielle Clotuche

*“Language, discourse and rhetoric does things”. Desmond Tutu.*

Le 26 décembre 2021, l'Archevêque sud-africain, Prix Nobel de la paix s'est éteint et avec lui une figure politique qui toute sa vie lutta contre l'apartheid qui régnait en maître dans son pays. La phrase mise ici en exergue est un résumé de son action politique à la présidence de la Commission Vérité et Réconciliation (CVR) installée en 1995 par Nelson Mandela devenu président de l'Afrique du Sud après les premières élections libres en 1994.

Elle est mentionnée par Barbara Cassin<sup>1</sup> qui analyse comment, au travers de son action politique, Desmond Tutu a créé les conditions, pour le peuple sud-africain dans son ensemble, pour se construire efficacement un passé commun avec lequel il pourra, sans nier son passé, construire un futur « le peuple arc-en-ciel » ; ce phénomène qui dans ses couleurs n'a ni blanc ni noir... et à la fois les contient toutes. La philologue et philosophe française, spécialiste de la philosophie grecque, élue en 2018 à l'Académie française, mène dans son ouvrage une enquête précise. Elle nous montre très précisément le parcours que Desmond Tutu propose au peuple sud-africain pour avancer dans ce long chemin de la réconciliation.

*«Comment assurer une transition raisonnablement pacifique de la répression à la démocratie?»*

La Commission n'est pas un tribunal, ses décisions sont souveraines et ne pourront être remises en cause, ainsi en a décidé le Parlement ; elle entend des dépositions et recommande des amnisties. Le défi est de taille, la haine est

violente, ceux qui ne sont pas encore vaincus demandent l'amnistie et ceux qui ne sont pas encore vainqueurs ne peuvent pas ne pas l'accorder. Desmond Tutu exige nécessaires trois conditions pour réaliser la mission confiée à la Commission : une politique de la mémoire, une politique de la justice, une politique de la parole. « Les deux premières sont conditions de la troisième, elle-même est condition de félicité de la performance politique que constitue le dispositif de la CVR.<sup>2</sup> »

Barbara Cassin cite Plutarque : « *Il est politique d'ôter à la haine son éternité* »<sup>3</sup> et un graffiti dessiné sur le mur de la maison qu'habitait Desmond Tutu à Cape Town « *How to turn human wrongs into human rights.* »<sup>4</sup>. Tout est contenu dans ces deux phrases : Desmond Tutu est conscient de la situation de son pays et veut réussir l'impensable par le travail de cette Commission qu'il préside. Il s'agit en effet de passer de la loi fondamentale de l'apartheid (Population Registration Act de 1950) à la Constitution provisoire de 1993 qui entérine officiellement l'abolition de l'apartheid<sup>5</sup> avec injonction de réconciliation et de réparation et l'obligation d'amnistie.

La première condition, politique de mémoire, paraît évidente. Pourtant elle exige, pour être capable de construire sur ce passé, de le connaître donc d'entendre ce qui s'est passé et le comprendre pour en faire un outil. L'apartheid n'est-il pas la division du peuple selon sa couleur de peau ? La deuxième condition, politique de justice, se concrétisera grâce à la définition inédite que la Commission donnera de l'amnistie «

la liberté accordée en échange de la vérité ». L'apartheid niait la liberté aux personnes de couleur. Enfin, c'est par la force du langage, ici politique de la parole, que Desmond Tutu parviendra à la transformation attendue ; c'est la parole donnée aux uns et aux autres, le récit révélé, l'histoire racontée par ceux qui l'ont vécue d'un côté comme de l'autre, qui permettra de transformer, faire virer un phénomène en son contraire.

*“Turn human wrongs into human rights”* telle a été l'action politique de Desmond Tutu. Mandela y contribuera grandement durant sa présidence.



▲ 29/10/1998 - Remise des conclusions de la Commission Vérité et Réconciliation

Mais le temps passe. Si la situation économique de l'Afrique du Sud est florissante - deuxième du continent africain après le Nigéria -, les inégalités entre les groupes de population restent préoccupantes. Peu ou pas d'amélioration, les conflits demeurent et les successeurs du président Mandela, tous membres de l'ANC, n'ont pas ou guère remis en cause la situation socio-économique très inégalitaire de l'apartheid. ■

<sup>1</sup> Barbara Cassin, Quand dire c'est vraiment faire – Homère, Gorgias et le peuple arc-en-ciel, Fayard, octobre 2018

<sup>2</sup> Ibid., p. 150

<sup>3</sup> Ibid., p. 139 – reprise de La vie de Solon

<sup>4</sup> Ibid., p. 140

<sup>5</sup> Ceci 20 ans après sa condamnation en 1973 comme crime contre l'humanité par l'ONU

# Géopolitique et politique de puissance

par Emiliano Fossati

Ancien directeur Asie à la DG Relations extérieures. Pensionné depuis 2000.

*La géopolitique serait la discipline qui étudie les relations entre la géographie (physique et humaine) et l'action politique. En réalité, elle s'identifie avec la politique de puissance, qui vise à créer une situation de domination (directe ou indirecte) sur d'autres pays, au moyen d'annexion, de guerre, d'exploitation ou d'une simple hégémonie.*

On aurait pensé que la politique de puissance, après la deuxième guerre mondiale, l'indépendance des colonies et la fin de la guerre froide, appartenait au passé. Malheureusement il n'en est rien. Les États-Unis ont assumé le rôle de gendarme et maintiennent des bases militaires dans des centaines de pays. L'Arabie Saoudite intervient dans la guerre civile au Yémen, l'Allemagne a favorisé l'entrée dans l'Union européenne des pays de l'Est, qui n'étaient pas prêts. Tous les pays du monde maintiennent une armée et ont une politique de défense. On ne sait pas contre quel ennemi : en fait, dans beaucoup de pays du tiers-monde, les ennemis ne sont qu'internes et les coups d'état militaires ne se comptent plus. Un président américain a déclaré la guerre au terrorisme, même si, du point de vue géopolitique, il n'existe pas. Cela a toutefois permis de localiser des États dans lesquels intervenir, soit en appuyant des factions internes, soit militairement.

Le défi posé par le développement chinois (grâce à l'ouverture au commerce international, à la masse de sa population et à la modernisation technologique de sa culture) fait penser aux politiques et aux médias à l'immanence d'une nouvelle guerre froide.

Également presque tous les pays pensent qu'ils doivent s'armer pour se défendre. Le Japon, même s'il a déjà une bonne armée défensive (en dépit des accords internationaux), pense qu'il devrait aussi se doter d'une capacité offensive, en cas de désintérêt du protecteur américain. Dans l'Union européenne, on parle de se doter non seulement d'une politique étrangère commune, chose hautement nécessaire, mais également d'une politique de sécurité, c'est-à-dire d'une armée. Le problème est de savoir qui sont les ennemis, ou qui pourrait le devenir. Dans le cas du Japon, c'est évidemment la Chine. Pour les États de l'Amérique latine, ils pourraient être seulement leurs voisins en raison de différends territoriaux (il y a eu en 1995 une guerre entre l'Équateur et le Pérou). Bien évidemment sur le continent indien il y a deux États ennemis et, au Moyen-Orient, Israël et d'autres États avec des frontières artificielles.

Pour l'Europe, en revanche, c'est moins évident. Après la fin de la guerre froide et l'implosion de l'URSS, on a maintenu le Pacte Atlantique qui devait défendre les pays de l'Europe occidentale du bloc soviétique, même si cela n'avait plus de raison d'être. Ainsi l'Europe continue à être protégée par des bases de missiles et des troupes dans presque tous ces pays. Jusqu'à présent on ne voyait pas l'ennemi, mais maintenant que la Russie a fait un pas en avant avec la logique de la politique de puissance, il est là. L'ennui c'est que la Russie, bien qu'équipée de bombes atomiques et de fusées intercontinentales, n'est qu'un pays de taille moyenne, avec une population de 144 millions et un revenu national brut de 1.483 milliards de \$, pratiquement égal à

celui de l'Italie. L'Allemagne, pour sa part, a 83 millions d'habitants et un revenu national 2,5 fois plus grand que celui de la Russie. Il est toutefois certain que, par la guerre en cours en Ukraine, la Russie est de retour sur scène. Pas avec la politique de l'Union soviétique, qui était également idéologique, mais avec celle de l'ancien empire tsariste. Cependant, on ne voit pas comment elle pourrait faire une politique de puissance ailleurs : peut être dans les pays d'Asie centrale, où elle a récemment soutenu le régime au Kazakhstan.



© Adobe Stock

Il reste un sujet important à mentionner. Les pays occidentaux (pas seulement les USA) sont convaincus qu'ils possèdent le verbe, représenté par la démocratie et les droits de l'homme, et qu'ils sont obligés de convertir le reste du monde. La démocratie n'est pas un système parfait, même s'il présente de nombreux avantages, toutefois aujourd'hui il reste malheureusement beaucoup de sociétés incapables de le faire fonctionner. Les droits de l'homme par contre sont un concept qui mérite d'être reconnu. Cependant, comme pour la démocratie, on ne peut pas les imposer de l'extérieur. On peut certainement essayer d'influencer les autres sociétés. Cependant pour être efficaces, les changements doivent provenir d'une maturation interne. ■

# Le condisciple assassiné

par Michel Foucault

*Ancien responsable des services sociaux de la Commission, trois mandats comme président du Comité du personnel et animateur du Cercle d'Art dramatique des CE.*

## Sept ans après

Mercredi 7 janvier 2015. Vers onze heures trente, deux hommes entièrement vêtus de noir pénètrent dans l'immeuble du 10 rue Nicolas-Appert dans le XI<sup>ème</sup> arrondissement de Paris, qui abrite notamment le siège du journal satirique « Charlie Hebdo ». Les frères Kouachi sont venus pour tuer.

Ils interceptent dans l'entrée et prennent en otage la dessinatrice Coco qui partait rechercher sa fille à la crèche, l'obligeant sous la menace d'une arme à remonter au deuxième étage où se trouve la salle de rédaction du magazine et à leur ouvrir la porte blindée avec son code d'accès. Dès l'entrée, ils interrogent : « Charb (le directeur de la publication), c'est moi ! ». Il est aussitôt abattu de deux balles comme chacun des autres journalistes présents, méthodiquement, comme à l'exercice, une balle pour la mort, la seconde pour le « coup de grâce ». Les frères Kouachi sont venus pour tuer. Leur mission accomplie, ils disparaissent, laissant derrière eux douze cadavres. Charb, Wolinski, Honoré, Tignous, Riss, sont morts. Sur un bandeau de la télévision, les noms défilent. Stupidement, je me demande ce qu'est devenu le cocker roux, Lila, toujours collé à Cabu. C'est parmi les derniers noms qu'on prononce : « Cabu aussi est mort ». La douleur, la crainte de ne pouvoir me retenir de vomir devant l'horreur. Il faut dire que pendant presque 10 ans, Jean Cabut (dit Cabu) et moi avons ensemble fréquenté le lycée mixte de Châlons-sur-Marne en Champagne.

Nous y étions donc condisciples.

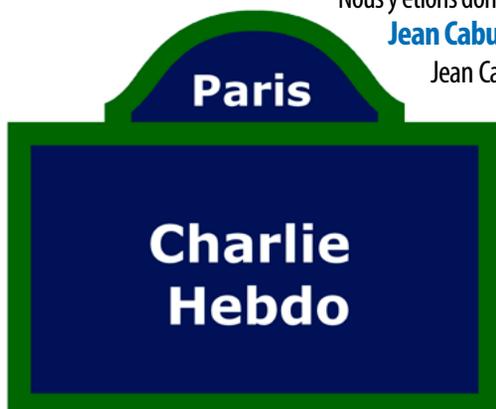
### Jean Cabut

Jean Cabut avait trois ans de moins que moi. On n'avait donc pas les mêmes jeux, les mêmes besoins. Lui était connu pour sa capacité très tôt, à caricaturer, dans le journal du lycée, nos professeurs. Certains riaient jaune, les autres, comme tout le monde, s'esclaffaient.

Pour mon compte, je rêve encore de l'année faste de mes 17 ans : au top en terminale, le bac avec mention et surtout - surtout - le double rôle des frères jumeaux dans la pièce de Jean Anouilh, « L'Invitation au Château ». Jean Cabut n'était pas de la distribution - trop jeune. Mais il était dans la salle, enthousiaste et, comme il me l'a avoué, déterminé à devenir comédien. Je l'ai revu trois ans plus tard, pour le casting de la pièce que l'on montait cette année-là, le « Robinson », de Jules Supervielle ; il n'a pas eu de mal à décrocher le rôle, un peu lunaire comme lui, de Robinson Crusoe. Mais pour moi, chargé de diriger les répétitions, ce n'était pas une sinécure : il n'apprenait pas son texte, changeait un mot pour un autre et, dans une pièce partiellement en vers, il y a eu parfois du galimatias. Comme il était intelligent, il s'est rabattu sur le dessin humoristique.

### Cabu

C'est Jean-Marie Boëglin, directeur de l'antenne locale du quotidien régional « l'Union » qui lui a mis le pied à l'étrier en lui offrant des piges rémunérées pour ses illustrations savoureuses des articles sur Châlons. Boëglin a d'ailleurs participé avec lui, quelques temps plus tard, à la confection d'un pamphlet contre la municipalité conservatrice sortante, accusée, à juste titre, de massacrer l'urbanisme local et de saccager la ville. Le déclencheur pour Jean Cabut (devenu Cabu) a été de voir démolir le charmant théâtre du XVIII<sup>ème</sup> siècle, qui avait abrité nos prestations dramatiques, afin d'y implanter un horrible supermarché. Il avait également peu apprécié la bretelle routière creusée dans les bosquets touffus du lieu-dit « Bois des Soeurs », refuge de nos émois juvéniles. Sous le titre « Ouvrez le massacre », le bouquin des deux complices a eu tellement de succès que la majorité municipale a connu la déroute aux élections communales suivantes. Cabu a compris alors sa capacité à mener ses combats personnels à l'aide de ses dessins : les badernes militaires, les soutanes douteuses, les bourgeois ventripotents et



les profiteurs arrogants pouvaient trembler à l'idée d'être « croqués ». Par contre, Cabu, de nature bienveillante et poétique, peignait avec tendresse les amoureux délicats, les petites pensionnaires en robe de vichy, les 2CV brinqueballantes et les miséreux sans abri. Il inventait sans cesse des personnages nouveaux : le grand Duduche (lui-même), le Beauf, Juju le motard, l'Adjudant Kronenbourg, le personnel politique lui fournissant le reste. La vie qui nous a séparés ne m'a jamais empêché, aussi souvent que possible, de retenir chez mon libraire ses supports imprimés : « Hara Kiri », « Charlie Hebdo » ou « Le Canard enchaîné ». Mais bien sûr tout cela, un jour, a une fin, et mon condisciple a été assassiné.

se trouvait la maison de mes parents (rasée pour construire un parking), il y avait - il y a toujours - le cimetière de l'Ouest. Non loin de la tombe de mes grands-parents (lors de la guerre, ils avaient remplacé mon père pendant sa captivité de cinq ans), on trouve la tombe de Jean Cabut, dit Cabu, 1938–2015 - que fleurit avec amour Véronique. ■

L'air d'une chanson connue convient à cet endroit :

*On revient à pas lent  
Lorsque tombe la nuit,  
De ce lieu dont les ans  
Ont respecté l'esprit.*

## Après le massacre

De nos jours, à Châlons-sur-Marne (pompeusement rebaptisée Châlons-en-Champagne), au bout de la rue où

FR / APPEL À CONTRIBUTIONS	NL / UW BIJDAGEN GRAAG !	DE / AUFRUF ZU BEITRÄGEN	EN / CALL FOR CONTRIBUTIONS
<p>Vous désirez réagir à un article qui a été publié dans l'Écrin ?</p> <p>Vous désirez envoyer une contribution personnelle sur un sujet d'intérêt européen (politique, économie, culture, ... ) ?</p> <p>Votre parcours professionnel ou vos occupations durant la retraite sont susceptibles d'intéresser les lecteurs ?</p> <p>Vous connaissez un ancien collègue dont le rayonnement personnel mérite d'être mis en lumière ?</p> <p>Envoyez-moi un courriel ou écrivez au secrétariat de l'AIACE section Belgique.</p> <p>Vos contributions en français, néerlandais, anglais ou allemand ne doivent pas excéder 900 mots. Elles seront publiées sous réserve de l'accord du Comité de rédaction.</p>	<p>Wilt u reageren op een artikel dat in Ecrin is verschenen ?</p> <p>Wilt u een persoonlijke bijdrage insturen over een onderwerp van Europees belang (op politiek, economisch, cultureel of anderszins), of ook een grappige tekening over iets actueels ?</p> <p>Kunnen uw beroepsloopbaan of activiteiten gedurende uw pensioen misschien anderen tot het lezen hiervan verlokken en wilt u daarmee graag naar buiten komen ?</p> <p>Kent u een oud-collega van wie de persoonlijke verdiensten in het zonnetje gezet mogen worden ?</p> <p>Stuur mij dan een mail of schrijf naar het secretariaat van de AIACE, afdeling België.</p> <p>Uw bijdragen mogen ten hoogste 900 woorden omvatten. Zij zullen worden gepubliceerd onder het voorbehoud van instemming van het redactiecomité.</p>	<p>Sie möchten sich zu einem Artikel äußern, der im Ecrin veröffentlicht wurde ?</p> <p>Sie möchten einen persönlichen Beitrag zu einem Thema von europäischem Interesse (politisch, wirtschaftlich, kulturell) senden oder eine humoristische Zeichnung zu einer aktuellen Frage ?</p> <p>Ihr beruflicher Werdegang oder Ihre Tätigkeit während der Pensionierung könnten die Leser interessieren und Sie möchten darüber etwas mitteilen ?</p> <p>Sie kennen einen früheren Kollegen, dessen persönliche Ausstrahlung hervorgehoben werden sollte ?</p> <p>Senden Sie mir eine E-Mail oder schreiben Sie an das Sekretariat der AIACE, Sektion Belgien.</p> <p>Ihre Beiträge sollten 900 Wörter nicht überschreiten. Sie werden vorbehaltlich Zustimmung des Redaktionskomitees veröffentlicht.</p>	<p>You might like to react to an article appearing in l'Écrin ?</p> <p>You would like to send a personal contribution on a matter of European interest (political, economic, cultural ... ), an amusing drawing on a current topic ?</p> <p>Your professional profile or your retirement activities may interest readers and you want to share them ?</p> <p>You know a former colleague whose personal profile deserves illustration ?</p> <p>Send me an e-mail or write to me at the AIACE secretariat, Belgian section. Contributions must not exceed 900 words.</p> <p>They will be published subject to the agreement of the editorial Committee.</p>

monique.theatre@gmail.com / AIACE section Belgique / VM-18 03/53 - 1049 Bruxelles

## Gaetano Donà

(1929 - 2021)

par Raffaella Longoni  
Vice-présidente AIACE Belgique

Originaire de Vénétie, après sa maîtrise universitaire à Padoue en Sciences politiques, Gaetano Donà obtient un doctorat auprès du Centre d'Etudes supérieures de l'Université de Strasbourg.

De 1959 à 1973, il avait été haut fonctionnaire au Secrétariat général de la Commission des Communautés européennes, occupant le poste de chef de la division "Réunions des membres de la Commission européenne et des chefs de cabinet".

À ce titre, il avait eu le privilège de travailler en étroite collaboration, sous l'autorité du Secrétaire général Émile Noël, avec cinq présidents de la Commission européenne.

De 1995 à 2014, il avait été chargé du cours sur l'"Intégration européenne" à l'Université de Ferrare et Vicenza dans le cadre de l'"Action Jean Monnet". Parallèlement, de 1996 à 2001, il avait été membre du "GroupEuro", un réseau de conférenciers sur l'Union économique et monétaire désignés par la Commission européenne.

Après sa retraite, en vertu de son expérience, il assistait un Cabinet d'avocats en tant que conseiller pour les relations avec les institutions de l'UE. Gaetano Donà a également collaboré aux magazines VOX de l'AIACE avec sa rubrique « Mieux connaître l'Europe ».

Européen convaincu et engagé, il a mené une vraie campagne de promotion de l'UE partout, dans les écoles, les lycées et les universités et dans son entourage. Il nous a quittés le 15 novembre 2021.



© AIACE

## Michel Carpentier (1930 - 2022)

par Alain Servantie,  
*assistant de Michel Carpentier de 1987 à 1992*

**Nous avons appris, le 13 février dernier, le décès à Libourne de Michel Carpentier.**

Il avait intégré la Commission d'EURATOM le 14 juillet 1959 à Bruxelles, où il a exercé la responsabilité du service des achats et des marchés. Il estimait que cette institution européenne initialement poussée par les Français avait été sabordée par le général De Gaulle qui souhaitait développer les aspects défense du nucléaire avant tout. En 1967, lors de la fusion des Exécutifs EURATOM, CEE et de la Haute Autorité de la CECA, il a rejoint la Direction générale des Affaires industrielles, technologiques et scientifiques (DG III) comme chef de la division de la Politique industrielle dans les secteurs nucléaire et des technologies avancées. En 1971, quand le commissaire Sicco Mansholt a attiré l'attention de la Commission sur les problèmes de l'environnement, Altiero Spinelli, alors commissaire responsable de l'Industrie, proposa à Michel Carpentier de s'en occuper. Il rédigea la première communication de la Commission sur le sujet adoptée en juillet 1971, où la Commission affirmait que la prise en compte de l'environnement est « une donnée indissociable de l'organisation et de la promotion du progrès humain », dont la protection et l'amélioration sont présentées comme « un véritable devoir de civilisation ». L'appui obtenu au Conseil et au Parlement aboutit à la création en 1972 d'un Service de l'Environnement et de la Protection des consommateurs, devenu Direction en 1973 avec Michel Carpentier à sa tête.

Le lancement de cette politique permit la rédaction et l'adoption, entre 1973 et 1981, de soixante directives au champ d'application très divers : prévention et diminution des pollutions de l'eau, de l'air et du bruit, récupération des déchets, protection du milieu naturel et de la faune sauvage, etc. Simultanément, Michel Carpentier permit à la Communauté de jouer un rôle pionnier dans les négociations internationales en matière de protection des mers et des fleuves. Parallèlement, il lança une politique de protection des consommateurs. Stanley Johnson, qui travaillait auprès de lui, le décrit comme « a man of explosive energy and dogged determination, with a marvellous sense of humour ».

En 1981, Michel Carpentier a été transféré à la DG Énergie, comme directeur général adjoint. Puis, en décembre 1982, le vice-président Davignon lui a demandé de coordonner la Task Force des Technologies de l'information et de la communication, qui venait d'être créée pour promouvoir des programmes de recherche en coopération entre Européens dans le domaine des technologies avancées - le programme ESPRIT, le plus grand programme jamais lancé au niveau communautaire. Davignon écoutait Michel Carpentier avec une rare attention. En suivra une politique définitivement audacieuse en matière de coopération dans le domaine de la

## IN MEMORIAM



© Alace

recherche, mais aussi une politique révolutionnaire en matière de télécommunications, permettant leur libéralisation et interconnexion au plan européen, le passage sans heurts à Internet, aux communications mobiles, à l'intelligence artificielle. En 1986, les services de la Task Force ont été fusionnés avec ceux de la DG XIII, situés à Luxembourg ; la DG XIII est devenue DG Télécommunications, Industries de l'information, Innovation. Le dialogue que Michel Carpentier a lancé avec les USA sur la société de l'information a culminé en 1995 lors d'un G7 sur le sujet à Bruxelles. Après sa retraite en 1995, Michel Carpentier a continué ses activités avec le Conseil économique et social français, l'Agence européenne de la Commission - agence de la région Aquitaine et le village de Moncaret, en Dordogne, où il s'était installé.

Michel Carpentier était un vrai pionnier, un visionnaire. Il nous incitait à voir loin, dans le domaine de l'environnement puis de la société de l'information, prenant en compte les aspects humains, comme la protection des données et de la vie privée. Il voyait les limites des traités comme fluides et pensait qu'on pouvait les élargir en prenant des initiatives courageuses et dûment étudiées qui serviraient à l'intérêt commun des États membres. C'était une époque où on pouvait - depuis les Institutions européennes - non seulement rêver, mais aussi réaliser des grandes initiatives sur le plan global, car on

profitait d'une période de paix internationale et d'évolutions technologiques d'une portée inouïe. Il avait un style de leadership plein d'énergie, qui tranchait et prenait des risques, il maîtrisait l'intelligence de la situation, synthétisait avec une grande habileté la multitude d'informations accumulées, et qui faisait grand usage de l'expertise, finançant souvent des études précurseurs, qui donnaient une chance de plus au niveau politique d'avancer en faisant moins d'erreurs. C'était un vrai Européen, engagé, compétent, audacieux et persévérant, un travailleur infatigable, grand lecteur des études que publiaient les acteurs de l'environnement ou des télécommunications, sans exclure personne, exigeant, d'une grande humanité et gentillesse avec ses collaborateurs, d'une grande patience pour partager son savoir et son enthousiasme et pour négocier un compromis ou un accord sur un texte.

Le Président Davignon nous a envoyé le message suivant : « *Quelle chance j'ai eue que Michel ait accepté de travailler au sein de la Commission. L'Europe et moi en particulier lui devons énormément. C'était un Européen engagé, audacieux et persévérant. La DG XIII a bénéficié d'un directeur général hors pair. Merci.* »

*L'AIACE Belgique exprime  
ses plus sincères condoléances  
aux familles et aux proches*

NOM & PRÉNOM	DATE DE NAISSANCE	DATE DE PENSION	DATE DE DÉCÈS	INSTITUTION
A CAMPO-BRULEZ Annie	22/04/23	1/07/96	26/11/21	CM
ADAMS Amelia	29/11/27	1/12/16	2/02/22	COM
ALLARD L'OLIVIER-CAPELLE Anne	15/02/28	1/07/85	9/12/21	COM
AMAR Jacqueline	26/04/40	1/02/02	5/03/22	COM
ARRIGHI Maria Angela	21/02/42	1/03/91	20/12/21	COM
AUBREE Maurice	4/08/27	1/03/90	11/03/22	COM
AYMOND Monique	2/06/35	1/07/96	11/02/22	COM
BACKES Jean	28/08/45	1/11/10	12/12/21	COM
BAEHR-RICHTER Carmen	28/05/28	1/12/88	22/01/22	COM
BASILE Fedele	18/02/48	1/01/13	1/03/22	COM
BEITEN Astrid	4/06/43	1/12/89	22/03/22	COM
BLAESSER Gerd	25/03/33	1/04/98	10/03/22	COM
BOCCOLINI-D'AMBROGIO Maria Pia	3/05/36	1/04/02	27/11/21	PE
BOELS-VAN DE PEPPEL Wilhelmina	25/06/39	1/03/04	10/02/22	COM
BONNEFOY-VACCARO Vincenza	16/11/55	1/12/15	2/03/22	COM
BREES Paul	23/08/43	1/06/06	8/02/22	PE
BRIZEE Johanna	27/05/25	1/06/85	9/03/22	COM
BROUWER Jantina	22/10/26	1/11/86	1/12/21	COM
BRUZDOWICZ Joanna	17/05/43	1/10/17	4/11/21	COM
BUCQUE Arthur	12/05/25	1/09/87	23/01/22	COM
BURBAN HOFMANN Evelyn	19/03/40	1/01/96	18/03/22	CC
CANAS Jose	16/01/53	1/02/18	9/03/22	EEAS
CANEPA Maria Cristina	22/07/56	1/08/21	14/02/22	COM
CARDOSO Fernando	17/02/55	1/11/18	6/02/22	COM
CARO FERNANDEZ Manuel	30/04/33	1/12/20	22/02/22	COM
CARPENTIER Michel	23/10/30	1/11/95	13/02/22	COM
CARRAZ Louis-Claude	16/01/44	1/02/09	30/01/22	COM
CAZZATO Loredana	10/02/33	1/04/16	16/02/22	COM
CERRINI Piergiorgio	8/08/31	1/09/96	9/02/22	COM
CLEMENS-DEVOS Helene	3/05/36	1/09/05	29/09/21	COM
COENJAARTS Giel	17/12/38	1/01/99	16/02/22	COM
COMYN Gerard	1/01/46	1/01/10	31/01/22	COM
COUCK Marie-Louise	23/04/31	1/05/91	25/05/20	COM
CRESSWELL-ELTON Sheila	10/03/26	1/01/07	27/02/22	COM
D'ALIMONTE Panfilo	5/04/26	1/06/89	20/02/22	COM
DE KERCHOVE D'OUSSELGHEM Anne Isabelle	16/04/62	1/08/14	6/02/22	COM
DE MOTE Tony Gaston	30/03/49	1/03/22	18/03/22	COM
DE RYCK Freddy	16/04/46	1/05/11	5/03/22	CM
DEL GRANDE Angelo	24/09/33	1/10/98	10/03/22	COM
DELLA PIETRA Hilaire	20/05/40	1/06/97	2/12/21	COM

NOM & PRÉNOM	DATE DE NAISSANCE	DATE DE PENSION	DATE DE DÉCÈS	INSTITUTION
DIAMANTOPOULOS Alkis	25/03/62	1/05/18	27/01/22	EEAS
DOURDIL-DINIZ Alison	9/05/45	1/06/05	22/03/22	CJ
DUMONT Marguerite	3/10/35	1/11/00	17/02/22	CC
ENTRINGER Henri	1/01/30	1/09/91	24/02/22	COM
ERHOLM Sirkku	20/02/62	1/03/16	3/12/21	COM
FABRE Francis	1/06/31	1/10/95	24/02/22	COM
FACELLI-VIVI Norina	8/08/36	1/08/99	9/02/22	COM
FANK-THOMMEREL Marie-Rose	17/10/20	1/11/09	16/07/21	COM
FERRY Monique	14/05/38	1/06/03	16/11/21	PE
FONRYN Frank	23/04/72	1/07/21	24/01/22	TRA
FORLANI Mario	27/07/32	1/08/97	12/12/21	COM
GALLEZ Daniel	27/06/48	1/06/09	22/02/22	COM
GALLI-GARDINI Maria Luisa	15/03/33	1/05/95	25/11/21	COM
GARCIA-ARROYO Arturo	31/08/37	1/09/02	26/02/22	COM
GAY FESTL Therese	20/02/29	1/03/20	27/02/22	COM
GHISLAIN Roland	5/06/43	20/03/84	23/11/21	COM
GILLIS Alain	18/03/44	1/04/09	6/02/22	COM
GOTTELAND Jeanne	17/04/31	1/06/08	19/01/22	COM
GRADELLA Renato	18/03/42	1/03/98	10/04/21	COM
GRITTI Renato	6/08/31	1/07/96	24/03/22	COM
GUINEE Willem	11/10/30	1/01/91	9/02/22	COM
HAMILL-BERSKI Klaudia	15/08/39	1/06/20	26/02/22	COM
HEGARTY Patricia	14/08/36	1/07/17	25/12/21	COM
HEGER Maisy	8/10/44	1/01/07	23/03/22	PE
HELIN VILLES Solange	19/03/62	1/02/20	5/02/22	COM
HENSSLER Herbert	21/05/35	1/04/98	19/03/22	COM
HENTEL Ingeborg	12/09/29	1/09/91	4/03/22	COM
HERRAIZ Josefa	1/05/39	1/02/14	17/02/22	COM
HERRMANN Stephan	26/01/38	1/06/14	26/04/21	COM
HOANG Hsuan-Siang Marcel	14/06/27	1/02/20	16/02/22	COM
HOOPS Hannelore	15/09/31	1/07/92	15/03/22	COM
HUSMANN-KEHMER Anna Helene	7/09/36	1/05/17	6/12/21	COM
JOHANSEN Mogens	14/10/45	1/10/08	2/02/22	CM
JOHNSON-RANDHOFER Eleonor	17/06/47	1/07/12	17/03/22	COM
KAGEL Michael	9/12/49	1/12/13	9/02/22	COM
KIEWIET Auko	5/02/51	1/03/16	11/03/22	COM
KOUTSAKOU Maria	21/09/57	1/04/11	15/12/21	PE
KRUSE Waltraut	23/04/38	1/12/87	12/02/22	COM
LAESCH Romain	12/12/48	1/11/08	7/12/21	COM
LANGE Julien	19/12/31	1/09/89	1/01/22	COM
LARSEN Anne-Marie	17/03/49	1/10/11	4/03/22	TRA
LAZAR Sorin Petru	3/11/50	1/12/16	22/11/21	PE
LENHARD Claus	14/06/49	1/07/14	10/02/22	CJ
LERMEN Guenter	1/08/29	1/06/94	3/12/21	COM
LINGSMA Catharina	30/03/32	1/06/20	11/02/22	COM

# NOUS ONT QUITTÉS

NOM & PRÉNOM	DATE DE NAISSANCE	DATE DE PENSION	DATE DE DÉCÈS	INSTITUTION
LIPMAN David	19/05/49	1/12/13	7/02/22	EEAS
LIVI Giovanni	6/08/31	1/09/96	13/12/21	COM
LOHNER Ingeborg	12/05/39	1/07/03	28/11/21	COM
LOMBA Jeanne	3/08/33	1/09/98	13/03/22	COM
LUCIDI Francesco	10/09/33	1/01/91	5/12/21	COM
MACLEOD Marie-Noele	8/11/37	1/11/12	23/03/22	COM
MAIZA Fatma	29/07/52	1/05/21	9/12/21	CM
MALHOTRA Naresh	26/01/38	1/09/16	11/02/22	COM
MALIKIOSSI Irene	20/02/43	1/11/95	6/02/22	PE
MALTAVERNE Jeanine	21/08/26	1/03/17	23/01/22	COM
MALZAHN Guenter	13/01/36	1/02/01	26/02/22	COM
MANCINI Luciana	9/03/41	1/05/96	20/02/22	COM
MARDAGA Jean	1/06/28	1/07/93	14/02/22	PE
MARQUES Marilia	10/05/50	1/04/99	27/11/21	COM
MATTHES Heinrich	17/03/34	1/04/99	22/03/22	COM
MC AULEY Hans	11/05/47	1/11/08	2/02/22	CM
MC DERMENT Lillemor	15/06/39	1/06/16	30/08/21	CEDEFOP
MERCIER Suzanne	11/03/33	1/04/15	18/02/22	COM
MERZ Luise	1/07/39	1/05/19	15/12/21	COM
MICHAELIS Madeleine	3/02/30	1/08/15	27/11/21	COM
MOLITOR Romain	22/01/54	1/02/13	28/01/22	COM
MOLLER Otto	20/02/43	1/01/08	8/03/22	COM
MOMMAERTS Albert	14/01/43	1/02/03	27/11/21	PE
MONDO Tito	22/06/29	1/07/94	26/02/22	COM
MORTIER Gaston	25/04/39	1/06/90	23/03/22	COM
MUELLER Hans-Georg	1/02/45	1/07/08	4/12/21	COM
MUGGLETON Margaret Janet	15/09/22	1/12/20	18/03/22	CC
MUNCH Annette	26/05/28	1/08/88	3/02/22	CJ
OLENBORG Bjorn	22/09/66	1/05/21	17/02/22	COM
OTZEN Bergliot	7/04/39	1/06/11	18/02/22	COM
OVERZEE-SCHALKWIJK Wilhelmina	22/12/25	1/08/96	2/12/21	COM
PARNISARI Emma Francesca	6/03/41	1/03/21	2/12/21	COM
PAULIN Suzanne	15/02/31	1/10/14	18/11/21	COM
PEETERS-BARANGER Françoise	8/04/28	1/12/01	4/02/22	COM
PERAZZOLO Leone	22/04/30	1/01/95	4/02/22	COM
PERUGINI Ruggero	2/09/46	1/02/10	16/11/21	COM
PHILLIPS Ingrid	16/09/48	1/11/02	23/11/21	COM
PHILP Nancy Carole	25/12/37	1/01/10	16/01/22	COM
PICART Lisiane	6/05/47	1/06/14	13/03/22	PE
PILLET Patrice	23/06/48	1/01/13	25/11/21	COM
POLVANI Riccardo	26/02/33	1/03/98	29/01/22	COM
POULLET Pierre	4/07/51	1/11/12	15/02/22	PE
PRINS Herman	11/08/38	1/01/00	12/02/22	COM
QUIRINO Isabella	20/11/38	1/05/99	1/03/22	COM

NOM & PRÉNOM	DATE DE NAISSANCE	DATE DE PENSION	DATE DE DÉCÈS	INSTITUTION
RATHMANN-RAMLOW Hans-Thomas	9/03/55	1/06/18	27/01/22	EASA
RIEDL Ingrid	31/08/38	1/06/15	2/03/22	COM
RIVIERE Jacqueline	6/05/36	1/09/96	4/03/22	COM
RONCHAIL Tino	7/03/33	1/06/96	28/01/22	PE
ROSSI Valerio	9/02/40	1/03/05	15/03/22	PE
ROYER Marcel	2/07/38	1/05/03	5/12/21	COM
RUNDEGREN Hans	2/11/48	1/01/11	13/03/22	COM
SABBATINI Franca	18/03/46	1/01/08	9/02/22	CJ
SAMSON Dolly	28/02/30	1/06/12	10/02/22	COM
SANDBERG Eva	20/05/47	1/06/12	7/02/22	ECHA
SANTANGELO Maria	9/11/29	1/02/91	9/02/22	COM
SCHIPPERS Pieternella	17/11/38	1/06/92	4/02/22	COM
SCOZZESE Ester	6/09/35	1/11/18	10/03/22	COM
SEDDON Christina	13/06/53	1/10/08	27/01/22	COM
SERVAIS-HOUCHARD Anne	27/10/54	1/12/97	10/02/22	COM
SIMONS Titanne	17/12/55	1/09/00	3/03/22	COM
SINGER Philippe	20/02/47	1/03/13	18/12/21	CJ
SOSA MORALES Froilan	14/01/42	1/02/07	26/11/21	COM
SPERLING Christiane	6/06/44	1/09/07	17/02/22	COM
STEPHENS MC'KELLAR Eloisa	7/12/49	1/02/19	7/03/22	COM
TEKELENBURG Aris	5/09/68	1/01/22	7/01/22	CM
TERZAGHI Lidia	16/08/32	1/08/12	10/02/22	COM
THOMPSON-VON SKRAMLIK Marie	19/02/19	1/11/05	3/12/21	COM
TORNER CARMEN Maria-Concepcion	8/03/44	1/07/03	10/02/22	COM
TOSELLI-PROTTO Piera	25/02/35	1/06/01	1/02/22	COM
TUOMPO-AYALA Paivi	18/01/57	1/07/16	3/03/22	COM
VAN CAUTER Carine	11/02/58	1/03/18	11/03/22	COM
VAN GOOL Juliette	16/04/26	1/05/91	14/03/22	COM
VAN HOOREBEECK-GOOSSENS Jacqueline	10/08/35	1/10/05	11/05/21	COM
VAN KERCKHOVEN Michel	7/02/68	1/01/22	3/02/22	COM
VAN ONCKELEN Louis	21/09/38	1/05/01	28/01/22	PE
VAN REENEN Gijsbertus	10/11/27	1/07/91	9/03/22	COM
VAN WYMEERSCH Diane	21/03/29	1/04/94	25/02/22	COM
VANAVERBEKE Nicole	22/12/37	1/09/98	20/02/22	CJ
VERDIANI Daniele	14/02/31	1/03/96	28/02/22	COM
VERMER-VEREECKE Diane	11/12/25	1/06/93	18/01/22	CM
VIESTI Anna	25/07/51	1/11/99	6/03/22	PE
VINCENT Daniel	29/01/32	1/09/95	9/12/21	COM
WALLET Claude	30/08/32	1/02/94	16/09/21	COM
WAROQUIER-HICK Nelly	1/12/43	1/06/04	11/03/22	PE
WHITE Valerie	16/01/29	1/02/94	1/12/21	COM
WIEKEN Albertha	24/02/51	1/02/94	20/02/22	PE
WILHELM Helene	10/05/30	1/10/14	16/03/22	COM



« Experience Europe », rue Archimède, Bruxelles ©Commission européenne, 2022, Marcos Alvarez, Atelier 229